



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion  
et portant approbation des comptes de l'année 2024

Budget général  
Mission ministérielle

## Engagements financiers de l'État



**2024**



## Note explicative

---

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2024 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2024, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2024 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2024. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2023 peuvent avoir été retraitées.

**Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.**

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

### **La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2024, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2023 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

### **Le rapport annuel de performances qui regroupe :**

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT)**. On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



# Sommaire

---

|  |           |
|--|-----------|
| <b>MISSION : Engagements financiers de l'État</b>  | <b>9</b>  |
| Bilan de la programmation pluriannuelle  | 10        |
| Récapitulation des crédits et des emplois  | 12        |
| <b>PROGRAMME 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)</b>   | <b>17</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 18        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 20        |
| 1 – Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité   | 20        |
| 2 – Optimiser la gestion de la trésorerie en fonction des conditions de marché   | 21        |
| 3 – Améliorer l'information préalable par les correspondants du Trésor de leurs opérations financières affectant le compte du Trésor   | 22        |
| 4 – Obtenir un niveau de contrôle des risques de qualité constante et qui minimise la survenance d'incidents   | 23        |
| Présentation des crédits   | 26        |
| Justification au premier euro  | 29        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 29        |
| <i>Justification par action</i>  | 37        |
| 01 – Dette   | 37        |
| 03 – Trésorerie  | 38        |
| <b>PROGRAMME 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)</b>   | <b>41</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 42        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 45        |
| 1 – Assurer l'équilibre à moyen terme des procédures publiques d'assurance-crédit, notamment en maintenant une dispersion suffisante des catégories de risques garantis                      | 45        |
| 2 – Satisfaire la demande des entreprises en couverture de risque de change, sous la contrainte de la gestion à l'équilibre de la procédure  | 46        |
| 3 – Encourager les PME à prospecter les marchés extérieurs   | 48        |
| 4 – Répondre aux besoins des entreprises en garanties du risque exportateur, tout en respectant le principe de subsidiarité et en limitant l'exposition de l'Etat sur les moins bons risques | 49        |
| 5 – Qualité de gestion des prêts garantis par l'État (PGE) par Bpifrance   | 50        |
| Présentation des crédits   | 53        |
| Justification au premier euro  | 58        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 58        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>   | 60        |
| <i>Justification par action</i>  | 61        |
| 01 – Agriculture et environnement  | 61        |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé  | 61        |
| 03 – Financement des entreprises et industrie  | 63        |
| 04 – Développement international de l'économie française   | 64        |
| 05 – Autres garanties  | 66        |
| <b>PROGRAMME 145 : Épargne</b>   | <b>67</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 68        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 71        |
| 1 – Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne   | 71        |
| 2 – Encourager le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie   | 73        |
| Présentation des crédits et des dépenses fiscales  | 75        |
| Justification au premier euro  | 82        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 82        |

|   |            |
|---|------------|
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>  | 84         |
| <i>Justification par action</i>   | 85         |
| 01 – Épargne logement   | 85         |
| 02 – Instruments de financement du logement   | 87         |
| <b>PROGRAMME 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)</b>  | <b>89</b>  |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances   | 90         |
| Présentation des crédits  | 91         |
| Justification au premier euro   | 94         |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>   | 94         |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>  | 96         |
| <i>Justification par action</i>   | 97         |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État   | 97         |
| <b>PROGRAMME 336 : Dotation du Mécanisme européen de stabilité</b>  | <b>99</b>  |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances   | 100        |
| Présentation des crédits  | 103        |
| Justification au premier euro   | 105        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>   | 105        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>  | 106        |
| <i>Justification par action</i>   | 107        |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité  | 107        |
| <b>PROGRAMME 338 : Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement</b>   | <b>109</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances   | 110        |
| Présentation des crédits  | 111        |
| Justification au premier euro   | 113        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>   | 113        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>  | 114        |
| <i>Justification par action</i>   | 115        |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement   | 115        |
| <b>PROGRAMME 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque</b>  | <b>117</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances   | 118        |
| Objectifs et indicateurs de performance   | 121        |
| 1 – Assurer un versement efficient des aides aux collectivités territoriales, groupements, établissements publics locaux et services départementaux d'incendie et de secours dans le cadre de la sortie des emprunts à risque | 121        |
| Présentation des crédits  | 122        |
| Justification au premier euro   | 125        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>   | 125        |
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>  | 128        |
| <i>Justification par action</i>   | 130        |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque  | 130        |
| Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État  | 132        |
| <b>PROGRAMME 369 : Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19</b>   | <b>133</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances   | 134        |
| Objectifs et indicateurs de performance   | 135        |
| 1 – Retracer l'amortissement de la dette de l'Etat en 2020 et 2021 liée à la covid-19   | 135        |
| Présentation des crédits  | 136        |
| Justification au premier euro   | 138        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>   | 138        |

|  |     |
|--|-----|
| <i>Dépenses pluriannuelles</i>                                     | 139 |
| <i>Justification par action</i>                                    | 140 |
| <i>01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19</i> | 140 |



MISSION  
**Engagements financiers de l'État**

---

## Bilan de la programmation pluriannuelle

### BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Dans le cadre de cette mission, l'État s'engage à assurer son financement en toutes circonstances, garantit ses positions liées au développement international de l'économie française, favorise les politiques de l'épargne et honore le service de la dette. Il contribue également au Mécanisme européen de stabilité et à l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement. La mission « Engagements financiers de l'État » regroupe ainsi sept programmes.

Le programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » a pour objectif de gérer la dette de l'État et sa trésorerie au mieux des intérêts des contribuables et dans les meilleures conditions de sécurité. Il vise donc à assurer le financement de l'État au quotidien, à moyen et long terme, au meilleur coût et dans des conditions de sécurité maximales.

Le programme 114 « Appels en garantie de l'État » regroupe les crédits destinés à couvrir un ensemble de dispositifs pour lesquels l'État a accordé sa garantie. Ces dispositifs concernent des domaines variés d'intervention : agriculture, santé, logement, industrie, exportations, aide à l'industrie et au développement.

Le programme 145 « Épargne » pilote les instruments de financement du logement ayant un impact budgétaire et plus globalement, a pour mission de promouvoir et de gérer dans les meilleures conditions la politique de l'épargne. Celle-ci doit permettre de favoriser l'accès des organismes de logement social à une ressource financière attractive, d'optimiser les conditions de financement de l'accession à la propriété et de veiller à l'équilibre financier des systèmes de l'épargne réglementée.

Le programme 336 « Dotation du Mécanisme européen de stabilité » constitue le support de la contribution française au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Le programme 338 « Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement » porte depuis 2013 la participation de la France à l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI), qui constitue l'une des mesures phares du Pacte européen pour la croissance et l'emploi adopté en juin 2012, sous l'impulsion de la France.

Le programme 344 « Fonds de soutien relatif aux prêt et contrats financiers structurés à risque » permet la désensibilisation des emprunts jugés toxiques que possèdent les collectivités locales, et d'évacuer ainsi les risques pesant sur ces contrats en les renégociant. Cette aide financière aux collectivités locales et à leurs établissements vise à apporter une solution à moindre coût pour ces dernières dans le cadre de l'assainissement de leur dette.

Le programme 369 « Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19 » répond au double objectif d'isolement comptable de la dette issue de la crise sanitaire et d'affichage d'une trajectoire de traitement de cette dette sur 20 ans ; il retrace l'amortissement du surcroît de dette de l'État en 2020 et 2021 né de la crise sanitaire.

En 2024, comme depuis 2020, la mission a été largement mobilisée face aux conséquences économiques résultant de la crise sanitaire pour permettre à l'État et aux collectivités territoriales d'assurer leur financement et pour accompagner les entreprises dans la gestion du choc qu'elles ont subi. Cet accompagnement s'est notamment traduit par la poursuite des dispositifs exceptionnels de garanties de l'État pour soutenir le financement bancaire des entreprises (PGE) et par le portage de la part française des dépenses du Fonds de garantie paneuropéen de la banque européenne d'investissement.

## OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

### OBJECTIF 1 : Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficacité et de sécurité (P117)

#### Indicateur 1.1 : Taux de couverture moyen des adjudications (P117)

(du point de vue du citoyen)

|                      | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte de<br>la cible | 2025<br>Cible |
|----------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Adjudications de BTF | %     | 314                 | 267                 | 200           | 319                 | cible atteinte          | 200           |
| Adjudications d'OAT  | %     | 225                 | 230                 | 150           | 245                 | cible atteinte          | 150           |

### OBJECTIF 2 : Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne (P145)

#### Indicateur 2.1 : Efficacité du fléchage de l'épargne réglementée vers le financement du logement social (P145)

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte de<br>la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Volume de prêts du Fonds d'épargne destiné au logement social et à la politique de la ville | Md€   | 163                 | 168                 | 166           | 180                 | cible atteinte          | 180           |

#### Indicateur 2.2 : Prélèvement effectué par l'État sur le fonds d'épargne (P145)

|   | Unité             | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte de<br>la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Rapport entre le prélèvement effectué par l'État sur le fonds d'épargne et l'encours de livrets réglementés garantis par l'État | centièmes<br>de % | 5,6                 | 9,42                | 8,5           | 7,41                | absence<br>amélioration | 2,9           |

## Récapitulation des crédits et des emplois

### RECAPITULATION DES CREDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

#### Avertissement

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2024 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2024 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme<br>Crédits   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|--|-------------------------------|------------------------|--------|
| <b>117 – Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)</b>               |                               |                        |        |
| Prévision  | 50 038 000 000                | 50 038 000 000         |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 51 375 000 000                | 51 375 000 000         |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>  | -1 337 000 000                | -1 337 000 000         |        |
| Exécution  | 49 267 565 890                | 49 267 565 890         |        |
| <b>114 – Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)</b>                             |                               |                        |        |
| Prévision  | 1 942 577 401                 | 1 942 577 401          |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 1 902 436 463                 | 1 902 436 463          |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>  | 40 140 938                    | 40 140 938             |        |
| Exécution  | 1 921 545 086                 | 1 921 545 086          |        |
| <b>145 – Épargne</b>   |                               |                        |        |
| Prévision  | 106 898 194                   | 106 895 932            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 71 066 322                    | 71 066 322             |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>  | 35 831 872                    | 35 829 610             |        |
| Exécution  | 106 419 781                   | 106 003 721            |        |
| <b>355 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)</b>     |                               |                        |        |
| Prévision  | 816 000 000                   | 816 000 000            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 807 000 000                   | 807 000 000            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>  | 9 000 000                     | 9 000 000              |        |
| Exécution  | 817 130 418                   | 817 130 418            |        |
| <b>336 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité</b>                                   |                               |                        |        |
| Prévision  | 0                             | 0                      |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 0                             | 0                      |        |
| Exécution  | 0                             | 0                      |        |
| <b>338 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement</b>              |                               |                        |        |
| Prévision  | 0                             | 0                      |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 0                             | 0                      |        |
| Exécution  | 0                             | 0                      |        |
| <b>344 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque</b> |                               |                        |        |
| Prévision  | 13 461 250                    | 178 910 819            |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 0                             | 187 669 310            |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>  | 13 461 250                    | -8 758 491             |        |
| Exécution  | -8 335                        | 177 410 819            |        |

| Programme<br>Crédits   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|--|-------------------------------|------------------------|--------|
| 369 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 |                               |                        |        |
| Prévision  | 0                             | 6 474 951 599          |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>                      | 0                             | 6 474 951 599          |        |
| Exécution  | 0                             | 6 474 951 599          |        |
| <b>Total Prévision</b>                                       | <b>52 916 936 845</b>         | <b>59 557 335 751</b>  |        |
| <b>Total Exécution</b>                                       | <b>52 112 652 839</b>         | <b>58 764 607 532</b>  |        |

\* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

## RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement       |                                  | Crédits de paiement              |                                  |
|---|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|   | 2023                             | 2024                             | 2023                             | 2024                             |
| 117 – Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)                                   | 50 825 000 000<br>53 874 275 880 | 51 375 000 000<br>49 267 565 890 | 50 825 000 000<br>53 874 275 880 | 51 375 000 000<br>49 267 565 890 |
| 01 – Dette  | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 |
| 03 – Trésorerie   | 868 000 000<br>-529 970 215      | 512 000 000<br>-116 000 000      | 868 000 000<br>-529 970 215      | 512 000 000<br>-116 000 000      |
| 114 – Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)   | 2 582 736 463<br>1 664 873 530   | 1 902 436 463<br>1 921 545 086   | 2 582 736 463<br>1 664 873 530   | 1 902 436 463<br>1 921 545 086   |
| 01 – Agriculture et environnement   | 100 000<br>0                     | 100 000<br>0                     | 100 000<br>0                     | 100 000<br>0                     |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé   | 39 700 000<br>21 000 000         | 34 500 000<br>5 000 000          | 39 700 000<br>21 000 000         | 34 500 000<br>5 000 000          |
| 03 – Financement des entreprises et industrie   | 2 006 200 000<br>1 470 095 276   | 1 563 100 000<br>1 751 417 772   | 2 006 200 000<br>1 470 095 276   | 1 563 100 000<br>1 751 417 772   |
| 04 – Développement international de l'économie française  | 121 500 000<br>115 508 450       | 111 500 000<br>74 671 277        | 121 500 000<br>115 508 450       | 111 500 000<br>74 671 277        |
| 05 – Autres garanties   | 415 236 463<br>58 269 804        | 193 236 463<br>90 456 037        | 415 236 463<br>58 269 804        | 193 236 463<br>90 456 037        |
| 145 – Épargne   | 59 210 034<br>72 807 362         | 71 066 322<br>106 419 781        | 59 210 034<br>72 809 624         | 71 066 322<br>106 003 721        |
| 01 – Épargne logement   | 59 110 034<br>72 729 779         | 70 766 322<br>106 277 693        | 59 110 034<br>72 729 779         | 70 766 322<br>105 895 178        |
| 02 – Instruments de financement du logement   | 100 000<br>77 583                | 300 000<br>142 089               | 100 000<br>79 845                | 300 000<br>108 544               |
| 355 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)                         | 900 000 000<br>905 411 106       | 807 000 000<br>817 130 418       | 900 000 000<br>905 411 106       | 807 000 000<br>817 130 418       |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État   | 900 000 000<br>905 411 106       | 807 000 000<br>817 130 418       | 900 000 000<br>905 411 106       | 807 000 000<br>817 130 418       |
| 336 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité   | 50 000 000<br>0                  | 0<br>0                           | 50 000 000<br>0                  | 0<br>0                           |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité  | 50 000 000<br>0                  | 0<br>0                           | 50 000 000<br>0                  | 0<br>0                           |
| 338 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement                                  | 0<br>0                           | 0<br>0                           | 0<br>0                           | 0<br>0                           |
| 344 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque                     | 11 500 000<br>30 050             | 11 500 000<br>-8 335             | 197 350 311<br>178 434 745       | 199 169 310<br>177 410 819       |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque                      | 11 500 000<br>30 050             | 11 500 000<br>-8 335             | 197 350 311<br>178 434 745       | 199 169 310<br>177 410 819       |
| 369 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19  | 0<br>0                           | 0<br>0                           | 6 586 486 312<br>6 586 486 312   | 6 474 951 599<br>6 474 951 599   |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19   | 0<br>0                           | 0<br>0                           | 6 586 486 312<br>6 586 486 312   | 6 474 951 599<br>6 474 951 599   |

## RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement               |  | Crédits de paiement                      |  |
|--|--|--|--|--|
|  | 2023                                     | 2024                                     | 2023                                     | 2024                                     |
| 117 – Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)                                | 50 825 000 000<br>53 874 275 880         | 51 375 000 000<br>49 267 565 890         | 50 825 000 000<br>53 874 275 880         | 51 375 000 000<br>49 267 565 890         |
| Titre 4. Charges de la dette de l'État   | 50 825 000 000<br>53 874 275 880         | 51 375 000 000<br>49 267 565 890         | 50 825 000 000<br>53 874 275 880         | 51 375 000 000<br>49 267 565 890         |
| 114 – Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)  | 2 582 736 463<br>1 664 873 530           | 1 902 436 463<br>1 921 545 086           | 2 582 736 463<br>1 664 873 530           | 1 902 436 463<br>1 921 545 086           |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 0<br>115 508 450                         | 0<br>74 671 277                          | 0<br>115 508 450                         | 0<br>74 671 277                          |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 2 582 736 463<br>1 549 365 080           | 1 902 436 463<br>1 846 873 809           | 2 582 736 463<br>1 549 365 080           | 1 902 436 463<br>1 846 873 809           |
| 145 – Épargne  | 59 210 034<br>72 807 362                 | 71 066 322<br>106 419 781                | 59 210 034<br>72 809 624                 | 71 066 322<br>106 003 721                |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 1 650 000<br>807 362                     | 1 200 000<br>1 419 781                   | 1 650 000<br>809 624                     | 1 200 000<br>1 003 721                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 57 560 034<br>72 000 000                 | 69 866 322<br>105 000 000                | 57 560 034<br>72 000 000                 | 69 866 322<br>105 000 000                |
| 355 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)                      | 900 000 000<br>905 411 106               | 807 000 000<br>817 130 418               | 900 000 000<br>905 411 106               | 807 000 000<br>817 130 418               |
| Titre 4. Charges de la dette de l'État   | 900 000 000<br>905 411 106               | 807 000 000<br>817 130 418               | 900 000 000<br>905 411 106               | 807 000 000<br>817 130 418               |
| 336 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité  | 50 000 000<br>0                          | 0<br>0                                   | 50 000 000<br>0                          | 0<br>0                                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 50 000 000<br>0                          | 0<br>0                                   | 50 000 000<br>0                          | 0<br>0                                   |
| 338 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement                               | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   |
| 344 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque                  | 11 500 000<br>30 050                     | 11 500 000<br>-8 335                     | 197 350 311<br>178 434 745               | 199 169 310<br>177 410 819               |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 0<br>30 050                              | 0<br>30 000                              | 90 000<br>37 942                         | 90 000<br>38 335                         |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 11 500 000<br>0                          | 11 500 000<br>-38 335                    | 197 260 311<br>178 396 802               | 199 079 310<br>177 372 484               |
| 369 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19   | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   | 6 586 486 312<br>6 586 486 312           | 6 474 951 599<br>6 474 951 599           |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   | 6 586 486 312<br>6 586 486 312           | 6 474 951 599<br>6 474 951 599           |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières   | 0<br>0                                   | 0<br>0                                   | 6 586 486 312<br>0                       | 6 474 951 599<br>0                       |
| <b>Total</b>   | <b>54 428 446 497<br/>56 517 397 927</b> | <b>54 167 002 785<br/>52 112 652 839</b> | <b>61 200 783 120<br/>63 282 291 196</b> | <b>60 829 623 694<br/>58 764 607 532</b> |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 1 650 000<br>116 345 862                 | 1 200 000<br>76 121 058                  | 1 740 000<br>6 702 842 328               | 1 290 000<br>6 550 664 933               |
| Titre 4. Charges de la dette de l'État   | 51 725 000 000<br>54 779 686 986         | 52 182 000 000<br>50 084 696 307         | 51 725 000 000<br>54 779 686 986         | 52 182 000 000<br>50 084 696 307         |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 2 701 796 497<br>1 621 365 080           | 1 983 802 785<br>1 951 835 474           | 2 887 556 808<br>1 799 761 882           | 2 171 382 095<br>2 129 246 292           |

| Numéro et intitulé du programme ou du titre<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Consommation | Autorisations d'engagement |        | Crédits de paiement |                    |
|---|----------------------------|--------|---------------------|--------------------|
|   | 2023                       | 2024   | 2023                | 2024               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières  | 0<br>0                     | 0<br>0 | 6 586 486 312<br>0  | 6 474 951 599<br>0 |

**PROGRAMME 117**  
**Charge de la dette et trésorerie**  
**de l'État (crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)

La stratégie du programme consiste à gérer la dette de l'État et sa trésorerie dans les meilleures conditions de sécurité pour servir au mieux les intérêts du contribuable. L'État se doit d'honorer sa signature en toutes circonstances, à tout moment – c'est-à-dire aussi bien au quotidien qu'à moyen et long terme – et au meilleur coût. Cette stratégie se décline selon trois grands axes : gestion de la dette ; gestion de la trésorerie ; contrôle interne et fonctions support. Pour chacun de ces axes, les traits marquants de l'année 2024 sont les suivants.

### GESTION DE LA DETTE

En 2024, l'Agence France Trésor (AFT) a poursuivi une stratégie d'émission transparente et régulière. Elle a respecté le calendrier d'adjudications présenté dans le programme indicatif communiqué en décembre 2023. L'AFT a créé en 2024 cinq nouveaux titres de référence à taux fixe (un à 3 ans, un à 5 ans, un à 10 ans, un à 25 ans et un à 30 ans) et une nouvelle obligation indexée sur l'indice des prix de la zone euro (OAT€i 0,95 % 25 juillet 2043). La politique de flexibilité mise en œuvre depuis septembre 2007, qui consiste à ré-abonder d'anciennes lignes d'emprunt en plus d'approvisionner régulièrement des lignes de référence, a été poursuivie. Cette politique permet de répondre de façon complète et diversifiée à la demande des investisseurs et de favoriser la liquidité sur l'ensemble des souches existantes. Ceci permet d'en faciliter l'absorption par le marché au prix le plus favorable pour le contribuable. Les émissions à moyen et long terme nettes des rachats se sont élevées, en valeur faciale, à 285 Md€ (montant annoncé lors de la LFI 2024). Ce montant résulte de 339,8 Md€ d'émissions brutes et de 54,8 Md€ de rachats de titres proches de l'échéance. Les rachats ont permis de diminuer les amortissements de 2025 et 2026.

Dans la continuité de l'année 2023, l'année 2024 s'est ouverte dans un contexte de taux d'intérêt directeurs élevés, les principales banques centrales affirmant leur objectif de lutte contre l'inflation pour ramener la hausse des prix à la cible (2 % pour la BCE). A partir de juin 2024, la Banque Centrale Européenne a entamé une réduction progressive de ses taux directeurs avec quatre baisses de 25 points de base. Dans ce contexte, les taux d'intérêt à l'émission se sont élevés en moyenne à 2,91 % pour les émissions de moyen et long terme, après 3,03 % en 2023 et 1,43 % en 2022 ; pour les émissions de court terme, les taux d'intérêt à l'émission se sont établis en moyenne à 3,39 % en 2024 après 3,33 % en 2023 et 0,19 % en 2022. La demande pour les titres émis par l'État est restée élevée : le taux de couverture des adjudications s'est établi à un niveau significativement supérieur aux cibles.

### GESTION DE LA TRÉSORERIE

La centralisation des trésoreries publiques est particulièrement aboutie en France en raison de ses importants avantages, notamment la réduction de l'endettement de l'État et du coût de financement de celui-ci mais aussi de l'ensemble de la sphère publique, la sécurisation des dépôts des correspondants, etc. Les fonds déposés au Trésor ont diminué à fin 2024, principalement en raison de la baisse de l'encours des collectivités locales.

L'AFT a poursuivi en 2024 la politique de gestion active de la trésorerie, reprise depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023 au regard de l'évolution de la rémunération du compte unique du Trésor à la Banque de France décidée par la BCE. Cette politique de gestion active a conduit à placer des montants importants en dehors du compte avec notamment des opérations de prise en pension et des dépôts en blanc (encours moyen de 43,2 Md€ en 2024).

Le taux d'information préalable par les correspondants du Trésor de leurs flux financiers reste conforme aux objectifs en 2024 (taux d'annonce de 99 % pour l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements publics).

## CONTRÔLE INTERNE ET FONCTIONS SUPPORT

La notation du système de contrôle a été réalisée par un auditeur externe dans le cadre d'un audit sur le pilotage des risques à l'AFT, dont le rapport final sera transmis au Parlement. Le déroulement satisfaisant des opérations en 2024 a permis de reconduire le jugement satisfaisant porté par l'auditeur à son niveau maximal comme les deux années précédentes.

## RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité**

INDICATEUR 1.1 : Adjudications non couvertes

INDICATEUR 1.2 : Taux de couverture moyen des adjudications

### **OBJECTIF 2 : Optimiser la gestion de la trésorerie en fonction des conditions de marché**

INDICATEUR 2.1 : Solde du compte de l'Etat à la Banque de France en fin de journée

INDICATEUR 2.2 : Rémunération des placements de trésorerie

### **OBJECTIF 3 : Améliorer l'information préalable par les correspondants du Trésor de leurs opérations financières affectant le compte du Trésor**

INDICATEUR 3.1 : Taux d'annonce des correspondants du Trésor

### **OBJECTIF 4 : Obtenir un niveau de contrôle des risques de qualité constante et qui minimise la survenance d'incidents**

INDICATEUR 4.1 : Qualité du système de contrôle

INDICATEUR 4.2 : Incidents d'exécution des opérations de dette et de trésorerie

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité

### INDICATEUR

#### 1.1 – Adjudications non couvertes

(du point de vue du citoyen)

|                             | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|-----------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Adjudications non couvertes | Nb    | 0                   | 0                   | 0             | 0                   | cible atteinte          | 0             |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence France Trésor

Mode de calcul : cet indicateur est construit à partir des données de chaque adjudication.

### ANALYSE DES RESULTATS

L'AFT a pour objectif d'assurer la sécurité des opérations de financement de l'État. L'Agence France Trésor a couvert toutes ses adjudications en 2024.

### INDICATEUR mission

#### 1.2 – Taux de couverture moyen des adjudications

(du point de vue du citoyen)

|                      | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|----------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Adjudications de BTF | %     | 314                 | 267                 | 200           | 319                 | cible atteinte          | 200           |
| Adjudications d'OAT  | %     | 225                 | 230                 | 150           | 245                 | cible atteinte          | 150           |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence France Trésor

Mode de calcul : cet indicateur est construit à partir des données de chaque adjudication. Le taux de couverture moyen est égal à la moyenne pour chaque adjudication du rapport entre volume demandé et volume servi pondérée par le volume servi. Le pourcentage de 319 réalisé en 2023 pour les BTF signifie qu'au cours de l'année 2024 la demande pondérée lors de chaque adjudication de BTF a été en moyenne égale à 3,19 fois le volume de BTF servi.

## ANALYSE DES RESULTATS

Il est possible de mesurer le niveau de sécurité des adjudications en comparant le volume des ordres d'achat enregistrés au montant adjugé. Il convient de distinguer les OAT des BTF, ces derniers présentant une maturité inférieure ou égale à un an. Pour les cibles, les seuils fixés pour les taux de couverture des adjudications correspondent à ceux au-dessus desquels une adjudication est considérée aujourd'hui par le marché comme bien couverte.

Sur 51 adjudications de BTF en 2024, le taux de couverture moyen atteint un niveau élevé, à 319 %. Le taux le plus bas a été enregistré lors de l'adjudication du 4 novembre 2024 (250 %).

Sur 34 adjudications d'OAT en 2024, le taux de couverture moyen s'établit à 245 %. Les taux de couverture les plus bas ont été enregistrés le 9 janvier pour une adjudication de titres à long terme (189 %), le 18 janvier pour une adjudication de titres à moyen terme (227 %) et le 17 octobre pour une adjudication de titres indexés (242 %).

## OBJECTIF

2 – Optimiser la gestion de la trésorerie en fonction des conditions de marché

## INDICATEUR

### 2.1 – Solde du compte de l'Etat à la Banque de France en fin de journée

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Pourcentage de journées où la cible fixée au départ pour le solde a été atteinte | %     | ND                  | 74                  | 85            | 92                  | cible atteinte          | 85            |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence France Trésor

Mode de calcul : Sont retenues dans le calcul en 2024 les journées où l'AFT vise un solde compris entre 70 et 80 M€. L'indicateur est alors égal au pourcentage de jours où la cible a été effectivement atteinte. Sont exclus du calcul les jours de faible demande, c'est-à-dire ceux où les taux proposés par le marché sont inférieurs à la rémunération offerte sur le solde du compte à la Banque de France et ceux où la demande ne permet pas d'allouer l'ensemble des placements proposés. Ces jours-là, aucune cible ne peut être définie.

Cet indicateur n'est pas significatif (mention n.d.) lorsque le nombre de journées où une cible a pu être définie est insuffisant.

## ANALYSE DES RESULTATS

Dans un contexte de taux d'intérêt nouveau, et au regard de la rémunération du compte unique du Trésor à la Banque de France, la reprise de la gestion active initiée en 2023 s'est poursuivie en 2024. Elle consiste à placer, par des opérations de dépôts en blanc et des opérations de pensions, la trésorerie disponible de l'État afin de réduire le solde du compte unique du Trésor au niveau des cibles de solde en fin de journée. En 2024, l'indicateur s'établit à 92,3 %, au-dessus de la cible fixée à 85 %.

## INDICATEUR

### 2.2 – Rémunération des placements de trésorerie

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Rémunération des prêts de liquidité, des opérations de pensions livrées (prêts de liquidités garantis par une mise en pension auprès du Trésor de titres d'Etat d'un montant équivalent) et des autres placements de trésorerie de l'État | %     | €STR + 0,10%        | €STR + 0,035%       | €STR          | €STR + 0,052%       | cible atteinte          | €STR          |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence France Trésor

Mode de calcul : la mesure de l'indicateur repose sur la différence entre la rémunération effective des placements et la rémunération qui aurait été constatée si ces placements avaient été exactement rémunérés à l'€STR, Euro Short-Term Rate. L'€STR est l'indicateur du niveau de taux d'intérêt des prêts au jour le jour sur le marché interbancaire. L'€STR est basé sur un échantillon de banques déclarantes représentatif de la réalité de ce marché, il constitue ainsi une cible pertinente pour apprécier la rémunération des placements de trésorerie.

## ANALYSE DES RESULTATS

Concernant la rémunération des placements, l'indicateur est supérieur à la cible, fixée à €STR, avec une rémunération moyenne de €STR +5,2 points de base.

## OBJECTIF

3 – Améliorer l'information préalable par les correspondants du Trésor de leurs opérations financières affectant le compte du Trésor

## INDICATEUR

### 3.1 – Taux d'annonce des correspondants du Trésor

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux d'annonce par les correspondants du Trésor de leurs opérations financières supérieures à un million d'euros et affectant le compte du Trésor | %     | 99                  | 99                  | 98            | 99                  | cible atteinte          | 98            |

#### Commentaires techniques

Source des données : DGFIP, Agence France Trésor

Mode de calcul : l'indicateur est construit à partir des annonces d'opérations financières en dépenses supérieures à un million d'euros des collectivités territoriales et des établissements publics, réalisées par les comptables publics. Les comptables sont tenus d'envoyer à la Banque de France, la veille avant 18 heures, les ordres de virement d'un montant unitaire supérieur à 1 M€ qu'ils souhaitent voir exécutés le lendemain. La Banque de France envoie à l'AFT ces informations constitutives d'annonces. Ces informations sont ensuite comparées aux réalisations. Ceci permet d'en déduire un taux d'annonce, égal au rapport entre le volume des annonces et le volume des réalisations.

## ANALYSE DES RESULTATS

Le taux d'annonce des collectivités territoriales et des établissements publics demeure très satisfaisant, à 99 % en 2024, comme en 2023.

Historiquement, la qualité des annonces faites à l'AFT a bénéficié :

(i) de la mise en place du système d'annonces au Trésor (SAT) en 1999, qui a permis de mettre en œuvre une véritable gestion active de la trésorerie de l'État ;

(ii) de l'ajout en 2011 à l'application de tenue du compte à la Banque de France d'un module dit de « supervalidation », qui offre la possibilité de bloquer les virements supérieurs à un million d'euros initiés par les comptables publics et qui n'ont pas été annoncés la veille. Le dispositif de « supervalidation » concourt à l'amélioration des taux d'annonce : les auteurs de défauts d'annonce sont systématiquement rappelés à leur obligation, et le report au jour suivant des opérations non annoncées dont l'exécution a été refusée par l'AFT constitue une incitation au respect de l'obligation d'annonce.

## OBJECTIF

4 – Obtenir un niveau de contrôle des risques de qualité constante et qui minimise la survenance d'incidents

## INDICATEUR

### 4.1 – Qualité du système de contrôle

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité                | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Incidents ou infractions au cadre général d'activité   | Nombre d'occurrences | 0                   | 2                   | 0             | 0                   | cible atteinte          | 0             |
| Notation externe du contrôle interne : organisation du contrôle interne  | Note entre 1 et 4    | 1                   | 1                   | 1             | 1                   | cible atteinte          | 1             |
| Notation externe du contrôle interne : organisation comptable  | Note entre 1 et 4    | 1                   | 1                   | 1             | 1                   | cible atteinte          | 1             |
| Notation externe du contrôle interne : système de mesure des risques et des résultats                              | Note entre 1 et 4    | 1                   | 1                   | 1             | 1                   | cible atteinte          | 1             |
| Notation externe du contrôle interne : système de surveillance et de maîtrise des risques                          | Note entre 1 et 4    | 1                   | 1                   | 1             | 1                   | cible atteinte          | 1             |
| Notation externe du contrôle interne : système de documentation et d'information et gestion du risque informatique | Note entre 1 et 4    | 1                   | 1                   | 1             | 1                   | cible atteinte          | 1             |

#### Commentaires techniques

Source des données : Audit externe, Agence France Trésor

Mode de calcul :

#### Nombre d'incidents ou infractions au cadre général d'activité

Ce sous-indicateur permet un suivi qualitatif et quantitatif des différents incidents classés selon les trois catégories suivantes :

- non-respect des règles d'habilitation et de délégation ;
- dépassement des limites de risques ;
- non-respect des modalités de réalisation des opérations.

Il s'agit d'une mesure interne de la qualité de l'organisation de l'AFT et du respect de ses contraintes.

#### Notation externe du contrôle interne

Cette notation repose sur un regard extérieur et professionnel, celui des auditeurs réalisant chaque année l'audit des opérations de l'agence. Elle vise à vérifier l'adéquation des procédures aux activités de l'agence et aux risques associés en prenant comme référence les dispositions réglementaires en vigueur dans les établissements financiers. Elle porte sur les domaines suivants :

- organisation du contrôle interne ;
- organisation comptable ;
- système de mesure des risques et des résultats ;
- système de surveillance et de maîtrise des risques ;
- système de documentation et d'information et gestion du risque informatique.

Cette évaluation est retranscrite par une note allant de 1 à 4 :

- note 1 le dispositif existant permet de couvrir de manière satisfaisante les risques identifiés engendrés par les opérations de l'agence ;
- note 2 le dispositif existant doit être complété afin de couvrir les risques identifiés ;
- note 3 le dispositif existant présente des faiblesses significatives nécessitant la mise en place d'actions correctrices sans délai afin de couvrir les risques identifiés ;
- note 4 le dispositif existant ne permet pas de couvrir les risques identifiés engendrés par les opérations de l'agence.

## INDICATEUR

### 4.2 – Incidents d'exécution des opérations de dette et de trésorerie

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Incidents qui dégradent le solde du compte à la Banque de France          | Nb    | 1                   | 3                   | 0             | 7                   | absence<br>amélioration | 0             |
| Incidents qui améliorent le solde du compte à la Banque de France         | Nb    | 8                   | 0                   | 0             | 5                   | absence<br>amélioration | 0             |
| Autres incidents sans impact sur le solde du compte à la Banque de France | Nb    | 71                  | 244                 | 0             | 214                 | absence<br>amélioration | 0             |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence France Trésor

Mode de calcul : l'indicateur repose sur le recensement, au jour le jour, des incidents d'exécution sur les opérations portant sur la dette ou la trésorerie.

## ANALYSE DES RESULTATS

Les notations de l'indicateur 4.1 sur la qualité du système de contrôle sont délivrées par l'audit externe sur le pilotage des risques financiers et des procédures prudentielles mises en œuvre pour les opérations de dette et de trésorerie de l'État. La notation de l'exercice 2024 a été réalisée au premier trimestre 2024 par le cabinet d'audit externe Pricewaterhouse Coopers dans le cadre d'une mission dont le rapport final sera transmis au Parlement.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre d'incidents observés, qu'ils dégradent ou pas le solde du compte unique du Trésor à la Banque de France, est en baisse, avec 226 incidents contre 247 en 2023. Aucun incident concernant l'application du cadre général d'activité n'a été relevé en 2024 contre 2 en 2023.

Les incidents qui ont dégradé le solde du compte du Trésor sont rares et de courte durée. Ils se sont établis à 7, après 3 en 2023. Cette hausse reflète notamment la matérialisation de risques opérationnels liés à l'activité de gestion active de la trésorerie, qui a connu une première année pleine en 2024 (pour mémoire elle avait commencé le 1<sup>er</sup> mai en 2023).

On notera en 2024 une baisse du nombre de défauts de livraison de titres sur des opérations de pensions livrées et de rachats. Ces défauts, qui conduisent au report au lendemain du versement espèces à la contrepartie n'ayant pas livré les titres dans les délais négociés, s'élèvent à 168 contre 178 en 2023. Ces incidents augmentent

momentanément la trésorerie de l'État dans la journée mais les fonds retenus (jusqu'à la livraison des titres en défaut) ont pu être remplacés avant la clôture de la journée.

Les incidents qui ont impacté positivement le solde du compte du Trésor en fin de journée sont des défauts de règlement-livraison sur des opérations de pensions livrées lorsque les fonds retenus jusqu'à la livraison des titres en défaut n'ont pu être remplacés avant la clôture de la journée ou des sommes créditées tardivement sur le compte unique sans annonce préalable.

Si ces incidents opérationnels ont pu affecter la fluidité du déroulement des opérations, aucun n'a généré de risque pour la continuité financière de l'État.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 4<br>Charges de la dette de<br>l'État |  | Total  | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|--|--|---|
|   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024     |  |  |   |
| 01 – Dette  | 50 863 000 000<br>49 383 565 890            |  | <b>50 863 000 000</b><br><b>49 383 565 890</b> | 50 863 000 000                            |
| 03 – Trésorerie                                     | 512 000 000<br>-116 000 000                 |  | <b>512 000 000</b><br><b>-116 000 000</b>      | 512 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>51 375 000 000</b>                       |  | <b>51 375 000 000</b>                          | <b>51 375 000 000</b>                     |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |   |  |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            | -1 337 000 000                              |  | -1 337 000 000                                 |   |
| Total des AE ouvertes                               | 50 038 000 000                              |  | 50 038 000 000                                 |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>49 267 565 890</b>                       |  | <b>49 267 565 890</b>                          |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 4<br>Charges de la dette de<br>l'État |  | Total  | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|--|--|---|
|   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024     |  |  |   |
| 01 – Dette  | 50 863 000 000<br>49 383 565 890            |  | <b>50 863 000 000</b><br><b>49 383 565 890</b> | 50 863 000 000                            |
| 03 – Trésorerie                                     | 512 000 000<br>-116 000 000                 |  | <b>512 000 000</b><br><b>-116 000 000</b>      | 512 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>51 375 000 000</b>                       |  | <b>51 375 000 000</b>                          | <b>51 375 000 000</b>                     |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |   |  |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            | -1 337 000 000                              |  | -1 337 000 000                                 |   |
| Total des CP ouverts                                | 50 038 000 000                              |  | 50 038 000 000                                 |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>49 267 565 890</b>                       |  | <b>49 267 565 890</b>                          |   |

## 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

## 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 4                          | Total                         | Total                            |
|---|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|
|   | Charges de la dette de l'État    | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP                  |
|   | Prévision LFI 2023               |                               |                                  |
|   | Consommation 2023                |                               |                                  |
| 01 – Dette  | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 | 49 957 000 000                | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 |
| 03 – Trésorerie                                     | 868 000 000<br>-529 970 215      | 868 000 000                   | 868 000 000<br>-529 970 215      |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>50 825 000 000</b>            | <b>50 825 000 000</b>         | <b>50 825 000 000</b>            |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>53 874 275 880</b>            |                               | <b>53 874 275 880</b>            |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 4                          | Total                         | Total                            |
|---|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|
|   | Charges de la dette de l'État    | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP                  |
|   | Prévision LFI 2023               |                               |                                  |
|   | Consommation 2023                |                               |                                  |
| 01 – Dette  | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 | 49 957 000 000                | 49 957 000 000<br>54 404 246 095 |
| 03 – Trésorerie                                     | 868 000 000<br>-529 970 215      | 868 000 000                   | 868 000 000<br>-529 970 215      |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>50 825 000 000</b>            | <b>50 825 000 000</b>         | <b>50 825 000 000</b>            |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>53 874 275 880</b>            |                               | <b>53 874 275 880</b>            |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie                        | Autorisations d'engagement |                       |                       | Crédits de paiement   |                       |                       |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Consommées* en 2023        | Ouvertes en 2024      | Consommées* en 2024   | Consommés* en 2023    | Ouverts en 2024       | Consommés* en 2024    |
| Titre 4 – Charges de la dette de l'État   | 53 874 275 880             | 51 375 000 000        | 49 267 565 890        | 53 874 275 880        | 51 375 000 000        | 49 267 565 890        |
| Intérêt de la dette financière négociable | 0                          | 50 863 000 000        | 49 383 565 890        | 0                     | 50 863 000 000        | 49 383 565 890        |
| Charges financières diverses              | 53 874 275 880             | 512 000 000           | -116 000 000          | 53 874 275 880        | 512 000 000           | -116 000 000          |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>              |                            | <b>51 375 000 000</b> |                       |                       | <b>51 375 000 000</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2   |                            | -1 337 000 000        |                       |                       | -1 337 000 000        |                       |
| <b>Total*</b>                             | <b>53 874 275 880</b>      | <b>50 038 000 000</b> | <b>49 267 565 890</b> | <b>53 874 275 880</b> | <b>50 038 000 000</b> | <b>49 267 565 890</b> |

\* y.c. FdC et AdP

## RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

## DECRETS D'ANNULATION

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 21/02/2024        |                            |               |                     |               |                            | 800 000 000        |                     | 800 000 000        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>800 000 000</b> |                     | <b>800 000 000</b> |

## LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 07/12/2024        |                            |               |                     |               |                            | 537 000 000        |                     | 537 000 000        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>537 000 000</b> |                     | <b>537 000 000</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                      |                     |                      |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                      | Crédits de paiement |                      |
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres        | Titre 2             | Autres titres        |
| <b>Total général</b> |                            |               |                     |               |                            | <b>1 337 000 000</b> |                     | <b>1 337 000 000</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                                  |                                  | Crédits de paiement                   |                                  |                                  |
|---|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                  | Total<br>y.c. FdC et AdP         | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                  | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
| 01 – Dette  |                                       | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 |                                       | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 |
| 03 – Trésorerie   |                                       | 512 000 000<br>-116 000 000      | 512 000 000<br>-116 000 000      |                                       | 512 000 000<br>-116 000 000      | 512 000 000<br>-116 000 000      |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>51 375 000 000</b>            | <b>51 375 000 000</b>            | <b>0</b>                              | <b>51 375 000 000</b>            | <b>51 375 000 000</b>            |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | -1 337 000 000                   | -1 337 000 000                   |                                       | -1 337 000 000                   | -1 337 000 000                   |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 50 038 000 000                   | 50 038 000 000                   | 0                                     | 50 038 000 000                   | 50 038 000 000                   |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>49 267 565 890</b>            | <b>49 267 565 890</b>            | <b>0</b>                              | <b>49 267 565 890</b>            | <b>49 267 565 890</b>            |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +770 434 110                     | +770 434 110                     |                                       | +770 434 110                     | +770 434 110                     |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Le programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » fonctionne en miroir avec la première section du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État ». Les dépenses du programme 117 constituent une recette pour la première section du compte de commerce, dont elles assurent l'équilibre. La présentation technique des éléments détaillés constitutifs de ces dépenses figure dans le document consacré au compte de commerce.

#### RÉSULTATS GÉNÉRAUX

La dépense du programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » a diminué de 4 606 M€ en 2024, par rapport à l'année précédente.

Les crédits figurant dans la synthèse ci-dessus ne tiennent pas compte du résultat des opérations de gestion active de la dette au moyen d'instruments financiers à terme retracé à la deuxième section du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État ». Le portefeuille de contrats d'échange de taux d'intérêt (*swaps*) est arrivé à échéance en octobre 2021 et les conditions de reprise de ce programme ne sont pas réunies. Sont enregistrées résiduellement au sein de la deuxième section les charges liées aux opérations effectuées pour le compte de tiers (instruments financiers à terme) : les appels de marge reçus au titre de ces instruments sont rémunérés par un intérêt (dans ce cas inscrit dans cette ligne pour un montant négatif).

| <i>montants en millions d'euros</i>                       | Exécution<br>2022 | Exécution<br>2023 | LFI<br>2024   | Exécution<br>2024 | Écart<br>LFI<br>à<br>exécution | Écart<br>exécution<br>à<br>exécution |
|---|-------------------|-------------------|---------------|-------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Charge de la dette du budget général (avant swaps)</b> | <b>50 713</b>     | <b>53 874</b>     | <b>51 375</b> | <b>49 268</b>     | <b>-2 107</b>                  | <b>-4 606</b>                        |
| Gain net des opérations de swaps                          | 0                 | -1                | 0             | 0                 | 0                              | 1                                    |
| <b>Charge nette de la dette (après swaps)</b>             | <b>50 713</b>     | <b>53 875</b>     | <b>51 375</b> | <b>49 268</b>     | <b>-2 107</b>                  | <b>-4 607</b>                        |

#### CONTEXTE DE TRÉSORERIE

En 2024, le besoin de financement a été supérieur de 8,5 Md€ à celui projeté en LFI, en raison d'un déficit budgétaire plus élevé que prévu. De plus, les fonds déposés au Trésor par les correspondants ont diminué de -5,9 Md€ par rapport à fin 2023, principalement en raison des collectivités locales. Les autres ressources de trésorerie sont également négatives à -8,4 Md€ en raison d'un volume important de décotes à l'émission (voir explications complémentaires ci-dessous).

Par conséquent, l'endettement à court terme a augmenté de +31,9 Md€, contre +5,2 Md€ envisagée en LFI.

| montants en milliards d'euros   | Exécution 2021 | Exécution 2022 | Exécution 2023 | 2024 LFI     | Exécution 2024 (*) |
|---|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------------|
| <b>Besoin de financement</b>  | <b>285,3</b>   | <b>280,0</b>   | <b>314,6</b>   | <b>297,2</b> | <b>305,7</b>       |
| Amortissement de titres d'État à moyen et long terme                                  | 118,3          | 145,7          | 149,6          | 155,3        | 155,1              |
| Amortissement de dettes reprises par l'État   | –              | –              | 0,9            | –            | –                  |
| SNCF Réseau - Amortissements  | 1,3            | 3,0            | 2,1            | 2,7          | 2,7                |
| Déficit à financer (**)   | 170,7          | 151,4          | 173,0          | 146,9        | 155,9              |
| Autres besoins de financement   | – 5,1          | – 20,2         | -11,0          | -7,7         | -8,1               |
| <b>Ressources de financement</b>  | <b>285,3</b>   | <b>280,0</b>   | <b>314,6</b>   | <b>297,2</b> | <b>305,7</b>       |
| Émissions à moyen et long terme (OAT et BTAN) nettes des rachats                      | 260,0          | 260,0          | 270,0          | 285,0        | 285,0              |
| Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement | –              | 1,9            | 6,6            | 6,5          | 6,5                |
| Variation des BTF (+ si augmentation de l'encours ; - sinon)                          | – 6,2          | – 6,9          | 20,8           | 5,2          | 31,9               |
| Variation des dépôts des correspondants (+ si augmentation de l'encours ; - sinon)    | +18,7          | +1,1           | -11,5          | 0,0          | -5,9               |
| Variation des disponibilités (+ si diminution ; - sinon) (***)                        | – 4,4          | +35,2          | +47,6          | 0,0          | -3,4               |
| Autres ressources de trésorerie   | 17,2           | – 11,3         | -18,8          | 0,5          | -8,4               |

(\*) Données à mi-février 2024

(\*\*) Hors dépenses affectées au Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)

(\*\*\*) Un signe + indique une contribution des disponibilités du Trésor au financement de l'État, i.e. une baisse des disponibilités du Trésor

### Explications sur les primes et décotes :

Les émissions de titres donnent lieu à l'encaissement de primes ou de décotes à l'émission pour tenir compte de la différence entre le taux de coupon et le taux d'intérêt demandé par le marché à l'émission. Les primes et décotes compensent la différence, sur la durée de vie du titre, entre le montant des coupons versés et le taux de marché à l'émission.

Si un titre émis comporte un coupon d'intérêt inférieur au taux de marché en vigueur, alors le prix est inférieur au pair et l'État reçoit moins que la valeur faciale du titre : une « décote à l'émission » est alors enregistrée en trésorerie. Dans le cas contraire, lorsque le taux de coupon est supérieur au taux de marché, les investisseurs sont disposés, pour obtenir le titre, à payer une prime et le prix est supérieur à la valeur faciale. La prime ou la décote permet de réconcilier financièrement la différence entre le taux de marché, qui fluctue en permanence, et le coupon qui est fixe. L'encaissement de primes et de décotes concerne à la fois les émissions de nouveaux titres et la réémission des titres créés antérieurement.

Concernant les souches nouvellement créées en 2024, le taux de coupon est arrondi au quart de pourcent, soit tous les 0,25 % (les taux de coupons des titres indexés sur l'inflation est arrondi au dixième de pourcent, soit 0,1 %) ce qui entraîne un écart avec le taux de marché.

Concernant l'émission de titres sur des souches anciennes, l'écart provient du fait que le taux de marché au moment de la réémission correspond rarement au taux de coupon de cette souche. Celui-ci est en effet fixé lors de la création du titre pour toute sa durée de vie. Or, d'une part les taux d'intérêt varient, d'autre part la durée d'emprunt à la réémission est inférieure à la durée initiale du titre (les taux d'intérêt sont en général différents selon les maturités).

Après une période de taux d'intérêt faibles, voire négatifs, de nombreuses souches anciennes portent un coupon très bas voire nul. La réémission sur ces anciennes souches en période de taux plus élevés occasionne des décotes à l'émission.

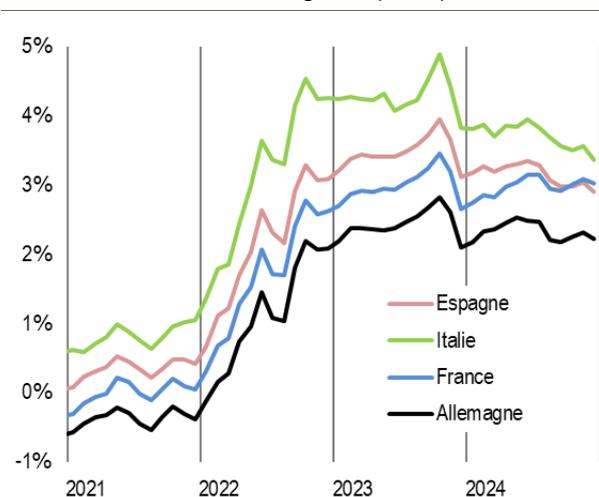
Les primes et décotes sont enregistrées au bilan de l'État en comptabilité générale (et maastrichtienne). Elles constituent des recettes de trésorerie ou des dépenses de trésorerie dans le tableau de financement de l'État. La charge de la dette en comptabilité budgétaire reflète uniquement les coupons faciaux versés (les primes et décotes à l'émission sont sans effet). En revanche, en comptabilité générale de l'État et en comptabilité maastrichtienne, les primes et décotes à l'émission sont amorties de façon étalée sur toute la durée de vie du titre. De la sorte, la charge financière effective dans ces deux référentiels comptables correspond au taux d'intérêt demandé par le marché au moment de l'émission des titres, quel que soit le coupon des titres effectivement versé.

**Contexte financier**

Dans un contexte de lutte contre l'inflation, la politique monétaire restrictive de la Banque centrale européenne (BCE) s'est poursuivie lors du premier semestre 2024, avant de devenir plus accommodante à partir de juin avec une première baisse des taux directeurs. Dans ce sillage, les taux d'intérêt français se sont maintenus à un niveau élevé, marqués par des périodes de forte volatilité en lien avec les incertitudes politiques et budgétaires en France ainsi que le contexte international. Le taux à 10 ans de la France, qui sert de référence des conditions de financement des États, a augmenté d'une soixantaine de points de base en 2024. Cette hausse se décompose comme suit :

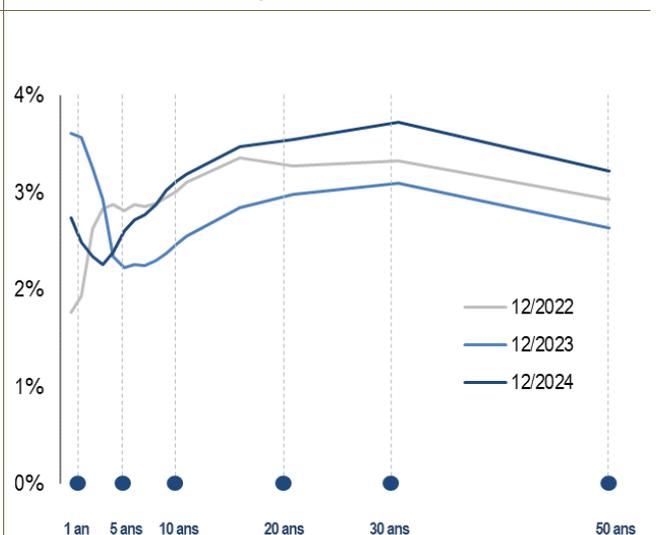
- le taux sans risque (approché par le taux allemand sur les marchés) a augmenté d'un peu plus de 30 points de base ;
- l'écart du taux français au taux allemand, dit « *spread* », a augmenté de près de 30 points de base.

Taux à l'émission des titres à long terme (10 ans)



source : Banque centrale européenne

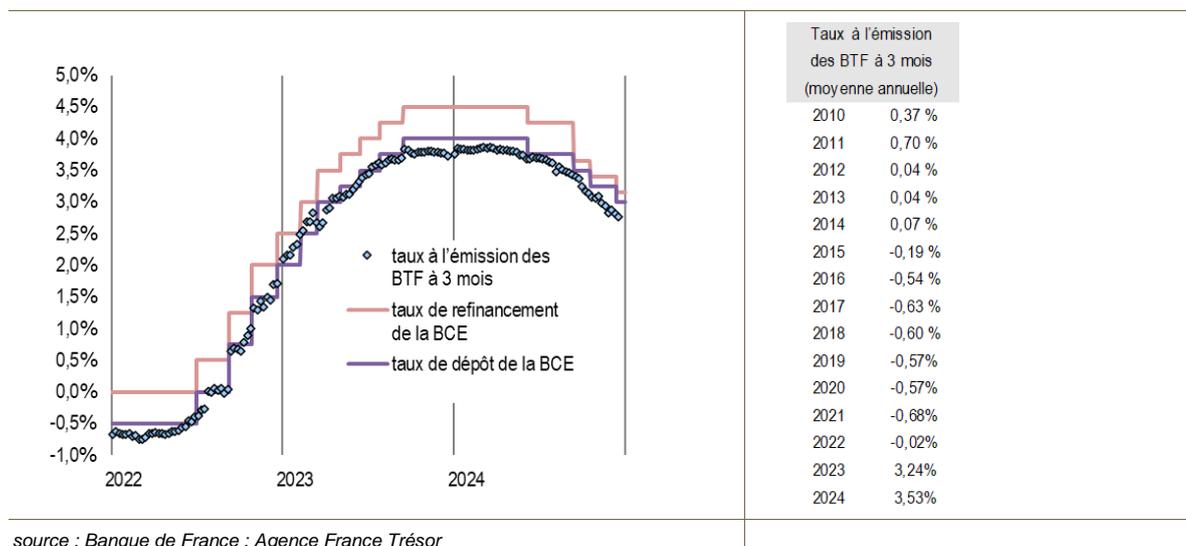
Courbe des taux d'État français



source : Bloomberg, valeur en fin d'année, en %

**Taux courts.** Dans un contexte de taux directeurs de la BCE élevés, les taux d'intérêt à court terme se sont maintenus à des niveaux élevés. En moyenne sur 2024, les taux à l'émission de court terme se sont élevés à 3,39 % pour l'ensemble des BTF, après 3,33 % en 2023, et de 3,53 % pour les BTF à 3 mois, après 3,24 % en 2023.

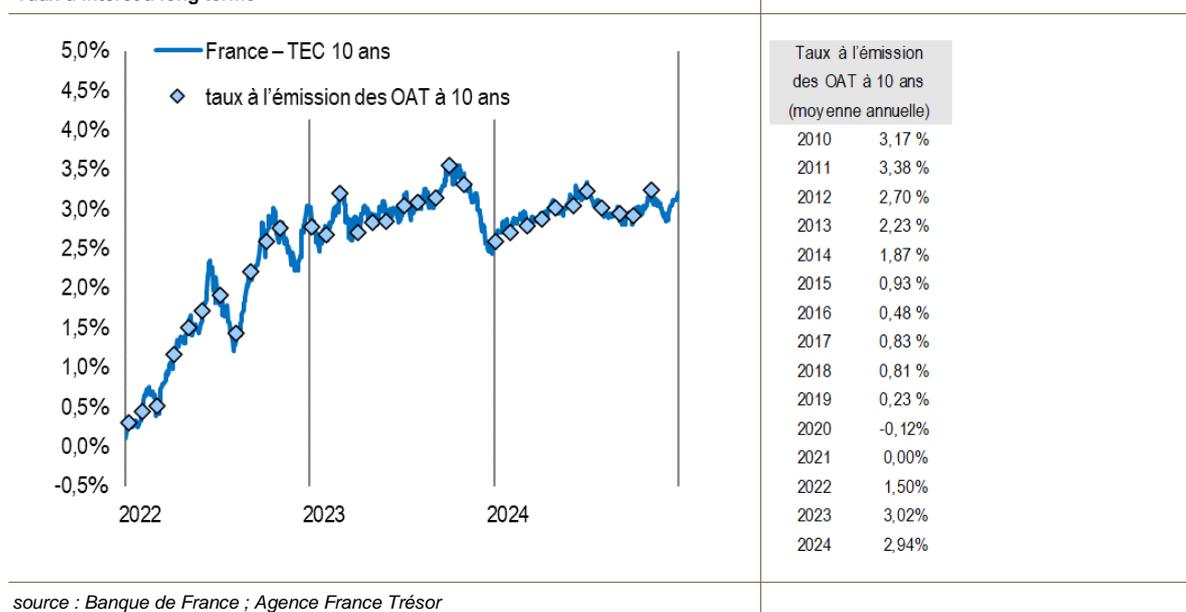
**Taux d'intérêt à court terme**



source : Banque de France ; Agence France Trésor

**Taux à moyen et long terme.** Les taux d'intérêt à l'émission à moyen et long terme se sont établis à 2,91 % en 2024, contre 3,03 % en 2023 et à 2,94 % pour les titres de maturité 10 ans contre 3,02 % l'an passé.

#### Taux d'intérêt à long terme

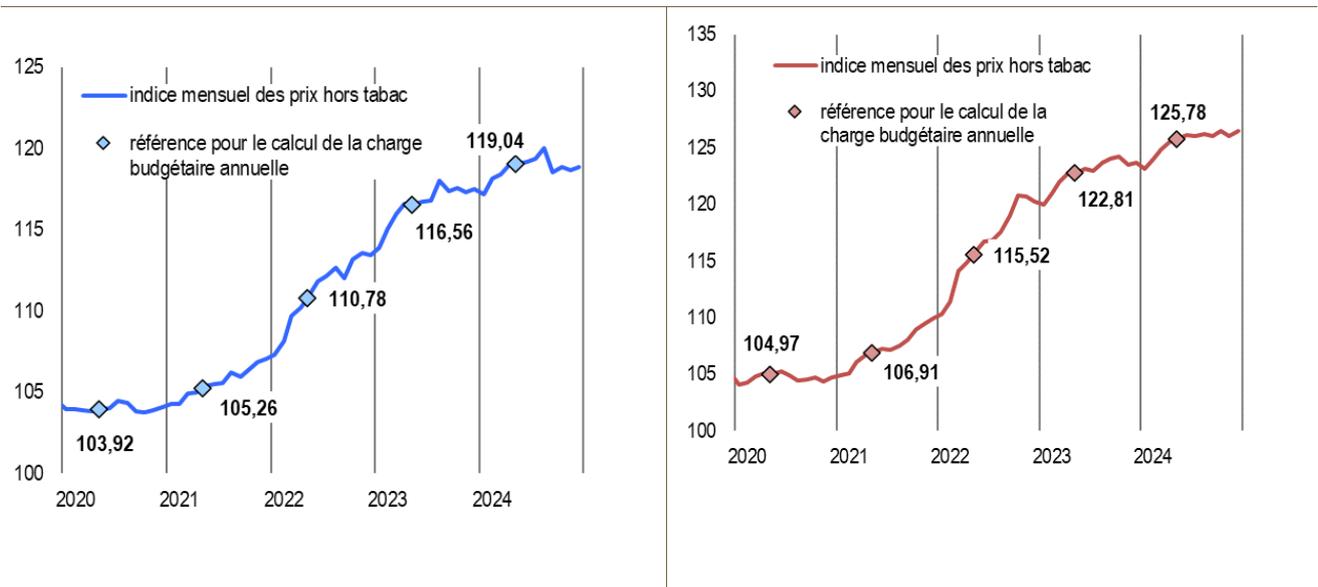


source : Banque de France ; Agence France Trésor

**Inflation.** En 2024, les prix à la consommation ont continué à augmenter, mais dans un rythme moins soutenu que les deux années précédentes. L'évolution des références qui servent au calcul des provisions budgétaires pour charge d'indexation des titres indexés a été de +2,13 % pour l'inflation française et de +2,42 % pour l'inflation en zone euro, après respectivement +5,22 % et +6,30 % en 2023. Contrairement aux taux, qui affectent uniquement les émissions, l'inflation se répercute sur la totalité de l'encours de titres indexés. Elle peut donc induire des variations rapides de la charge de la dette qui inclut une provision pour charge d'indexation. À raison d'un encours de l'ordre de 290 Md€, une variation de l'inflation de +/-1 % se traduit par une variation de la charge d'indexation de +/-2,9 Md€.

Références pour les charges d'indexation – France  
indice base 100 en 2015

Références pour les charges d'indexation – zone euro  
indice base 100 en 2015



source : Insee ; Agence France Trésor

source : Eurostat ; Agence France Trésor

## RÉTROSPECTIVE DE LA CHARGE DE LA DETTE

| en millions d'euros  | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Ensemble dette et trésorerie – hors swaps</b>               | <b>41 541</b> | <b>40 256</b> | <b>35 802</b> | <b>37 809</b> | <b>50 713</b> | <b>53 874</b> | <b>49 268</b> |
| Dette – charge nette   | 40 473        | 39 095        | 34 342        | 36 327        | 49 486        | 54 404        | 49 384        |
| OAT – charge nette d'intérêts *                                | 37 753        | 36 898        | 34 729        | 34 217        | 33 352        | 32 852        | 35 938        |
| OAT – provision pour indexation du capital                     | 3 348         | 2 764         | 458           | 3 022         | 15 530        | 15 802        | 6 965         |
| BTF – charge nette d'intérêts **                               | - 723         | - 664         | - 957         | - 1 034       | 498           | 5 650         | 6437          |
| Dettes reprises – charge nette                                 | 80            | 80            | 80            | 81            | 81            | 81            | 0             |
| Dette non négociable   | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             | 0             |
| Frais et commissions de gestion de la dette                    | 16            | 18            | 32            | 43            | 26            | 20            | 44            |
| Trésorerie + si charge nette (- si produit net)                | +1 068        | +1 161        | +1 460        | +1 481        | +1 227        | -530          | -116          |
| Rémunération des fonds non consommables                        | 752           | 752           | 754           | 751           | 752           | 752           | 752           |
| Solde des autres opérations (- si produit net)                 | +316          | +409          | +706          | +729          | +476          | -1 282        | -868          |
| <b>Contrats d'échange de taux (swaps) – (- si produit net)</b> | <b>-25</b>    | <b>-26</b>    | <b>-25</b>    | <b>-26</b>    | <b>0</b>      | <b>+1</b>     | <b>0</b>      |

\* intérêts versés moins recettes de coupons courus à l'émission \*\* intérêts versés moins intérêts reçus (cas des émissions à taux négatif)

La charge de la dette et de la trésorerie a diminué en 2024 (49,3 Md€, après 53,9 Md€ en 2023). La charge de la dette diminue essentiellement du fait de la baisse de la provision pour indexation du capital (voir détails ci-après en « justification par action »).

## CHARGE DE LA DETTE EN COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Conformément à l'article 28 de la loi organique n° 2001-692 relative aux lois de finances, les dépenses et les recettes sont comptabilisées au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont payées ou encaissées, quelle que soit la date de la créance. Conformément à l'article 27 de cette même loi organique, l'État tient par ailleurs une comptabilité générale fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations.

En ce qui concerne la charge de la dette, ces deux comptabilités aboutissent à des résultats différents. Les écarts entre les deux approches tiennent :

- au traitement différent des intérêts : la comptabilité budgétaire repose sur des paiements ponctuels (versement des intérêts à chaque date anniversaire du titre obligataire, par exemple). La comptabilité générale enregistre les charges en continu et étale les versements ponctuels d'intérêt sur toute la période pendant laquelle ils ont couru ;
- au retraitement des primes et décotes à l'émission : les primes et décotes sont ignorées dans le calcul de la charge budgétaire (conformément à l'article 25 de la loi organique n° 2001-692 relative aux lois de finances, les primes et décotes sont considérées comme des ressources et charges de trésorerie). Les primes et décotes font l'objet en comptabilité générale d'un étalement sur la durée de vie des titres venant, selon le cas, alléger ou alourdir les charges faciales. Ainsi, pour un titre portant 3 % d'intérêt facial et émis au taux actuariel de 1 %, la charge budgétaire annuelle sera de 3 % alors que la charge en droits constatés sera *in fine* de 1 %, correspondant à 3 % de charge faciale moins 2 % d'allégement lié à la prime d'émission ;
- à des références différentes pour le calcul des provisions pour charge d'indexation du capital des titres indexés : en comptabilité budgétaire, sont retenues les références d'inflation aux dates de paiement de coupon, soit essentiellement le 25 juillet. En comptabilité générale, sont retenues les références d'inflation en fin d'exercice, soit le 31 décembre (les références au 25 juillet et au 31 décembre correspondent, à peu de choses près, aux glissements annuels des indices de prix de mai et d'octobre).

Le calcul des déficits publics en comptabilité nationale, ou comptabilité maastrichtienne, retient pour la charge de la dette le chiffrage établi conformément à la comptabilité générale.

Le tableau suivant compare les résultats selon les deux approches, depuis 2021, sur le champ de la dette négociable au sens strict (OAT et BTF), qui représente la majeure partie des crédits ouverts sur le programme. On y remarque l'impact encore sensible de l'étalement des primes et décotes à l'émission. Pour 2022 et 2023, la différence des modalités de calcul de la provision d'indexation explique également une part conséquente de l'écart entre les deux comptabilités.

| en millions d'euros                        | 2021<br>budgétaire | 2021 droits<br>constatés | 2022<br>budgétaire | 2022 droits<br>constatés | 2023<br>budgétaire | 2023 droits<br>constatés | 2024<br>budgétaire | 2024 droits<br>constatés |
|--|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|
| <b>Charge nette des OAT et BTF</b>         | <b>36 204</b>      | <b>29 143</b>            | <b>49 380</b>      | <b>44 106</b>            | <b>54 304</b>      | <b>38 475</b>            | <b>49 340</b>      | <b>43 925</b>            |
| OAT – charge nette d'intérêts *            | 34 217             | 33 884                   | 33 352             | 33 048                   | 32 852             | 34 290                   | 35 938             | 38 740                   |
| OAT – provision pour indexation du capital | 3 022              | 8 045                    | 15 530             | 22 997                   | 15 802             | 8 491                    | 6 965              | 4 743                    |
| OAT – étalement des primes et décotes      | //                 | - 11 753                 | //                 | - 11 530                 | //                 | - 8 581                  | //                 | -6 139                   |
| BTF – charge nette d'intérêts **           | - 1 034            | - 1 033                  | 498                | - 409                    | 5 650              | 4 275                    | 6 437              | 6 582                    |

\* intérêts versés moins recettes de coupons courus à l'émission en comptabilité budgétaire

\*\* intérêts versés moins intérêts reçus (cas des émissions à taux négatif)

## PASSAGE DU PLF A LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                       |                       | Crédits de paiement |                       |                       |
|-------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres         | Total                 | Titre 2             | Autres titres         | Total                 |
| PLF         | 0                          | 51 375 000 000        | 51 375 000 000        | 0                   | 51 375 000 000        | 51 375 000 000        |
| Amendements | 0                          | 0                     | 0                     | 0                   | 0                     | 0                     |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>51 375 000 000</b> | <b>51 375 000 000</b> | <b>0</b>            | <b>51 375 000 000</b> | <b>51 375 000 000</b> |

Les crédits figurant au programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » n'ont pas été modifiés lors de l'examen au Parlement du projet de loi de finances pour 2024. En application de l'article 10 de la loi organique n° 2001-692 relative aux lois de finances, ces crédits ont un caractère évaluatif.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS REGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

Les crédits évaluatifs alloués au programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » ont été révisés lors de la loi de finances de fin de gestion.

| montants en millions d'euros  | LFI           | révision LFG (1) | Total après révisions | Exécution     |
|---|---------------|------------------|-----------------------|---------------|
| <b>OAT et BTF</b>   | <b>50 843</b> | <b>-956</b>      | <b>49 887</b>         | <b>49 340</b> |
| <i>BTF – charge nette d'intérêts *</i>                              | 6 677         | 142              | 6 819                 | 6 437         |
| <i>OAT</i>  | 44 166        | -1 098           | 43 068                | 42 903        |
| <i>Dont charge nette d'intérêts **</i>                              | 35 417        | 686              | 36 103                | 35 938        |
| <i>Dont provision pour indexation du capital des titres indexés</i> | 8 749         | -1 784           | 6 965                 | 6 965         |
| <b>Trésorerie – charge nette</b>                                    | <b>512</b>    | <b>-411</b>      | <b>101</b>            | <b>-116</b>   |
| Dettes reprises et gestion de la dette négociable                   | 20            | 30               | 50                    | 44            |
| <b>Total programme 117</b>  | <b>51 375</b> | <b>-1 337</b>    | <b>50 038</b>         | <b>49 268</b> |

\* intérêts versés moins intérêts reçus (cas des émissions à taux négatif)

\*\* intérêts versés moins recettes de coupons courus à l'émission

(1) Loi de finances de fin de gestion du 30/11/2023

Les révisions ont tenu compte notamment :

- d'une inflation plus faible qu'anticipé : la charge d'indexation du capital a été révisée à la baisse ;
- de la baisse de la prévision de la charge nette de la trésorerie.

## RESERVE DE PRECAUTION ET FONGIBILITE

|  | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|--|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| Surgels  | 0                          | 537 000 000        | 537 000 000        | 0                   | 537 000 000        | 537 000 000        |
| Dégels   | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>537 000 000</b> | <b>537 000 000</b> | <b>0</b>            | <b>537 000 000</b> | <b>537 000 000</b> |

## Dépenses pluriannuelles

### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024  | CP 2024  |
|--|--|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>50 038 000 000</b>                                   | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>50 038 000 000</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>49 267 565 890</b>                                     | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>49 267 565 890</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                              | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>49 267 565 890</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>770 434 110</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                     |

### RESTES A PAYER

|  |   |   |   |   |   |
|--|---|---|---|---|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                 |   |   |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                                    |   |   |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>0</b> | – | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>49 267 565 890</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>-49 267 565 890</b> |   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>49 267 565 890</b>   | – | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                     | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>49 267 565 890</b>    |   |
|  |   |   |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>0</b>               |   |
|  |   |   |   |   | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |   |   |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Dette

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |                                  |  | Crédits de paiement |                                  |  |
|--|----------------------------|----------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|--|
|  | Titre 2                    | Autres titres                    | Total  | Titre 2             | Autres titres                    | Total  |
| 01 – Dette   |                            | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 | <b>50 863 000 000</b><br><b>49 383 565 890</b> |                     | 50 863 000 000<br>49 383 565 890 | <b>50 863 000 000</b><br><b>49 383 565 890</b> |

L'action « Dette » regroupe, en premier lieu, les charges et produits relatifs aux titres de dette de l'État (OAT et BTF). Cette action retraçait également les charges liées à d'anciennes dettes reprises par l'État et aux frais et commissions de gestion de la dette, comme la reprise de dette de 8 milliards d'euros du Service annexe d'amortissement de la dette (SAAD) de la SNCF en 2007 : étant entièrement amortie depuis 2023, ce poste s'établit désormais à 0 en 2024.

### EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

| <i>montants en millions d'euros</i>                            | Exécution 2023 | LFI 2024      | Exécution 2024 | Écart LFI à exécution | Écart exécution à exécution |
|--|----------------|---------------|----------------|-----------------------|-----------------------------|
| <b>Dette</b>   | <b>54 404</b>  | <b>50 863</b> | <b>49 384</b>  | <b>-1 479</b>         | <b>-5 020</b>               |
| OAT  | 48 654         | 44 166        | 42 903         | -1 263                | -5 751                      |
| <i>Charge nette d'intérêts *</i>                               | 32 852         | 35 417        | 35 938         | 521                   | 3 086                       |
| <i>Provision pour indexation du capital des titres indexés</i> | 15 802         | 8 749         | 6 965          | -1 784                | -8 837                      |
| BTF – charge nette d'intérêts **                               | 5 650          | 6 677         | 6 437          | -240                  | 787                         |
| Dettes reprises (charge nette)                                 | 81             | 0             | 0              | 0                     | -81                         |
| Frais et commissions de gestion de la dette                    | 20             | 20            | 44             | 24                    | 24                          |

\* intérêts versés moins recettes de coupons courus à l'émission \*\* intérêts versés moins intérêts reçus (cas des émissions à taux négatif)

**Charge d'intérêt des OAT.** D'une année à l'autre, la charge nette budgétaire d'intérêt sur la dette à moyen et long terme a augmenté de 3,1 Md€. Cette augmentation est principalement le résultat de l'effet volume (+2,7 Md€), partiellement compensé par un effet taux favorable (-0,7 Md€). Pour évaluer l'effet volume, on considère l'accroissement de l'encours de dette au cours de l'année précédant l'année évaluée, en y appliquant le taux de coupon des titres émis cette même année. En effet, en comptabilité budgétaire, la charge pleine des émissions d'une année intervient l'année suivante. Les émissions nettes des rachats et amortissements se sont élevées à 125,5 Md€ en 2023 (valeur faciale). Ceci représente, à raison d'un coupon moyen de 2,2 % durant l'année 2023, une charge pleine d'intérêt de 2,7 Md€ en 2024 (effet volume). L'effet taux est lié au remplacement de titres amortis en 2023 par des titres ayant des taux de coupons moyens en 2023 moins élevés. Les 144,5 Md€ de titres amortis en 2023 étaient assortis d'un coupon moyen de 2,7 %. Leur remplacement par des titres émis en 2023 dont le coupon moyen est de 2,2 % se traduit en 2024 par un allègement de charge de 0,7 Md€ par rapport à 2023 (effet taux).

**Provision pour indexation du capital des titres indexés.** L'inflation a fortement diminué en 2024, ce qui a conduit à une réduction de la charge d'indexation de -8,8 Md€ d'une année à l'autre.

**Charge d'intérêt des BTF.** La charge budgétaire s'est établie à 6,4 Md€, en augmentation de 0,8 Md€ d'une année à l'autre. Cette augmentation est principalement le résultat d'un effet volume défavorable (+0,9 Md€).

Au total, la charge budgétaire de la dette négociable au sens strict (OAT et BTF) a diminué de 5,0 Md€ entre 2023 et 2024. Cette évolution globale se décompose comme suit :

- un effet volume défavorable (impact de 3,8 Md€) ;
- un effet taux favorable (impact de -0,8 Md€) ;
- un effet inflation très favorable (impact de -8,9 Md€).

## ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                        | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|---|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| Titre 4 : Charges de la dette de l'État   | 50 863 000 000                   | 49 383 565 890        | 50 863 000 000                   | 49 383 565 890        |
| Intérêt de la dette financière négociable | 50 863 000 000                   | 49 383 565 890        | 50 863 000 000                   | 49 383 565 890        |
| <b>Total</b>                              | <b>50 863 000 000</b>            | <b>49 383 565 890</b> | <b>50 863 000 000</b>            | <b>49 383 565 890</b> |

## ACTION

### 03 – Trésorerie

| Action / Sous-action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |                             |   | Crédits de paiement |                             |   |
|--|----------------------------|-----------------------------|---|---------------------|-----------------------------|---|
|  | Titre 2                    | Autres titres               | Total                                     | Titre 2             | Autres titres               | Total                                     |
| 03 – Trésorerie  |                            | 512 000 000<br>-116 000 000 | <b>512 000 000</b><br><b>-116 000 000</b> |                     | 512 000 000<br>-116 000 000 | <b>512 000 000</b><br><b>-116 000 000</b> |

L'impact budgétaire de la gestion de trésorerie de l'État correspond, d'une part, à la rémunération des disponibilités du Trésor par la Banque de France et par les contreparties auprès desquelles elles sont placées, et d'autre part, à celle versée sur les fonds déposés au Trésor. La plupart des fonds déposés au Trésor ne sont pas rémunérés, en particulier ceux des collectivités locales, mais certains correspondants du Trésor disposent de conditions de rémunération particulières. En outre, la rémunération des fonds non consommables destinés au financement des investissements d'avenir est imputée sur cette action.

## EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

| montants en millions d'euros                                 | Exécution<br>2023 | LFI<br>2024 | Exécution<br>2024 | Écart<br>LFI<br>à<br>exécution | Écart<br>exécution<br>à<br>exécution |
|--|-------------------|-------------|-------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Trésorerie (charge nette)</b>                             | <b>-530</b>       | <b>512</b>  | <b>-116</b>       | -628                           | 414                                  |
| <i>dont hors rémunération des fonds non consommables</i>     | -1282             | 117         | -868              | -985                           | 414                                  |
| Rémunération des fonds non consommables déposés au Trésor *  | 752               | 752         | 752               | 0                              | 0                                    |
| Rémunération des dépôts des correspondants et autres charges | 541               | 471         | 775               | 304                            | 234                                  |
| Pensions, placements et autres produits (dépenses –recettes) | -1822             | -711        | -1643             | -932                           | 179                                  |

\* fonds destinés au financement des investissements d'avenir

En 2024, la charge nette de trésorerie s'est élevée à -116 M€. En effet, les produits des placements (1 643 M€) ont été supérieurs aux dépenses de trésorerie (1 527 M€).

#### ÉLEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                      | Autorisations d'engagement       |                     | Crédits de paiement              |                     |
|---|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation         | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation         |
| Titre 4 : Charges de la dette de l'État | 512 000 000                      | -116 000 000        | 512 000 000                      | -116 000 000        |
| Charges financières diverses            | 512 000 000                      | -116 000 000        | 512 000 000                      | -116 000 000        |
| <b>Total</b>                            | <b>512 000 000</b>               | <b>-116 000 000</b> | <b>512 000 000</b>               | <b>-116 000 000</b> |



PROGRAMME 114

**Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)

Le programme 114 « Appels en garantie de l'État » porte des dépenses budgétaires qui découlent de la mise en jeu des garanties octroyées par l'État ; il est constitué de crédits évaluatifs (art. 10 de la LOLF). Ces garanties sont de natures diverses : garanties de passifs, opérations d'assurance, garanties d'achèvement, etc.

Les garanties de l'État portées par ce programme contribuent ainsi à la mise en œuvre de politiques figurant dans des programmes du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (développement des entreprises, prêts garantis par l'État, aide économique et financière au développement) ou d'autres ministères (par exemple : politique des transports avec la garantie des emprunts contractés par la Société du Grand Paris, politique du logement au travers de la garantie des prêts d'accession sociale à la propriété, garanties agricoles).

Plusieurs considérations ont guidé la définition du dispositif de performance du programme :

- les objectifs de performance doivent être maîtrisables par le responsable de programme sur le plan budgétaire et dans la durée. Le champ d'action du gestionnaire est souvent limité : ses leviers d'intervention tiennent à la définition des conditions de la garantie au moment de son octroi, ainsi qu'à la sécurisation des dispositifs dont il a la responsabilité. En particulier, certaines garanties peuvent être le corollaire d'engagements internationaux. En outre, les garanties accordées sont irrévocablement acquises à leurs bénéficiaires et la dépense budgétaire est automatique sitôt la garantie appelée ;
- les garanties sont des instruments au service de politiques sectorielles variées qui dépendent pour certaines d'autorités administratives différentes du responsable de ce programme. La performance d'une garantie doit donc être évaluée à la lumière de la politique sectorielle qui la sous-tend. L'objectif du responsable de programme est de définir les conditions de la garantie propres à maximiser son effet de levier tout en limitant le risque financier encouru par l'État. En effet, les garanties accordées par l'État sont des engagements hors bilan qui exposent l'État à un risque financier à un terme plus ou moins éloigné. Le niveau d'exposition de l'État doit ainsi rester cantonné dans des limites raisonnables qui dépendent de l'analyse des risques et des bénéfices propres à chaque dispositif ;
- par ailleurs, l'efficacité des garanties ne peut être appréciée que sur une durée limitée, dans la plupart des cas inférieure à la durée de la garantie, qui est généralement longue. Les objectifs d'efficacité socio-économique de ce programme se rapportent ainsi aux dispositifs toujours actifs et aux garanties nouvellement octroyées.

Du fait des contraintes fortes qui pèsent sur le responsable de programme et de l'hétérogénéité des garanties octroyées, il ne peut ainsi être défini un indicateur synthétique de performance des garanties de l'État permettant d'apprécier à la fois l'effet de levier des garanties et le risque encouru par l'État. Les objectifs et indicateurs du programme portent donc sur l'action n° 4 « Développement international de l'économie française », sur laquelle la direction générale du Trésor exerce une action directe et continue.

Le programme 114 a notamment poursuivi la mise en œuvre des dispositifs de garantie de l'État :

- **Mis en place pour faire face aux conséquences économiques résultant de la crise sanitaire :**
  - **Prêts garantis par l'État**

Pour faire face au choc économique lié à la crise du coronavirus, le Gouvernement a mis en œuvre, dès le début de la crise sanitaire, un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 Md€.

Le dispositif a été ouvert à toutes les entreprises partout sur le territoire et ce quelles que soient leur taille et leur forme juridique (PME, ETI, agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales, entreprise innovante, microentrepreneur, association, fondation, ...). Certaines SCI, les établissements de crédits et sociétés de financement sont exclus.

Le dispositif des PGE Covid a pris fin le 30 juin 2022, tandis que celui des PGE Résilience a pris fin le 31 décembre 2023. En 2024, un montant d'appels en garantie de 1 740 M€ a été versé au titre des prêts garantis par l'État.

- **Prêts participatifs Relance (PPR) et obligations Relance (OR) octroyés à des PME et ETI**

Ce dispositif de garantie a été créé par l'article 209 de la loi de finances pour 2021 pour renforcer le bilan des entreprises françaises, et soutenir leur capacité d'investissement dans le cadre de la relance en mobilisant jusqu'à 20 Md€ de financements privés. Il prend la forme de prêts participatifs d'une durée de huit ans et d'un différé d'amortissement d'au moins quatre ans.

L'État apporte jusqu'au 31 décembre 2023 une garantie aux investisseurs qui refinancent des prêts participatifs ou des obligations relance. Le dispositif de garantie prévoit la possibilité de couvrir les pertes post-recouvrement sur les créances en défaut, dans la limite de 30 % de l'encours total des fonds bénéficiant de la garantie, plafonné à 20 Md€. En 2024, la garantie appelée s'est établie à 10,8 M€.

- **Fonds de garantie paneuropéen de la Banque européenne d'investissement (BEI)**

Le 26 mai 2020, le Conseil d'administration de la BEI a approuvé la structure et la documentation juridique du nouveau Fonds de garantie paneuropéen pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, mis en place au bénéfice du Groupe BEI. La création du fonds avait préalablement été approuvée dans son principe par le Conseil européen du 23 avril dans le cadre du programme global prévu par l'UE face à la crise sanitaire. En 2024, la dépense constatée s'est élevée à 64,7 M€.

- **Liés au développement international de l'économie française**

L'objectif principal de ces garanties publiques est d'apporter un appui financier aux entreprises françaises exportatrices. L'intervention de l'État au moyen de garanties dans la structuration financière des contrats à l'étranger et dans les démarches de prospection des entreprises se révèle souvent nécessaire en raison de la durée de ces contrats, de leur montant et du risque de contrepartie, que le marché privé ne peut ou ne veut pas prendre en charge seul.

Ces garanties sont retracées sur le compte de commerce 915 « Soutien financier au commerce extérieur », créé par la loi de finances pour 2017 et qui reproduit la présentation de l'action 04 du programme 114. Des abondements depuis le programme 114 viennent compenser les sections déficitaires sur l'année précédente du compte de commerce, en fonction de la perception de primes ou de récupérations et du versement d'indemnités de sinistres. En 2024, ces abondements se sont élevés à 74,7 M€.

- **Liée au soutien au domaine social et au logement**

Le programme 114 met en œuvre la garantie de l'accession sociale à la propriété (5M € en 2024). En effet, dans le cadre de son action en faveur du logement, l'État encourage l'accession à la propriété ou la rénovation du logement en accordant notamment, et sous certaines conditions, sa garantie aux dispositifs suivants :

- les prêts à l'accession sociale à la propriété (PAS) ;
- les prêts à taux zéro, notamment le prêt à taux zéro + (PTZ+) ;
- les éco-prêts à taux zéro (éco-PTZ).

## RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

**OBJECTIF 1 : Assurer l'équilibre à moyen terme des procédures publiques d'assurance-crédit, notamment en maintenant une dispersion suffisante des catégories de risques garantis**

INDICATEUR 1.1 : Indice moyen pondéré du portefeuille des risques de l'assurance-crédit (risque pays)

**OBJECTIF 2 : Satisfaire la demande des entreprises en couverture de risque de change, sous la contrainte de la gestion à l'équilibre de la procédure**

INDICATEUR 2.1 : Position nette réévaluée (valeur du portefeuille risque/couverture au 31/12 de l'année)

INDICATEUR 2.2 : Nombre de PME ayant bénéficié d'une garantie de change

**OBJECTIF 3 : Encourager les PME à prospecter les marchés extérieurs**

INDICATEUR 3.1 : Taux de retour en fin de période de garantie

**OBJECTIF 4 : Répondre aux besoins des entreprises en garanties du risque exportateur, tout en respectant le principe de subsidiarité et en limitant l'exposition de l'Etat sur les moins bons risques**

INDICATEUR 4.1 : Pourcentage des bons risques et des moins bons risques parmi les entreprises bénéficiaires des garanties du risque exportateur

**OBJECTIF 5 : Qualité de gestion des prêts garantis par l'État (PGE) par Bpifrance**

INDICATEUR 5.1 : Part de dossiers PGE contrôlés

INDICATEUR 5.2 : Délais d'indemnisation des banques et de paiement des commissions

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Assurer l'équilibre à moyen terme des procédures publiques d'assurance-crédit, notamment en maintenant une dispersion suffisante des catégories de risques garantis

### INDICATEUR

#### 1.1 – Indice moyen pondéré du portefeuille des risques de l'assurance-crédit (risque pays)

(du point de vue du contribuable)

|                         | Unité  | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|-------------------------|--------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Appliqué au stock       | indice | 2,32                | 2,85                | 2 à 4,5       | 2,79                | cible atteinte          | 2 à 4,5       |
| Appliqué au flux annuel | indice | 2,75                | 2,15                | 2 à 4,5       | 3,04                | cible atteinte          | 2 à 4,5       |

#### Commentaires techniques

Source des données : Bpifrance Assurance Export.

Mode de calcul : L'indice moyen pondéré de risque-pays du portefeuille d'assurance-crédit est calculé à partir de l'évaluation du risque financier présenté par les différents pays du monde réalisée chaque année par l'OCDE. Dans le cadre de cet exercice, l'OCDE classe tous les pays en huit catégories de risque, numérotées de 0 (risque de très bonne qualité) à 7 (risque le plus dégradé). Un indicateur de risque-pays peut ainsi être associé à chaque prise en garantie. Cet indicateur permet ensuite le calcul des indices moyens pondérés présentés dans l'indicateur 1.1.

Pour les stocks, on somme pour  $i$  égal 0 à 7 les quantités  $i \times$  (encours sur les pays de catégorie OCDE  $i$ ), sauf pour la catégorie 0 qui est pondérée par 1, et on divise le chiffre obtenu par l'encours total (toutes catégories confondues, court et moyen termes). La méthode est la même pour les flux (contrats conclus pris en garantie, moyen terme).

### ANALYSE DES RESULTATS

Depuis plusieurs années, l'objectif d'un indice moyen pondéré de risque-pays du portefeuille d'assurance-crédit compris entre 2 et 4,5 a été retenu, tant pour le stock de garanties accordées que pour le flux de nouvelles garanties délivrées annuellement. Cet intervalle paraît approprié aux caractéristiques de la procédure d'assurance-crédit publique. En effet, un indice moyen pondéré de risque-pays du portefeuille d'assurance-crédit inférieur à 2 signifierait que l'État se substituerait au marché privé pour des catégories de risque que celui-ci peut prendre en charge. A l'inverse, un indice trop élevé serait le signe d'une prise de risque dont les conséquences financières pourraient être difficilement maîtrisables à moyen et long terme.

L'indice moyen pondéré de risque-pays du portefeuille d'assurance-crédit est calculé à partir de l'évaluation du risque financier présenté par les différents pays du monde réalisée chaque année par l'OCDE. Dans le cadre de cet exercice, l'OCDE classe tous les pays en huit catégories de risques, numérotées de 0 (risque de très bonne qualité) à 7 (risque le plus élevé). Un indicateur de risque-pays peut ainsi être associé à chaque prise en garantie effectuée par Bpifrance Assurance Export. Cet indicateur permet ensuite le calcul des indices moyens pondérés présentés dans l'indicateur n° 1.1.

Par rapport à 2023, les deux sous-indicateurs marquent :

- Une baisse cohérente par rapport à 2023 pour l'indice moyen pondéré du portefeuille des risques de l'assurance-crédit appliqué au stock qui s'explique par un réaménagement du portefeuille d'assurance-crédit sur lesquels l'exposition de l'État était particulièrement élevée.
- Une augmentation de l'indice moyen pondéré du portefeuille appliqué au flux annuel, tout en se situant toujours au sein de l'intervalle fixé comme objectif (entre 2 et 4,5). Cette augmentation traduit une légère baisse de la prise de risque sur le portefeuille en assurance-crédit, qui peut s'expliquer par une très légère amélioration de l'environnement géopolitique et de la situation économique de certains pays émergents, notamment certains pays sur lesquels l'exposition de l'État est particulièrement élevée.

#### Synthèse sur l'objectif :

L'objectif d'équilibre à moyen terme de la procédure publique d'assurance-crédit est atteint grâce à des indices moyens pondérés de risque-pays du portefeuille d'assurance-crédit appliqués au flux de prises en garanties comme au stock de garanties octroyées qui se maintiennent dans la fourchette d'objectifs.

## OBJECTIF

2 – Satisfaire la demande des entreprises en couverture de risque de change, sous la contrainte de la gestion à l'équilibre de la procédure

## INDICATEUR

### 2.1 – Position nette réévaluée (valeur du portefeuille risque/couverture au 31/12 de l'année)

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Position nette réévaluée (valeur du portefeuille risque/couverture au 31/12 de l'année). | M€    | 2,60                | 7,5                 | 5,00          | 11,8                | cible atteinte          | 8 à 10        |

#### Commentaires techniques

Source des données : Bpifrance Assurance Export.

Mode de calcul : La position nette réévaluée correspond à la valeur de marché du portefeuille de risques, c'est-à-dire à la valeur des couvertures mises en place diminuée des indemnités futures évaluées à partir des données du marché des changes.

## ANALYSE DES RESULTATS

L'indicateur 2.1 de « position nette réévaluée » (PNR) mesure la performance des couvertures mises en place pour limiter le risque pris par l'État au titre de la procédure de garantie de change. En effet, afin de mettre en place une couverture contre les évolutions défavorables des taux de change, Bpifrance Assurance Export acquiert sur le marché, dans le cadre de la gestion de la garantie de change, des couvertures qui limitent les effets des variations indésirables du cours des devises qu'elle couvre. La PNR représente la valeur de marché du portefeuille de garanties de change (elle mesure l'écart entre les couvertures mises en place et les obligations de paiements contractées par Bpifrance Assurance Export pour le compte de l'État). L'objectif de moyen terme est de conserver chaque année une valeur positive à cet indicateur pour être en permanence potentiellement bénéficiaire dans le cadre de cette procédure. Au 31 décembre 2024 cet indicateur est en hausse nette par rapport à celle fin 2023. A noter que sur les 4,3 M€ d'augmentation, 2,5 M€ sont dus à un effet temporaire lié à des reports sur deux garanties et qui seront

compensés en 2025. Par ailleurs, 1,5 M€ sont issus d'une variation « classique » provenant des « issues » (i.e. : Impacts d'Entrée-en-vigueurs et Annulation).

## INDICATEUR

### 2.2 – Nombre de PME ayant bénéficié d'une garantie de change

(du point de vue de l'utilisateur)

|               | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Nombre de PME | Nb    | 43                  | 57                  | 50            | 63                  | cible atteinte          | 50            |

#### Commentaires techniques

Source des données : Bpifrance Assurance Export.

Mode de calcul : Nombre de PME ayant bénéficié d'au moins un contrat de garantie de change au cours de l'année n.

## ANALYSE DES RESULTATS

L'indicateur 2.2 de « nombre de PME ayant bénéficié d'une garantie de change » a pour but de refléter l'attrait de ce produit pour les exportateurs. Cet indicateur traduit l'objectif de réponse à la demande des PME en matière de couverture de change pour leurs opérations d'exportation. Il peut donc être impacté négativement par une baisse de la demande affectant cette garantie liée au niveau des cours de change. La catégorie des PME est plus vulnérable aux effets des variations du cours des devises dans le cadre de leurs opérations d'exportation que les grands groupes, habitués à gérer ce type de problématique et disposant de plus de moyens pour y faire face. A ce titre, les PME constituent une cible importante pour cet instrument. En 2024, le nombre d'entreprises ayant bénéficié de la garantie de change s'élève à 63 (contre 57 en 2023). Cette hausse constante constatée des PME ayant bénéficié d'une garantie de change en lien avec la volonté de la DG Trésor et de Bpifrance Assurance Export Assurance de faire de l'accompagnement des PME, une priorité.

#### Synthèse sur l'objectif :

L'objectif de satisfaction de la demande des entreprises en couverture de change sous la contrainte d'une gestion à l'équilibre de la procédure est atteint en 2024.

**OBJECTIF****3 – Encourager les PME à prospecter les marchés extérieurs****INDICATEUR****3.1 – Taux de retour en fin de période de garantie**

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de retour en fin de période de garantie | %     | 48,3                | 48,9                | 50            | 46,5                | absence<br>amélioration | 55            |

**Commentaires techniques**

Source des données : Bpifrance Assurance Export.

Mode de calcul : Rapport entre la somme des chiffres d'affaires déclarés pendant la période de garantie contractuelle multipliée par le taux d'amortissement considéré et la somme des dépenses prises en compte sur la même période multipliée par la quotité garantie, pour les contrats arrivant en fin de période de garantie au cours de l'année considérée.

La méthode de calcul a été modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Alors que l'ancienne méthode prenait en compte les versements sur les dossiers arrivant en fin de période de garantie (période d'indemnisation), la nouvelle se fonde sur les dossiers terminés, en prenant en compte également les versements réalisés au cours de la période d'amortissement. Ainsi, en 2017, a été substitué à l'ancien taux de retour en fin de période de garantie un taux de retour global.

**ANALYSE DES RESULTATS**

Le seul sous-indicateur retenu depuis 2019, pour rendre compte de la performance de la procédure d'assurance prospection est le « taux de retour global ». Il concerne les contrats s'achevant au cours de l'année considérée. Cet indicateur permet de mesurer le résultat des actions de prospection conduites par les bénéficiaires. Il est calculé à l'échéance de la période d'amortissement sur laquelle l'entreprise et Bpifrance Assurance Export se sont accordées contractuellement. L'objectif de moyen terme est de maintenir cet indicateur aux alentours de 50 % et, si possible, d'en faire augmenter graduellement le niveau.

**Synthèse sur l'objectif :**

L'assurance-prospection permet d'encourager les PME à prospecter les marchés internationaux. Un phénomène de diminution du nombre de demandeurs de l'assurance prospection a été constaté, jusqu'au lancement en 2018, d'une nouvelle version du produit qui a conduit à son regain d'attractivité.

Le taux de 46,5 % (en légère baisse par rapport à 2023) démontre que près d'une PME sur deux, accompagnée par ces dispositifs, parvient à créer des opportunités export concrètes. Cependant, il doit être encore amélioré pour atteindre l'objectif de 50 %.

## OBJECTIF

4 – Répondre aux besoins des entreprises en garanties du risque exportateur, tout en respectant le principe de subsidiarité et en limitant l'exposition de l'Etat sur les moins bons risques

## INDICATEUR

4.1 – Pourcentage des bons risques et des moins bons risques parmi les entreprises bénéficiaires des garanties du risque exportateur

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Pourcentage des bons risques en montant (cautions et préfinancements)                    | %     | 5,10                | 11,25               | > 5           | 9,23                | cible atteinte          | > 5           |
| Pourcentage des moins bons risques en montant (cautions et préfinancements)              | %     | 12,55               | 17,14               | < 20          | 15,11               | cible atteinte          | < 20          |
| Pourcentage des moins bons risques en nombre d'entreprises (cautions et préfinancements) | %     | 18,44               | 18,74               | < 30          | 18,53               | cible atteinte          | < 30          |

### Commentaires techniques

Source des données : Bpifrance Assurance Export

Mode de calcul : Pour chacune des deux procédures, on rapporte le nombre d'entreprises (respectivement le montant de l'encours) de chaque catégorie de risque au nombre total d'entreprises bénéficiaires (respectivement à l'encours total de la procédure).

Une entreprise est considérée comme un « bon risque » lorsqu'elle est notée BBB- ou mieux par le gestionnaire de la procédure.

Une entreprise est considérée comme un « moins bon risque » lorsqu'elle est notée CCC ou en deçà par le gestionnaire de la procédure.

Une grande partie des entreprises correspond à un niveau de risque intermédiaire (notation comprise entre CCC+ et BB+).

Si une contre-garantie est fournie par une entreprise tierce (maison-mère, maîtrise d'œuvre), l'évaluation du risque prend en compte la notation du garant.

## ANALYSE DES RESULTATS

La garantie du risque exportateur est composée de deux instruments : la garantie des cautions et la garantie des préfinancements. La garantie des cautions permet de couvrir les banques qui émettent, pour le compte des exportateurs, des cautions de soumission, de restitution d'acompte ou de bonne fin exigées par les acheteurs étrangers. La garantie des préfinancements permet de garantir les prêts que les banques accordent aux exportateurs pour financer la réalisation de leur projet pendant la période d'exécution de celui-ci.

L'introduction en 2013 d'un objectif relatif aux procédures de garantie du risque exportateur répondait au besoin d'évaluer la performance de cet outil très important dans le processus d'exportation des entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI). Cet objectif consiste à répondre aux besoins des exportateurs en matière de garanties de cautions et de préfinancements, tout en maîtrisant le risque pris par l'État dans le cadre de ces procédures.

Afin d'évaluer ce risque, un indicateur portant sur la proportion de « bons risques » (entreprises notées BBB- ou mieux) et de « moins bons risques » (entreprises notées CCC ou moins) parmi les entreprises bénéficiaires de la garantie du risque exportateur a été introduit. Cet indicateur porte sur les exportateurs qui sollicitent la mise en place des cautions et des crédits de préfinancement et non sur les établissements bancaires qui octroient ces concours financiers et qui, à ce titre, sollicitent la garantie de Bpifrance Assurance Export agissant pour le compte et avec la garantie de l'État. En effet, la garantie du risque exportateur couvre le risque pris par les banques que les exportateurs ne remboursent pas les crédits de préfinancement ou les cautions si celles-ci sont appelées par l'acheteur. C'est donc sur les exportateurs – et non sur les banques bénéficiaires de la garantie – que porte le risque pris par l'État.

L'indicateur de « pourcentage des bons risques et des moins bons risques parmi les entreprises bénéficiaires des garanties du risque exportateur » est subdivisé en plusieurs sous-indicateurs. Ceux-ci permettent d'évaluer la proportion de « bons risques » et de « risques plus dégradés » par procédure (garantie des cautions et garantie des préfinancements). S'agissant des « moins bons risques », les indicateurs sont, et resteront, aussi bien présentés en nombre d'entreprises, qu'en montants. Le double suivi (en nombre d'entreprises et en montants d'engagements) permet d'éviter les distorsions dues à une concentration des encours sur un petit nombre d'entreprises. S'agissant des bons risques, les indicateurs ne sont plus que présentés en montants, plus révélateurs qu'en nombre d'entreprises.

La gestion de la garantie du risque exportateur doit éviter deux écueils. Le premier est d'octroyer des garanties essentiellement aux entreprises considérées comme des « bons risques ». En effet, la délivrance par Bpifrance Assurance Export de garanties publiques (incluant la garantie du risque exportateur) doit respecter le principe de subsidiarité. Les entreprises les mieux notées trouvant généralement des garanties sur le marché privé, l'État n'a pas vocation à intervenir pour soutenir en priorité ce type d'exportateurs. Le second est de concentrer l'intervention publique sur les entreprises les plus risquées, ce qui aurait pour conséquence de faire prendre un risque budgétaire excessif à l'État. Le respect des indicateurs présentés ci-dessus permet de s'assurer que l'action de l'État est centrée sur les entreprises qui présentent un profil de risque intermédiaire, pour lesquelles l'effet de levier des garanties accordées par rapport au risque budgétaire encouru est maximisé.

En 2024, on observe une baisse des pourcentages des « bons » et « moins bons » risques en montant. Ces baisses restent respectivement bien au-dessus du critère cible pour 2024 et en-deçà du critère maximum pour 2024, en lien avec le contexte économique et géopolitique mondial. Le pourcentage des moins bons risques en nombre d'entreprises marque peu d'évolution mais demeure largement en adéquation avec l'objectif cible.

#### Synthèse sur l'objectif :

Au regard des éléments présentés ci-dessus, l'objectif d'une réponse aux besoins des entreprises exportatrices en matière de garanties de cautions et de préfinancements dans le respect de l'intervention des acteurs du marché privé et sous contrainte d'une limitation de l'exposition de l'État aux entreprises les moins bien notées continue d'être rempli, avec une baisse sur le pourcentage de bons risques dans l'assiette des prises en garantie en lien avec le contexte économique et géopolitique mondial.

## OBJECTIF

### 5 – Qualité de gestion des prêts garantis par l'État (PGE) par Bpifrance

## INDICATEUR

### 5.1 – Part de dossiers PGE contrôlés

(du point de vue du citoyen)

|                                | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part de dossiers PGE contrôlés | %     | 41,2                | 54,0                | 41,2          | 63                  | cible atteinte          | 41,2          |

#### Commentaires techniques

Mode de calcul : Montant des contrôles documentaires réalisés sur l'année N rapporté au montant des PGE appelés en garantie et indemnisés sur l'année N issue du système informatique IZI.

Source des données : Bpifrance.

## ANALYSE DES RESULTATS

Cet indicateur permet de mesurer en valeur le montant des dossiers contrôlés sur une base documentaire au regard du nombre de PGE indemnisés et réglés sur la même période.

Le contrôle documentaire reflète les contrôles effectués sur les dossiers les plus importants en termes de montant, sur les dossiers échantillonnés et sur les dossiers dont le contrôle de cohérence systématique a détecté une anomalie. Il est important de noter que 100 % des dossiers appelés en garantie font l'objet d'un contrôle de cohérence.

Au cours de l'année 2024, le montant des contrôles documentaires réalisés s'est établi à 857 784 237,76 €. Le montant des PGE appelés en garantie et indemnisés *via* le système informatique IZI a représenté 1 362 063 622 €. La part des dossiers PGE contrôlés sur base documentaire s'est donc établi à 63 % en 2024.

Pour 2024 et les années suivantes, l'objectif est de maintenir le taux cible à 41,2 %. La part élevée des dossiers en contrôle documentaire s'explique par la forte progression des dossiers échantillonnés et des dossiers supérieures à 500 000 € sur l'année 2024 par rapport à 2023, respectivement +25,12 % et +62,66 %.

## INDICATEUR

### 5.2 – Délais d'indemnisation des banques et de paiement des commissions

(du point de vue du citoyen)

|                                   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|-----------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Délai d'indemnisation des banques | jours | 100                 | 95                  | 90            | 123                 | absence<br>amélioration | 90            |
| Délai de paiement des commissions | jours | 55                  | 43                  | 75            | 74                  | cible atteinte          | 75            |

#### Commentaires techniques

##### Modalités de calcul :

##### 1. Calcul du délai indemnisations :

Date de début : Demande d'indemnisation complète de la banque.

Date de fin : Date du virement de l'indemnisation vers la banque.

Base déclarative : Demande d'indemnisation faite sur Bel Partenaire ou envoyée par fichier. (L'ensemble des demandes de mise en jeu sont déclarés *via* Bel Partenaire depuis le 1<sup>er</sup> Trimestre 2021)

##### 2. Calcul du délai de paiement des commissions :

Date de début : Validation de l'utilisation dans le SI de Bpifrance.

Date de fin : Virement des commissions sur le compte de l'État.

Base déclarative : Fichier de déclaration de l'évènement de gestion (notification, transformation en amortissement, ...) pour les PGE de Masse.

Réception des documents complets justifiant de l'évènement de gestion pour les PGE GE.

Source des données : Données Bpifrance.

## ANALYSE DES RESULTATS

Le **sous-indicateur 1** mesure le délai qui s'écoule entre la date de la demande d'indemnisation de la part de la banque (mise en jeu de la garantie de l'État) et la date du versement effectif de l'indemnisation à la banque.

Le délai moyen d'indemnisation des banques constaté sur l'année 2024 s'est élevé à 123 jours. Ce délai cumule les délais de Bpifrance et ceux de l'État. La dégradation du délai d'indemnisation sur l'année 2024 est inhérente à la fois à la lourdeur du processus de validation pour l'envoi des virements d'indemnisation vers les banques et par des aléas techniques et organisationnels. Des actions correctrices ont été initiées sur le début de l'année 2025 afin de réduire les délais et de ramener celui-ci dans l'objectif cible.

Le **sous-indicateur 2** mesure le délai qui s'écoule entre la date de la validation du dossier de PGE par Bpifrance et la date du versement effectif de la commission de garantie à l'État. Le délai moyen de paiement des commissions était de 43 jours en 2023.

L'objectif affiché par Bpifrance est d'atteindre un délai de paiement des commissions de 75 jours en 2024. À noter que l'essentiel du flux des commissions s'est réalisé sur les années 2020 et 2021, période durant laquelle la grande masse des PGE a été octroyé et décaissé par l'ensemble de la place bancaire. Sur 2024 ce délai moyen est de 74 jours, ce délai est calculé hors dossiers faisant l'objet d'une régularisation pour anomalies ou pour déclarations tardives. À noter que l'essentiel du flux des commissions s'est réalisé sur les années 2020 et 2021, période durant laquelle la grande masse des PGE a été octroyée et décaissée par l'ensemble de la place bancaire.

Pour l'année 2024 le délai a été calculé sur les commissions prélevées sur les PGE Résilience décaissés en 2023 et ayant fait l'objet d'une perception d'une commission lors de leur bascule en Transformation Amortissement sur 2024.

Le sous indicateur 2 perdra sa pertinence sur l'année 2025, car les commissions perçues sur les mises en place PGE et les transformations en amortissement seront liées à des PGE déclarés tardivement par les banques ou des PGE anciens déjà déclarés ayant fait l'objet de régularisations par Bpifrance à la demande des Banques.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action      | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024  |                                       | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|---|
|  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |                                |   |
| 01 – Agriculture et environnement                        |  | 100 000                               | 100 000<br>0                   | 100 000                                   |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé          |  | 34 500 000<br>5 000 000               | 34 500 000<br>5 000 000        | 34 500 000                                |
| 03 – Financement des entreprises et industrie            |  | 1 563 100 000<br>1 751 417 772        | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000                             |
| 04 – Développement international de l'économie française | 74 671 277                               | 111 500 000                           | 111 500 000<br>74 671 277      | 111 500 000                               |
| 04.01 – Assurance-crédit                                 |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.02 – Assurance-prospection                            | 72 430 451                               | 89 500 000                            | 89 500 000<br>72 430 451       | 89 500 000                                |
| 04.03 – Garantie de change                               |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.04 – Garantie du risque économique                    |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt Natixis              |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur                   | 2 240 826                                | 22 000 000                            | 22 000 000<br>2 240 826        | 22 000 000                                |
| 04.07 – CAP Francexport et CAP Francexport +             |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.08 – Stabilisation de taux                            |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 05 – Autres garanties                                    |  | 193 236 463<br>90 456 037             | 193 236 463<br>90 456 037      | 193 236 463                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                       | <b>0</b>                                 | <b>1 902 436 463</b>                  | <b>1 902 436 463</b>           | <b>1 902 436 463</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                  |  |                                       |                                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                 | +40 140 938 (hors titre 2)               |                                       | +40 140 938                    |   |
| Total des AE ouvertes                                    | 1 942 577 401 (hors titre 2)             |                                       | 1 942 577 401                  |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                           | <b>74 671 277</b>                        | <b>1 846 873 809</b>                  | <b>1 921 545 086</b>           |   |

## 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action      | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024  |                                       | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|---|
|  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |                                |   |
| 01 – Agriculture et environnement                        |  | 100 000                               | 100 000<br>0                   | 100 000                                   |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé          |  | 34 500 000<br>5 000 000               | 34 500 000<br>5 000 000        | 34 500 000                                |
| 03 – Financement des entreprises et industrie            |  | 1 563 100 000<br>1 751 417 772        | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000                             |
| 04 – Développement international de l'économie française | 74 671 277                               | 111 500 000                           | 111 500 000<br>74 671 277      | 111 500 000                               |
| 04.01 – Assurance-crédit                                 |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.02 – Assurance-prospection                            | 72 430 451                               | 89 500 000                            | 89 500 000<br>72 430 451       | 89 500 000                                |
| 04.03 – Garantie de change                               |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.04 – Garantie du risque économique                    |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt Natixis              |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur                   | 2 240 826                                | 22 000 000                            | 22 000 000<br>2 240 826        | 22 000 000                                |
| 04.07 – CAP Francexport et CAP Francexport +             |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 04.08 – Stabilisation de taux                            |  |                                       | 0<br>0                         | 0   |
| 05 – Autres garanties                                    |  | 193 236 463<br>90 456 037             | 193 236 463<br>90 456 037      | 193 236 463                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                        | <b>0</b>                                 | <b>1 902 436 463</b>                  | <b>1 902 436 463</b>           | <b>1 902 436 463</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                  |  |                                       |                                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                 |  | +40 140 938 (hors titre 2)            | +40 140 938                    |   |
| Total des CP ouverts                                     |  | 1 942 577 401 (hors titre 2)          | 1 942 577 401                  |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                            | <b>74 671 277</b>                        | <b>1 846 873 809</b>                  | <b>1 921 545 086</b>           |   |

## 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

## 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action      | Prévision LFI 2023<br>Consommation 2023  |                                       | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|--|--|---------------------------------------|---|--------------------------------|
|  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |   |                                |
| 01 – Agriculture et environnement                        |  | 100 000                               | 100 000                                   | 100 000<br>0                   |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé          |  | 39 700 000<br>21 000 000              | 39 700 000                                | 39 700 000<br>21 000 000       |
| 03 – Financement des entreprises et industrie            |  | 2 006 200 000<br>1 470 095 276        | 2 006 200 000                             | 2 006 200 000<br>1 470 095 276 |
| 04 – Développement international de l'économie française | 115 508 450                              | 121 500 000                           | 121 500 000                               | 121 500 000<br>115 508 450     |
| 04.01 – Assurance-crédit                                 |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 04.02 – Assurance-prospection                            | 95 298 200                               | 97 500 000                            | 97 500 000                                | 97 500 000<br>95 298 200       |
| 04.03 – Garantie de change                               | 2 157 111                                | 1 000 000                             | 1 000 000                                 | 1 000 000<br>2 157 111         |
| 04.04 – Garantie du risque économique                    |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt Natixis              |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur                   | 18 053 139                               | 23 000 000                            | 23 000 000                                | 23 000 000<br>18 053 139       |
| 04.07 – CAP Francexport et CAP Francexport +             |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 04.08 – Stabilisation de taux                            |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 05 – Autres garanties                                    |  | 415 236 463<br>58 269 804             | 415 236 463                               | 415 236 463<br>58 269 804      |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                       | <b>0</b>                                 | <b>2 582 736 463</b>                  | <b>2 582 736 463</b>                      | <b>2 582 736 463</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>                           | <b>115 508 450</b>                       | <b>1 549 365 080</b>                  |   | <b>1 664 873 530</b>           |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action      | Prévision LFI 2023<br>Consommation 2023  |                                       | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|--|--|---------------------------------------|---|--------------------------------|
|  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |   |                                |
| 01 – Agriculture et environnement                        |  | 100 000                               | 100 000                                   | 100 000<br>0                   |
| 02 – Soutien au domaine social, logement, santé          |  | 39 700 000<br>21 000 000              | 39 700 000                                | 39 700 000<br>21 000 000       |
| 03 – Financement des entreprises et industrie            |  | 2 006 200 000<br>1 470 095 276        | 2 006 200 000                             | 2 006 200 000<br>1 470 095 276 |
| 04 – Développement international de l'économie française | 115 508 450                              | 121 500 000                           | 121 500 000                               | 121 500 000<br>115 508 450     |
| 04.01 – Assurance-crédit                                 |  |                                       | 0   | 0<br>0                         |
| 04.02 – Assurance-prospection                            | 95 298 200                               | 97 500 000                            | 97 500 000                                | 97 500 000<br>95 298 200       |
| 04.03 – Garantie de change                               | 2 157 111                                | 1 000 000                             | 1 000 000                                 | 1 000 000<br>2 157 111         |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP  |
|---|--|---------------------------------------|---|---------------------------|
|   |  |                                       |   |                           |
| 04.04 – Garantie du risque économique               |  |                                       | 0   | 0                         |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt Natixis         |  |                                       | 0   | 0                         |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur              | 18 053 139                               | 23 000 000                            | 23 000 000                                | 23 000 000<br>18 053 139  |
| 04.07 – CAP Franceport et CAP Franceport +          |  |                                       | 0   | 0                         |
| 04.08 – Stabilisation de taux                       |  |                                       | 0   | 0                         |
| 05 – Autres garanties                               |  | 415 236 463<br>58 269 804             | 415 236 463                               | 415 236 463<br>58 269 804 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>0</b>                                 | <b>2 582 736 463</b>                  | <b>2 582 736 463</b>                      | <b>2 582 736 463</b>      |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>115 508 450</b>                       | <b>1 549 365 080</b>                  |   | <b>1 664 873 530</b>      |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie   | Autorisations d'engagement |                      |                        | Crédits de paiement   |                      |                       |
|--|----------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|  | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024  | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024   | Consommés*<br>en 2024 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                         | 115 508 450                | 0                    | 74 671 277             | 115 508 450           | 0                    | 74 671 277            |
| Dépenses de fonctionnement autres que<br>celles de personnel | 115 508 450                | 0                    | 74 671 277             | 115 508 450           | 0                    | 74 671 277            |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                            | 1 549 365 080              | 1 902 436 463        | 1 846 873 809          | 1 549 365 080         | 1 902 436 463        | 1 846 873 809         |
| Appels en garantie   | 1 549 365 080              | 1 902 436 463        | 1 846 873 809          | 1 549 365 080         | 1 902 436 463        | 1 846 873 809         |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                                 |                            | <b>1 902 436 463</b> |                        |                       | <b>1 902 436 463</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                      |                            | +40 140 938          |                        |                       | +40 140 938          |                       |
| <b>Total*</b>  | <b>1 664 873 530</b>       | <b>1 942 577 401</b> | <b>1 921 545 086</b>   | <b>1 664 873 530</b>  | <b>1 942 577 401</b> | <b>1 921 545 086</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

## DECRETS D'ANNULATION

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                    |                     |                    |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 21/02/2024        |                            |               |                     |               |                            | 100 000 000        |                     | 100 000 000        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>100 000 000</b> |                     | <b>100 000 000</b> |

## LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 07/12/2024        |                            | 140 140 938        |                     | 140 140 938        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>140 140 938</b> |                     | <b>140 140 938</b> |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |                    |                     |                    |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| <b>Total général</b> |                            | <b>140 140 938</b> |                     | <b>140 140 938</b> |                            | <b>100 000 000</b> |                     | <b>100 000 000</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 01 – Agriculture et environnement   |                                       | 100 000                        | 100 000<br>0                   |                                       | 100 000                        | 100 000<br>0                   |
| 02 – Soutien au domaine social, logement,<br>santé  |                                       | 34 500 000<br>5 000 000        | 34 500 000<br>5 000 000        |                                       | 34 500 000<br>5 000 000        | 34 500 000<br>5 000 000        |
| 03 – Financement des entreprises et<br>industrie  |                                       | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 |                                       | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 |
| 04 – Développement international de<br>l'économie française   |                                       | 111 500 000<br>74 671 277      | 111 500 000<br>74 671 277      |                                       | 111 500 000<br>74 671 277      | 111 500 000<br>74 671 277      |
| 04.01 – Assurance-crédit  |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 04.02 – Assurance-prospection   |                                       | 89 500 000<br>72 430 451       | 89 500 000<br>72 430 451       |                                       | 89 500 000<br>72 430 451       | 89 500 000<br>72 430 451       |
| 04.03 – Garantie de change  |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 04.04 – Garantie du risque économique   |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt Natixis   |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur  |                                       | 22 000 000<br>2 240 826        | 22 000 000<br>2 240 826        |                                       | 22 000 000<br>2 240 826        | 22 000 000<br>2 240 826        |
| 04.07 – CAP Francexport et CAP<br>Francexport +   |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 04.08 – Stabilisation de taux   |                                       |                                | 0<br>0                         |                                       |                                | 0<br>0                         |
| 05 – Autres garanties   |                                       | 193 236 463<br>90 456 037      | 193 236 463<br>90 456 037      |                                       | 193 236 463<br>90 456 037      | 193 236 463<br>90 456 037      |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>1 902 436 463</b>           | <b>1 902 436 463</b>           | <b>0</b>                              | <b>1 902 436 463</b>           | <b>1 902 436 463</b>           |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +40 140 938                    | +40 140 938                    |                                       | +40 140 938                    | +40 140 938                    |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 1 942 577 401                  | 1 942 577 401                  | 0                                     | 1 942 577 401                  | 1 942 577 401                  |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>1 921 545 086</b>           | <b>1 921 545 086</b>           | <b>0</b>                              | <b>1 921 545 086</b>           | <b>1 921 545 086</b>           |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +21 032 315                    | +21 032 315                    |                                       | +21 032 315                    | +21 032 315                    |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF A LA LFI

|     | Autorisations d'engagement |               |               | Crédits de paiement |               |               |
|-----|----------------------------|---------------|---------------|---------------------|---------------|---------------|
|     | Titre 2                    | Autres titres | Total         | Titre 2             | Autres titres | Total         |
| PLF | 0                          | 1 902 436 463 | 1 902 436 463 | 0                   | 1 902 436 463 | 1 902 436 463 |

|             | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| Amendements | 0                          | 0                    | 0                    | 0                   | 0                    | 0                    |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>1 902 436 463</b> | <b>1 902 436 463</b> | <b>0</b>            | <b>1 902 436 463</b> | <b>1 902 436 463</b> |

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS REGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

Le décret n° 2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits a annulé 100 000 000 € en AE et en CP sur le programme 114. La loi n° 2024-1167 du 6 décembre 2024 de finances de fin de gestion pour 2024 a ouvert 140 140 938 € en AE et en CP pour abonder le dispositif de Prêts garantis par l'État (PGE).

## Dépenses pluriannuelles

### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024   | CP 2024   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>1 942 577 401</b>                                   | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>1 942 577 401</b>                                      |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>1 921 545 086</b>                                     | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>1 921 545 086</b>                                      |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>21 032 315</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>1 921 545 086</b>            |

### RESTES A PAYER

|  |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                 |   |  |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                                    |   |  |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>0</b> | – | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b>   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>1 921 545 086</b>  | – | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>1 921 545 086</b>            | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Agriculture et environnement

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |              | Crédits de paiement |               |              |
|---|----------------------------|---------------|--------------|---------------------|---------------|--------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total        | Titre 2             | Autres titres | Total        |
| 01 – Agriculture et environnement   |                            | 100 000       | 100 000<br>0 |                     | 100 000       | 100 000<br>0 |

#### ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                | Autorisations d'engagement       |             | Crédits de paiement              |             |
|-----------------------------------|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
|                                   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 100 000                          |             | 100 000                          |             |
| Appels en garantie                | 100 000                          |             | 100 000                          |             |
| <b>Total</b>                      | <b>100 000</b>                   |             | <b>100 000</b>                   |             |

La dotation de cette action concerne les garanties accordées par l'État pour le désendettement des agriculteurs installés en Corse et les emprunts destinés à financer des compléments de primes à l'arrachage des vignes dans le bordelais.

Aucun appel en garantie de l'État n'est intervenu en 2024.

### ACTION

#### 02 – Soutien au domaine social, logement, santé

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                         |                         | Crédits de paiement |                         |                         |
|---|----------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres           | Total                   | Titre 2             | Autres titres           | Total                   |
| 02 – Soutien au domaine social,<br>logement, santé                          |                            | 34 500 000<br>5 000 000 | 34 500 000<br>5 000 000 |                     | 34 500 000<br>5 000 000 | 34 500 000<br>5 000 000 |

## ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                | Autorisations d'engagement       |                  | Crédits de paiement              |                  |
|-----------------------------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
|                                   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 34 500 000                       | 5 000 000        | 34 500 000                       | 5 000 000        |
| Appels en garantie                | 34 500 000                       | 5 000 000        | 34 500 000                       | 5 000 000        |
| <b>Total</b>                      | <b>34 500 000</b>                | <b>5 000 000</b> | <b>34 500 000</b>                | <b>5 000 000</b> |

Les crédits inscrits sur cette action permettent le financement des appels en garantie concernant les secteurs de l'action sociale, du logement et de la santé, parmi lesquels figurent les prêts à l'accession sociale (PAS) et les prêts à taux zéro (PTZ, NPTZ, PTZ+, éco-prêt).

En 2024, un versement de 5 M€ réalisé en novembre est venu abonder le fonds de roulement du fonds de garantie de l'accession sociale (FGAS) pour l'indemnisation des sinistres.

L'écart constaté entre les crédits ouverts en LFI (34,5 M€ en AE et en CP) et l'exécution (5 M€ en AE et en CP) s'élève à 29,5 M€, soit un taux d'exécution de 14,5 %. Dans un contexte économique incertain, cette sous-exécution, comparativement aux données construites pour le PLF pour 2024, trouve une explication dans une évaluation globale initiale reposant sur des hypothèses dont l'appréciation restait délicate. Elle s'explique également par une consommation de l'excédent du fonds de roulement du FGAS.

La couverture des indemnités (17,7 M€) a été réalisée grâce à l'abondement du FGAS consenti par l'État (5 M€) et par un prélèvement sur l'excédent du fonds de roulement. Le solde comptable, d'un montant à l'ouverture de 23,2 M€, diminué des indemnités de sinistres et augmenté de l'abondement de l'État intervenu en 2024 (5 M€), s'élève à la fin de l'année 2024 à 12,8 M€. Dans un contexte d'incertitude, ce niveau peut être considéré comme satisfaisant pour assurer la bonne gestion des procédures liées à des demandes d'indemnisation de fin d'année et de début d'année suivante.

Le coût net du dispositif pour 2024 (15,3 M€) a conduit à une dépense d'indemnisation des sinistres plus faible que celle constatée les années précédentes (16,9 M€ en 2023 et 22,5 M€ en 2022). Les facteurs suivants peuvent expliquer la baisse des indemnités sur les sinistres enregistrés :

- une attrition de l'encours global sous-garanti compte tenu des remboursements et des arrivées à échéance des prêts garantis (57,7 Md€ d'encours net garanti au 31 décembre 2024 contre 58,2 Md€ d'encours net garanti estimé au 31 décembre 2023) ;
- l'arrivée des générations de prêts les plus nombreuses à une certaine maturité au-delà de laquelle le risque est plus limité, la vente du bien, même dans de mauvaises conditions financières, permettant de couvrir le capital restant dû sur le prêt ;
- dans un contexte récent de ralentissement du marché immobilier, la possible difficulté à réaliser certaines ventes immobilières, empêchant des sinistres définitifs de se matérialiser.

En 2024, le nombre moyen de déclarations de sinistres par les établissements de crédit à la Société de gestion du fonds de garantie à l'accession sociale (SGFGAS) a été de 84 par mois (113 en 2023 et 160 en 2022). 1 088 sinistres ont été pris en charge et indemnisés (part État de 15,3 M€) en 2024, contre 1 361 en 2023 (part État de 16,9 M€).

Si la sinistralité a augmenté de manière dynamique jusqu'en 2010, il convient cependant de souligner qu'elle reste très faible au regard de l'encours des prêts garantis par l'État. Un ratio « Indemnités / Encours » sur les six dernières années conduit à une moyenne de 0,0453 %.

**ACTION****03 – Financement des entreprises et industrie**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |                                |                                | Crédits de paiement |                                |                                |
|--|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres                  | Total                          | Titre 2             | Autres titres                  | Total                          |
| 03 – Financement des entreprises et industrie                                |                            | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 |                     | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 | 1 563 100 000<br>1 751 417 772 |

**ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                      |
|-----------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
|                                   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 563 100 000                 | 1 751 417 772        | 1 563 100 000                 | 1 751 417 772        |
| Appels en garantie                | 1 563 100 000                 | 1 751 417 772        | 1 563 100 000                 | 1 751 417 772        |
| <b>Total</b>                      | <b>1 563 100 000</b>          | <b>1 751 417 772</b> | <b>1 563 100 000</b>          | <b>1 751 417 772</b> |

**Prêts garantis par l'État (1 740 M€)**

Le dispositif des prêts garantis par l'État (PGE) a connu une évolution de son périmètre à l'été 2022. En effet, les PGE dit « classiques » ne sont plus distribués depuis le 30 juin 2022 et ont été remplacés par les PGE Résilience, octroyés jusqu'au 31 décembre 2023 et dont les caractéristiques sont très proches.

Les versements du programme 114, incluant par ailleurs les indemnités de novembre et décembre 2023, se sont élevés à 1 740 245 993 € en 2024.

**Garantie au titre des prêts participatifs relance (PPR) et obligations relance (OR) (10,8 M€)**

Ce dispositif a été créé par l'article 209 de la loi de finances pour 2021 pour renforcer le bilan des entreprises françaises, de soutenir leur capacité d'investissement dans le cadre de la relance en mobilisant jusqu'à 20 Md€ de financements privés. L'État a apporté jusqu'au 31 décembre 2023 (après validation de l'extension du délai par la Commission Européenne) une garantie aux investisseurs qui refinancent des prêts participatifs ou des obligations relance. Le dispositif de garantie prévoit la possibilité de couvrir jusqu'à 30 % de l'encours total des fonds bénéficiant de la garantie, plafonnée à 20 Md€. La consommation 2024 au titre du dispositif PPR s'élève à 10 800 000 €.

**Garanties relatives aux passifs environnementaux d'entreprises (0,37 M€)**

Ces garanties ont donné lieu en 2024 à une dépense budgétaire de 371 779 €. Cette dépense est imputable à la garantie relative aux passifs environnementaux accordée à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). Dans le cadre d'une garantie de passif, l'État s'est en effet engagé, dans l'article 98 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, sous certaines conditions, à prendre en charge dans la limite de 216 M€ une partie du coût de la dépollution des terrains des filiales de la SNPE cédées à Safran et transférées depuis juin 2016 dans la joint-venture Airbus Safran Launchers, devenue ArianeGroup.

**Le fonds de garantie publique pour les garanties exigées par un fournisseur en vue de la souscription d'un contrat de fourniture de gaz ou d'électricité et pour les contrats d'affacturage et risque s'assurance-crédit liés à ces mêmes contrats**

Ce fonds a été créé en LFI pour 2023. Les défauts anticipés sur ce fonds ont été évalués en LFI 2024 à 30 M€. La projection initiale des sinistres sur ce dispositif était délicate dans la mesure où elle dépendait du prix du marché de l'énergie, qui présente une forte volatilité en raison du contexte international. La baisse des prix du gaz et de l'électricité en 2023 a fortement réduit la pression du coût de l'énergie pour les entreprises. Aucun acteur n'a signé de convention de réassurance avec la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) qui assurait la gestion administrative de ce fonds. Ce Fonds de garantie n'a pas été mobilisé. Les crédits ouverts en LFI 2024 (30 M€) ont par conséquent été annulés via le décret n° 2024-124 du 21 février 2024 portant annulation de crédits

### **Garantie aux opérateurs de voyages et de séjour (OVS)**

A fin 2023, les primes collectées étaient suffisantes pour couvrir les provisions pour sinistres, aucun appel en garantie de l'État n'est intervenu en 2024.

## **ACTION**

### **04 – Développement international de l'économie française**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |   |   | Crédits de paiement |   |   |
|--|----------------------------|---|---|---------------------|---|---|
|  | Titre 2                    | Autres titres                           | Total                                   | Titre 2             | Autres titres                           | Total                                   |
| <b>04 – Développement international de l'économie française</b>                    |                            | <b>111 500 000</b><br><b>74 671 277</b> | <b>111 500 000</b><br><b>74 671 277</b> |                     | <b>111 500 000</b><br><b>74 671 277</b> | <b>111 500 000</b><br><b>74 671 277</b> |
| 04.01 – Assurance-crédit   |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |
| 04.02 – Assurance-prospection  |                            | 89 500 000<br>72 430 451                | 89 500 000<br>72 430 451                |                     | 89 500 000<br>72 430 451                | 89 500 000<br>72 430 451                |
| 04.03 – Garantie de change   |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |
| 04.04 – Garantie du risque économique  |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |
| 04.05 – Garanties de taux d'intérêt<br>Natixis                                     |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur   |                            | 22 000 000<br>2 240 826                 | 22 000 000<br>2 240 826                 |                     | 22 000 000<br>2 240 826                 | 22 000 000<br>2 240 826                 |
| 04.07 – CAP Franceport et CAP<br>Franceport +                                      |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |
| 04.08 – Stabilisation de taux  |                            |   | 0<br>0                                  |                     |   | 0<br>0                                  |

## **ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |             | Crédits de paiement              |             |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 74 671 277  |                                  | 74 671 277  |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 74 671 277  |                                  | 74 671 277  |
| 04.02 – Assurance-prospection                             |                                  | 72 430 451  |                                  | 72 430 451  |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur                    |                                  | 2 240 826   |                                  | 2 240 826   |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 111 500 000                      |             | 111 500 000                      |             |
| Appels en garantie  | 111 500 000                      |             | 111 500 000                      |             |

| Titre et catégorie                     | Autorisations d'engagement       |                   | Crédits de paiement              |                   |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|  | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| 04.02 – Assurance-prospection          | 89 500 000                       |                   | 89 500 000                       |                   |
| 04.06 – Garantie du risque exportateur | 22 000 000                       |                   | 22 000 000                       |                   |
| <b>Total</b>                           | <b>111 500 000</b>               | <b>74 671 277</b> | <b>111 500 000</b>               | <b>74 671 277</b> |

L'ensemble des flux relatifs aux garanties publiques à l'export est retracé sur un compte de commerce intitulé « Soutien financier au commerce extérieur », qui reproduit la présentation de l'action 4 du programme 114.

Le coût pour l'État de la gestion des garanties publiques à l'exportation est retracé sur l'action 7 « Développement international des entreprises et attractivité du territoire » du programme 134 « Développement des entreprises et régulations » de la mission « Économie ».

L'essentiel des informations relatives aux procédures de soutien financier au commerce extérieur (encours, flux de garanties octroyées, etc.) est désormais partagé entre les documents budgétaires relatifs au présent programme, qui abonde le compte de commerce en tant que de besoin, et les documents budgétaires relatifs au compte de commerce « Soutien financier au commerce extérieur ».

S'agissant des versements du budget général à ce compte spécial, les dépenses sont enregistrées en titre 3. Pour autant, la nature de la dépense sous-jacente – imputée sur le compte de commerce 915 « Soutien financier au commerce extérieur » – reste de la dépense d'intervention (titre 6) dans la mesure où il s'agit des flux nets avec les assurés.

Le programme 114 compense en année N, pour chacune des procédures, l'éventuel déficit constaté en année précédente (N-1) sur chaque section dédiée du compte de commerce, étant précisé que l'éventuel versement du budget général intervenu en année N-1 au titre de la compensation du déficit de l'année N-2 n'est pas pris en compte pour le calcul du déficit de la procédure considérée.

La dépense 2024 de 74,7 M€ correspond au déficit (inférieur à la prévision initiale) enregistré en 2023 au titre de l'assurance prospection (72,4 M€) et de la garantie du risque exportateur (2,2 M€).

Les autres dispositifs de soutien financier au commerce extérieur n'ont donné lieu à aucun appel en garantie.

**ACTION****05 – Autres garanties**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                           |   | Crédits de paiement |                           |   |
|---|----------------------------|---------------------------|---|---------------------|---------------------------|---|
|   | Titre 2                    | Autres titres             | Total                                   | Titre 2             | Autres titres             | Total                                   |
| 05 – Autres garanties   |                            | 193 236 463<br>90 456 037 | <b>193 236 463</b><br><b>90 456 037</b> |                     | 193 236 463<br>90 456 037 | <b>193 236 463</b><br><b>90 456 037</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                | Autorisations d'engagement       |                   | Crédits de paiement              |                   |
|-----------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|                                   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 193 236 463                      | 90 456 037        | 193 236 463                      | 90 456 037        |
| Appels en garantie                | 193 236 463                      | 90 456 037        | 193 236 463                      | 90 456 037        |
| <b>Total</b>                      | <b>193 236 463</b>               | <b>90 456 037</b> | <b>193 236 463</b>               | <b>90 456 037</b> |

**Contribution de la France au Fonds paneuropéen de garantie (PEGF) de la Banque européenne d'investissement (BEI) (64,7 M€)**

À la demande du Conseil européen, le groupe BEI a mis en place un « Fonds pan-européen de garanties » (validé par son Conseil d'administration le 26 mai 2020), garanti par les 22 États-membres participants à hauteur de 24,4 Md€ permettant de déployer 200 Md€ de financements. Le fonds prend la forme d'un véhicule juridique ad hoc géré par la BEI, doté via des garanties nationales appelables sans nécessité de déboursement. Les États apportent une contribution proportionnelle à leur quote-part du capital de la BEI, soit un plafond de garantie fixé à 4,7 Md€ pour la France. Ce dispositif a donné lieu à quatre appels en garantie en 2024, pour un total de 64 722 461 €.

**Appel en garantie au titre de la convention de 2011 de l'État avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) au titre d'avances remboursables pour financer un programme industriel (25 M€)**

En raison de commandes insuffisantes ne permettant pas à l'industriel de rembourser l'intégralité de la facilité accordée par la CDC, cette dernière, conformément à la convention établie en 2011, a appelé la garantie de l'État au titre de l'année 2023 pour un montant de 25 129 318 €.

**Prêts et garanties consentis par l'Agence française de développement (AFD) et sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique (PROPARCO) aux entreprises et institutions financières du secteur privé africain (0,6 M€)**

L'État garantit à 80 % les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2021 par les banques locales en faveur des TPE ou des PME ou des institutions de microfinance pour toucher les toutes petites structures affectées par la crise liée à la Covid-19. Le dispositif donné lieu à un appel en garantie pour un montant de 604 258 M€.

PROGRAMME 145  
**Épargne**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

Directeur général du Trésor

Responsable du programme n° 145 : Épargne

La finalité du programme « Épargne » est de contribuer à la mobilisation de l'épargne pour le financement de l'économie. Cette mission comprend notamment l'accompagnement des dispositifs de financement de long terme des entreprises et du logement.

Ce programme recense les crédits d'intervention assurant le financement :

- des primes d'épargne-logement (dites primes d'État), qui représentent l'essentiel de la dépense budgétaire, versées par l'État lors de la mobilisation de comptes épargne-logement (CEL) ou de la clôture de plans d'épargne-logement (PEL). Ces produits sont destinés à soutenir l'effort d'épargne des ménages souhaitant réaliser un investissement immobilier. Ils permettent notamment aux ménages de constituer un apport personnel pour réaliser un prêt immobilier. Sous certaines conditions, les PEL ouverts au plus tard le 31 décembre 2017 peuvent bénéficier d'une prime d'État assortie à un crédit immobilier d'épargne-logement destiné à l'acquisition de leur résidence principale et/ou au financement de travaux immobiliers à des taux réglementés prédéterminés. La prime d'épargne-logement a été supprimée pour les PEL et CEL ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- de divers instruments de soutien au financement du logement (reliquats des prêts spéciaux du Crédit Foncier de France accordés avant 1977 et prêts aidés pour l'accession à la propriété).

Sont également rattachés à ce programme des dispositifs fiscaux visant à encourager les placements dans plusieurs produits d'épargne réglementée (livret A, livret de développement durable et solidaire et livret d'épargne populaire) qui continuent de bénéficier d'un régime fiscal spécifique (non soumis au prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital), d'une rémunération adaptée et d'une garantie de l'État. Leurs modalités de fonctionnement, tels que les taux de rémunération, les plafonds de dépôt et les conditions de détention, sont définies par des textes législatifs ou réglementaires.

Le montant de dépôts sur livrets d'épargne réglementée garantis par l'État s'élevait à fin 2024 à 685,3 Md€, y compris la capitalisation des intérêts.

Le Livret A et le livret de développement durable et solidaire (LDDS) ont enregistré une collecte de 21,4 Md€ en 2024, contre 39,9 Md€ en 2023 (14,9 Md€ pour le Livret A et 6,6 Md€ pour le LDDS). Ces chiffres témoignent d'un retour progressif à la normale, après deux ans de collecte exceptionnelle dans un contexte de forte inflation et variation des taux d'intérêt, qui pouvait conduire à favoriser l'épargne de précaution.

Le livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux ménages à revenus modestes, a enregistré une collecte nette de 6,8 Md€ en 2024, un montant en retrait par rapport à la collecte record de 20,7 Md€ de 2023. Ce ralentissement de la collecte est notamment imputable à la baisse de son taux de rendement, qui est passé de 6 % début 2024, à 5 % en février puis à 4 % en juillet, du fait du ralentissement de l'inflation. Il pourrait aussi s'expliquer par l'atteinte progressive de la capacité d'épargne disponible des ménages éligibles.

En juillet 2023, le Ministre a pris la décision de geler les taux du Livret A et du LDDS à 3 % pour dix-huit mois, du 1<sup>er</sup> août 2023 au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette décision a été prise sur proposition du gouverneur de la Banque de France, invoquant des circonstances exceptionnelles : une variation trop brutale des taux du livret A et du LDDS, à la hausse comme à la baisse, aurait été préjudiciable au financement de l'économie française du fait (i) du risque élevé d'un

renchérissement du coût du crédit pour la construction et la rénovation des logements sociaux et (ii) d'un manque de visibilité pour les épargnants. Le LEP a quant à lui bénéficié de deux gestes marquants en 2024 : une rémunération maintenue de manière dérogatoire à 5 % du 1<sup>er</sup> février 2024 au 31 juillet 2024 (contre un taux à 4,4 % par application de la formule réglementaire), puis à 4 % au lieu de 3,6 % par application de la formule pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2024 au 31 janvier 2025.

Une partie des dépôts effectués sur ces produits d'épargne réglementée est centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et constitue une ressource privilégiée pour le financement de missions d'intérêt général (prioritairement le logement social). Les dépôts effectués sur le livret A et le LDDS et non centralisés au Fonds d'épargne sont employés au financement des PME (au moins 80 %), au financement de projets contribuant à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique (au moins 10 %) et au financement de l'économie sociale et solidaire (au moins 5 %).

En matière d'épargne-logement, les produits concernés (CEL et PEL) sont destinés à soutenir l'effort d'épargne des ménages souhaitant réaliser un investissement immobilier. Pour les PEL et CEL ouverts jusqu'au 31 décembre 2017, l'épargne-logement est bonifiée par une prime d'État, selon la génération du PEL soit lors de la fermeture du produit soit, comme pour tous les CEL, lorsqu'un prêt d'épargne-logement est réalisé. Le paiement de ces primes est imputé sur le budget de l'État. En 2024, l'encours de PEL et de CEL a atteint 264 Md€, soit un encours en baisse (-10 %) comparativement à 2023 (294 Md€) (source SGFGAS).

Enfin, le programme retrace, à travers les dépenses fiscales qui lui sont rattachées, la constitution d'une épargne de long terme (assurance vie et épargne retraite assurantielle), qui vise à couvrir les besoins de financement de long terme de l'économie et à proposer de meilleurs rendements aux souscripteurs. Selon les données de France assureurs (FA), la collecte nette sur l'année 2024 s'établit à +29,4 Mds€ (par comparaison, elle s'établissait en 2023 à 1,3 Md€). En décembre 2024, l'encours des contrats d'assurance vie s'élève à 1 989 Md€. Cette collecte est largement portée par les PER assurantiers sur la période (+9,9 Md€, en hausse de +1,5 Md€ par rapport à 2023), ainsi que par la collecte croissante en unités de compte, qui représente +34,4 Md€, soit 38 % des cotisations.

La stratégie du programme « Épargne » ne se limite pas aux dispositifs financés par les crédits inscrits au programme mais porte plus globalement sur la politique publique de l'épargne. Cette stratégie a pour objectifs principaux :

- de favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier des dispositifs d'épargne réglementée :
  - d'une part en donnant aux organismes de logement social accès à des dispositifs attractifs de financement qui reposent sur l'épargne réglementée centralisée au Fonds d'épargne de la CDC ;
  - d'autre part en permettant de rémunérer les épargnants tout en conservant un caractère avantageux pour les emprunteurs du Fonds d'épargne de la CDC pour le financement de missions d'intérêt général ;
  - enfin en optimisant les conditions de financement de l'accession à la propriété ; il s'agit de veiller à l'efficacité des dispositifs d'accession à la propriété que sont, notamment, les produits d'épargne-logement (PEL, CEL) ;
- d'encourager le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie ; tel est l'objectif visé par la fiscalité de l'assurance vie destinée à encourager la détention longue d'un contrat, afin de permettre aux assureurs d'allouer une plus grande part de leurs placements au financement des entreprises.

## RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

### **OBJECTIF 1 : Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne**

INDICATEUR 1.1 : Efficacité du fléchage de l'épargne réglementée vers le financement du logement social

INDICATEUR 1.2 : Prélèvement effectué par l'État sur le fonds d'épargne

INDICATEUR 1.3 : Taux de clôtures de PEL donnant lieu à un prêt d'épargne logement

**OBJECTIF 2 : Encourager le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie**

INDICATEUR 2.1 : Rapport des placements finançant les entreprises sur le total des placements des compagnies d'assurance dans le cadre des contrats d'assurance vie gérés

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne

### INDICATEUR mission

1.1 – Efficience du fléchage de l'épargne réglementée vers le financement du logement social

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Volume de prêts du Fonds d'épargne destiné au logement social et à la politique de la ville | Md€   | 163                 | 168                 | 166           | 180                 | cible atteinte          | 180           |

#### Commentaires techniques

Source des données : Les données sont issues de la direction des fonds d'épargne de la CDC.

Mode de calcul : Volume de prêts du Fonds d'épargne destiné au logement social et à la politique de la ville sur ressources réglementées uniquement (y compris les intérêts courus).

### ANALYSE DES RESULTATS

Le financement du logement social et de la politique de la ville est la mission prioritaire du Fonds d'épargne de la CDC, confiée par la loi (article L. 221-7 du code monétaire et financier). Ainsi, le volume de prêts sur fonds d'épargne destiné au logement social et à la politique de la ville permet d'apprécier l'utilisation de la ressource épargne réglementée centralisée au sein du Fonds d'épargne.

L'évolution de cet indicateur dépend du dynamisme du marché de la construction de logements sociaux et de la disponibilité de ressources de marché concurrentes pour financer le secteur. Au cours des deux dernières années, les prêts sur Fonds d'épargne indexés sur le taux du livret A ont considérablement gagné en attractivité auprès des bailleurs sociaux, le taux du livret A étant plus bas que les taux de marché. En effet, dans un contexte de forte remontée des taux, le gouverneur de la Banque de France avait invoqué des circonstances exceptionnelles pour justifier sa proposition au Ministre de maintenir le taux du livret A à 3 % pour dix-huit mois, du 1<sup>er</sup> août 2023 au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette décision a permis de redynamiser l'octroi de prêts à destination du logement social.

Pour proposer des prêts attractifs et se prémunir d'importants remboursements anticipés des bailleurs sociaux, qui déséquilibreraient le Fonds d'épargne, la Caisse des dépôts a développé en parallèle son offre de prêts adossés à d'autres ressources (BEI, Banque de développement du Conseil de l'Europe, section générale de la CDC), qui lui permettent notamment de proposer certains prêts à taux fixe. Ces prêts ne sont pas intégrés dans l'indicateur, qui ne prend en compte que les prêts financés sur les ressources des livrets réglementés.

Un exercice de retraitement des données mené par la Caisse des dépôts début 2025 a abouti à une révision des résultats inscrits pour les indicateurs 2022 et 2023, qui s'établissent *in fine* respectivement à 163 Md€ et 168 Md€.

**INDICATEUR mission****1.2 – Prélèvement effectué par l'État sur le fonds d'épargne**

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité          | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|----------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Rapport entre le prélèvement effectué par l'État sur le fonds d'épargne et l'encours de livrets réglementés garantis par l'État | centièmes de % | 5,6                 | 9,42                | 8,5           | 7,41                | absence<br>amélioration | 2,9           |

**Commentaires techniques**

Sources des données : Les données sont issues de la direction des fonds d'épargne de la CDC et de la direction générale du Trésor.

Mode de calcul : Il s'agit du rapport entre le prélèvement effectué par l'État sur le Fonds d'épargne et l'encours de livrets réglementés garantis par l'État : le numérateur correspond au versement effectif l'année N, de la CDC à l'État, au titre de la rémunération de la garantie du passif du Fonds d'épargne ; le dénominateur représente le total des encours de livrets A, LDDS et LEP en fin d'année N.

**ANALYSE DES RESULTATS**

La loi dispose que les livrets centralisés en tout ou partie au Fonds d'épargne (livrets A, LDDS et LEP) bénéficient de la garantie de l'État qui donne lieu chaque année à une rémunération prélevée sur le résultat du Fonds d'épargne conformément à l'article R. 221-11 du code monétaire et financier. Cette rémunération est assise sur les excédents de fonds propres prudentiels du Fonds d'épargne.

Au titre de l'exercice budgétaire 2024, il a été décidé de réaliser un prélèvement sur le Fonds d'épargne de 508 M€ sur l'excédent de fonds propres du Fonds d'épargne constaté au 31 décembre 2023. L'encours centralisé des livrets réglementés a quant à lui atteint 685,3 Md€ fin 2024.

Après une année de collecte exceptionnelle en 2023, la collecte sur les livrets réglementés s'est normalisée en 2024, ce qui a conduit la CDC à revoir ses prévisions en cours d'année. Les prévisions ont ainsi fortement évolué en quelques mois : la prévision de collecte annuelle sur 2024 pour les trois produits LA/LDDS/LEP réalisée en octobre était inférieure de 2,5 Md€ par rapport aux prévisions réalisées deux mois plus tôt, en août.

En prévoyant une collecte 2025 à un rythme similaire à celui de 2024 (autour de +25 Md€) et une capacité de prélèvement de l'État autour de 400 M€, on obtient un indicateur cible 2025 autour de 5,5 centièmes de %.

**INDICATEUR****1.3 – Taux de clôtures de PEL donnant lieu à un prêt d'épargne logement**

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de clôtures de PEL donnant lieu à un prêt d'épargne logement | %     | 0,3                 | 0,45                | 0,45          | 0,56                | cible atteinte          | 0,60          |

**Commentaires techniques**

Source des données : Les données sont transmises par la société de gestion des financements et de la garantie de l'accèsion sociale à la propriété (SGFGAS).

Mode de calcul : L'indicateur est construit en rapportant le nombre de prêts d'épargne logement accordés à partir d'un PEL au nombre de PEL clôturés dans l'année puis en établissant une moyenne sur les cinq dernières années.

## ANALYSE DES RESULTATS

La dépense budgétaire liée au paiement des primes d'épargne-logement dépend essentiellement de la manière dont les détenteurs de produits d'épargne-logement les utilisent et de la décision de mobiliser leur compte ou de clôturer leur plan. Le taux de transformation des dépôts d'épargne-logement en prêts d'épargne-logement permet de mesurer dans quelle proportion ces produits sont utilisés conformément à leur vocation initiale, c'est-à-dire pour financer principalement l'acquisition d'une résidence principale ou la réalisation de travaux, et de juger de l'impact de la réforme intervenue en 2002, qui a conditionné l'octroi de la prime à la souscription d'un prêt d'épargne-logement. Les primes PEL représentent la quasi-totalité des primes versées (soit près de 97 %).

Le taux de transformation de l'épargne-logement en prêt d'épargne-logement en 2024 (0,56 %) s'inscrit nettement au-dessus de la cible établie à 0,45 %. Pour la deuxième année consécutive, dans un contexte d'évolution des taux de marché rendant plus attractifs les taux de certains prêts d'épargne-logement conduisant l'épargnant à mobiliser son produit d'épargne-logement, il s'inscrit en hausse. (cf. développements infra, Justification par action, Action 01).

## OBJECTIF

2 – Encourager le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie

## INDICATEUR

2.1 – Rapport des placements finançant les entreprises sur le total des placements des compagnies d'assurance dans le cadre des contrats d'assurance vie gérés

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Part des placements des assureurs finançant les sociétés non financières | %     | 18,8                | 17,9                | >20           | 17,5                | absence<br>amélioration | >20           |

### Commentaires techniques

Source des données : les statistiques sont issues des données et travaux de la Banque de France. L'indicateur présenté jusqu'au PAP 2015 reposait sur des données extraites du rapport annuel de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA), devenue depuis la fusion avec le GEMA en 2016, la Fédération Française des Assurances (FFA).

Mode de calcul : le numérateur est le montant des placements des entreprises d'assurance vie et mixte participant directement ou indirectement (à travers les investissements dans les OPC résidents) au financement des sociétés non financières (actions et dettes, hors immobilier ; champ : Union européenne) ; le dénominateur est le total des placements des entreprises d'assurance vie et mixte (hors éventuels placements non identifiés ; champ : Monde).

## ANALYSE DES RESULTATS

L'indicateur porte sur les placements des assureurs, mesurés en stock et non en flux. Les réformes engagées par la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et la loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte visent à accroître la contribution de l'assurance-vie au financement de l'économie, en particulier en orientant une part croissante de l'épargne vers le financement des PME/ETI, pour préparer les grandes transitions à venir. Cette dernière loi étant entrée en vigueur en octobre 2024, son effet potentiel n'est pas encore capturé par les chiffres présentés, qui s'arrêtent en septembre 2024.

A noter que l'indicateur susmentionné est tiré d'un *reporting* spécifique sur la base de données et travaux de la Banque de France ciblant les sociétés non financières. Après mise en transparence de l'ensemble des actifs sous-jacents, le chiffre de France Assureurs indique que 63 % des placements financent des entreprises, soit 1 482 Md€ (822 Md€ en obligations d'entreprises et 542 Md€ en actions). L'assurance joue aussi un rôle décisif dans le financement de la dette publique française avec près de 306 Md€ de dette souveraine française.

La valeur de réalisation pour l'année 2024 sera connue dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2025. La valeur inscrite dans le RAP correspond au résultat provisoire à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Pour cette même raison, la valeur définitive de l'indicateur en 2023 a été actualisée (18,2 %) par rapport à la valeur publiée dans le RAP 2023 (17,9 %).

## Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024  |                                       | Total                                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---------------------------------------|---|---|
|   | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |   |   |
| 01 – Épargne logement                               | 900 000<br>1 277 693                     | 69 866 322<br>105 000 000             | <b>70 766 322</b><br><b>106 277 693</b> | 70 766 322                                |
| 02 – Instruments de financement du logement         | 300 000<br>142 089                       |                                       | <b>300 000</b><br><b>142 089</b>        | 300 000                                   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>1 200 000</b>                         | <b>69 866 322</b>                     | <b>71 066 322</b>                       | <b>71 066 322</b>                         |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |  |                                       |   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            | +35 831 872 (hors titre 2)               |                                       | +35 831 872                             |   |
| Total des AE ouvertes                               | 106 898 194 (hors titre 2)               |                                       | 106 898 194                             |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>1 419 781</b>                         | <b>105 000 000</b>                    | <b>106 419 781</b>                      |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024  |                                       | Total                                   | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---------------------------------------|---|---|
|   | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention |   |   |
| 01 – Épargne logement                               | 900 000<br>895 178                       | 69 866 322<br>105 000 000             | <b>70 766 322</b><br><b>105 895 178</b> | 70 766 322                                |
| 02 – Instruments de financement du logement         | 300 000<br>108 544                       |                                       | <b>300 000</b><br><b>108 544</b>        | 300 000                                   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>1 200 000</b>                         | <b>69 866 322</b>                     | <b>71 066 322</b>                       | <b>71 066 322</b>                         |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |  |                                       |   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            | +35 829 610 (hors titre 2)               |                                       | +35 829 610                             |   |
| Total des CP ouverts                                | 106 895 932 (hors titre 2)               |                                       | 106 895 932                             |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>1 003 721</b>                         | <b>105 000 000</b>                    | <b>106 003 721</b>                      |   |

## 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

## 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|--|---------------------------------------|---|--------------------------|
|   |  |                                       |   |                          |
| 01 – Épargne logement                               | 1 550 000<br>729 779                     | 57 560 034<br>72 000 000              | 59 110 034                                | 59 110 034<br>72 729 779 |
| 02 – Instruments de financement du logement         | 100 000<br>77 583                        |                                       | 100 000                                   | 100 000<br>77 583        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>1 650 000</b>                         | <b>57 560 034</b>                     | <b>59 210 034</b>                         | <b>59 210 034</b>        |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>807 362</b>                           | <b>72 000 000</b>                     |   | <b>72 807 362</b>        |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|--|---------------------------------------|---|--------------------------|
|   |  |                                       |   |                          |
| 01 – Épargne logement                               | 1 550 000<br>729 779                     | 57 560 034<br>72 000 000              | 59 110 034                                | 59 110 034<br>72 729 779 |
| 02 – Instruments de financement du logement         | 100 000<br>79 845                        |                                       | 100 000                                   | 100 000<br>79 845        |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>1 650 000</b>                         | <b>57 560 034</b>                     | <b>59 210 034</b>                         | <b>59 210 034</b>        |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>809 624</b>                           | <b>72 000 000</b>                     |   | <b>72 809 624</b>        |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2024 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 807 362                    | 1 200 000           | 1 419 781              | 809 624               | 1 200 000          | 1 003 721             |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 807 362                    | 1 200 000           | 1 419 781              | 809 624               | 1 200 000          | 1 003 721             |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 72 000 000                 | 69 866 322          | 105 000 000            | 72 000 000            | 69 866 322         | 105 000 000           |
| Transferts aux ménages                                    | 72 000 000                 | 69 866 322          | 105 000 000            | 72 000 000            | 69 866 322         | 105 000 000           |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>71 066 322</b>   |                        |                       | <b>71 066 322</b>  |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +35 831 872         |                        |                       | +35 829 610        |                       |
| <b>Total*</b>   | <b>72 807 362</b>          | <b>106 898 194</b>  | <b>106 419 781</b>     | <b>72 809 624</b>     | <b>106 895 932</b> | <b>106 003 721</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

## ARRETES DE REPORT GENERAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 12/03/2024        |                            | 586 872        |                     | 584 610        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>586 872</b> |                     | <b>584 610</b> |                            |               |                     |               |

## DECRETS DE DEPENSES ACCIDENTELLES

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 30/08/2024        |                            | 35 245 000        |                     | 35 245 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>35 245 000</b> |                     | <b>35 245 000</b> |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>35 831 872</b> |                     | <b>35 829 610</b> |                            |               |                     |               |

## ÉVALUATION DES DEPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2024 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2024. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2024.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DEPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPOTS D'ÉTAT (30)**

|  |  | (en millions d'euros)    |                        |                          |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |  | Chiffrage définitif 2023 | Chiffrage initial 2024 | Chiffrage actualisé 2024 |
| 120108   | <b>Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement, de l'abondement ou d'un partage de plus-value, aux plans d'épargne salariale et aux plans d'épargne retraite d'entreprise collectifs ou obligatoires</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1973 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 80 sexdecies, 81-18°-a, 81-18°-a bis, 81-18°-a ter, 81-18° bis, 81 ter, 157-16° bis, 157-17°, 163 bis AA, 163 bis B</i> | 2 750                    | 2 580                  | 2 750                    |
| 140102   | <b>Exonération des intérêts des livrets A</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1952 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-7°</i>  | 395                      | 906                    | 950                      |
| 300210   | <b>Exonération des sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable (SPPICAV)</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2022 : 275 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2006 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 208-3° nonies</i>   | 525                      | 520                    | 600                      |
| 140109   | <b>Exonération des revenus provenant de l'épargne salariale (participation, plan d'épargne salariale et compartiment épargne salariale des plans d'épargne retraite)</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : 12000000 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1986 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-18°, 163 bis AA, 163 bis B</i>  | 590                      | 550                    | 590                      |
| 140119   | <b>Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1982 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 125-0 A</i>  | 532                      | 542                    | 549                      |
| 140101   | <b>Exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement</b><br>Revenus de capitaux mobiliers  | 475                      | 445                    | 426                      |

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |   | Chiffrage définitif 2023 | Chiffrage initial 2024 | Chiffrage actualisé 2024 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
|  | <i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1978 - Dernière modification : 2005 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-9° bis</i>   |                          |                        |                          |
| 140104   | <b>Exonération des intérêts des livrets de développement durable</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1983 - Dernière modification : 2006 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-9° quater</i>   | 165                      | 375                    | 384                      |
| 140105   | <b>Exonération des intérêts des livrets d'épargne populaire</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1982 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-7° ter</i>   | 54                       | 134                    | 145                      |
| 140123   | <b>Exonération des produits des plans d'épargne populaire</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1992 - Dernière modification : 2000 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-22°</i>  | 70                       | 122                    | 101                      |
| 150701   | <b>Exonération des gains réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres acquis dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale (participation, plan d'épargne salariale, y compris actionnariat salarié, et compartiment épargne salariale des plans d'épargne retraite)</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1978 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81, 150-0 A-III-4 et 4 bis</i> | 108                      | nc                     | 98                       |
| 140103   | <b>Exonération des intérêts des livrets bleus</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1975 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-7°</i>   | 36                       | 78                     | 80                       |
| 120128   | <b>Exonération de la rente viagère lorsqu'un PEA se dénoue après 5 ans ou un PEP après 8 ans</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Création : 1992 - Dernière modification : 2000 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-5° ter, 157-22°</i>  | 37                       | nc                     | 44                       |
| 140106   | <b>Exonération des intérêts des livrets jeune</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2000 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-7° quater</i>  | 5                        | 10                     | 11                       |
| 120139   | <b>Exonération des sommes correspondant à des jours de congés non-pris ou prélevées sur un compte épargne-temps (CET) pour alimenter un PERCO ou un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif ou obligatoire, dans la limite de dix jours par an</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : 12087 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2011 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-18°-b, 81-18°-b bis</i>                           | 7                        | 7                      | 7                        |
| 110205   | <b>Réduction d'impôt au titre des primes des contrats de rente survie et des contrats d'épargne handicap</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2022 : 34075 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1941 - Dernière modification : 2005 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 199 septies</i>   | 7                        | 8                      | 6                        |
| 140309   | <b>Mécanisme d'imputation de la perte en capital subie en cas de non-remboursement de prêts participatifs, ou de minibons souscrits jusqu'au 10 novembre 2023, exclusivement sur les intérêts d'autres prêts participatifs ou d'autres minibons lorsque ceux-ci ont été souscrits jusqu'au 10 novembre 2023</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2015 - Dernière modification : 2023</i>   | 5                        | 6                      | 6                        |

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale   |  | Chiffre définitif 2023 | Chiffre initial 2024 | Chiffre actualisé 2024 |
|--|--|------------------------|----------------------|------------------------|
| <i>- Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 125-00 A</i> |  |                        |                      |                        |
| 300209   | <b>Exonération des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2022 : 23 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1998 - Dernière modification : 1998 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 209-IV</i>  | 3                      | 6                    | 3                      |
| 140120   | <b>Exonération des produits attachés à certains contrats d'assurance investis en actions ouverts avant le 1er janvier 2014</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1998 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 125-0 A-I quater et I quinquies</i>                                      | 2                      | 2                    | 2                      |
| 150713   | <b>Mécanisme de report d'imposition optionnel de la plus-value de cession à titre onéreux des titres d'organismes de placements collectifs "monétaires" en cas de versement du prix dans un PEA-PME</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2015 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2017 - code général des impôts : 150-0 B quater</i>                           | nc                     | -                    | -                      |
| 120503   | <b>Imposition, sous certaines conditions, aux taux forfaitaires de 41%, 30 % ou 18 % des gains de levée d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuées avant le 28 septembre 2012</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : 900 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1989 - Dernière modification : 2012 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : 2012 - code général des impôts : 80 bis, 150-0 A-II-1, 150-0 D-8, 163 bis C, 200 A-6</i>                                | 7                      | nc                   | nc                     |
| 120506   | <b>Imposition au taux forfaitaire de 30 % de l'avantage (« gain d'acquisition ») résultant de l'attribution d'actions gratuites avant le 28 septembre 2012</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : 1100 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2004 - Dernière modification : 2012 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : 2012 - code général des impôts : 80 quaterdecies, 200 A-6 bis</i>  | 7                      | nc                   | nc                     |
| 150704   | <b>Exonération des gains retirés d'opérations de bourse effectuées par les clubs d'investissement durant leur existence. Création d'un régime simplifié d'imposition</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Création : 1978 - Dernière modification : 2007 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - BOFIP : BOI-RPPM-PVBMI-10-30-10</i>   | nc                     | nc                   | nc                     |
| 150705   | <b>Exonération conditionnelle des gains réalisés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Création : 1999 - Dernière modification : 2007 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 150-0 A-III-2 et 3</i>   | nc                     | nc                   | nc                     |
| 150707   | <b>Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières et des profits réalisés par les non-résidents sur les marchés à terme d'instruments financiers et d'options négociables, sur les bons d'option et sur les parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme d'instruments financiers</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Création : 1987 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 150 ter et 244 bis C</i> | nc                     | nc                   | nc                     |
| 530213   | <b>Exonération des cessions de droits sociaux résultant des opérations de pension portant sur des titres financiers</b><br>Mutations à titre onéreux - Taxe de publicité foncière<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 1994 - Dernière modification : 2009 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 726-II</i>   | nc                     | nc                   | nc                     |
| 530214   | <b>Exonération des acquisitions de droits sociaux réalisées dans le cadre du rachat de ses propres titres par une société destinés à être cédés aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise</b><br>Mutations à titre onéreux - Taxe de publicité foncière<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 2012 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 726-II-a</i>   | nc                     | nc                   | nc                     |
| 530218   | <b>Exonération des cessions de parts ou d'actions des organismes de placement collectif immobilier et des organismes professionnels de placement collectif immobilier</b>  | nc                     | nc                   | nc                     |

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |  | Chiffage définitif 2023 | Chiffage initial 2024 | Chiffage actualisé 2024 |
|--|--|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
|  | Mutations à titre onéreux - Taxe de publicité foncière<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 2005 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 730 quinquies</i>   |                         |                       |                         |
| 550106   | <b>Exonération des rachats de parts de fonds communs de placement et de parts de fonds de placement immobilier</b><br>Partages et opérations assimilées<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 1979 - Dernière modification : 2007 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 749</i>  | nc                      | nc                    | nc                      |
| 150706   | <b>Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession ou du rachat de parts de fonds communs de placement à risques sous certaines conditions</b><br>Plus-values des particuliers<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1999 - Dernière modification : 2007 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 150-0 A-III-1</i>  | €                       | €                     | €                       |
| 580103   | <b>Application d'un abattement d'assiette proportionnel de 20% aux contrats d'assurance-vie en unités de compte dénommés "vie-génération" dont les actifs sont investis en partie dans le logement social ou intermédiaire, l'économie sociale et solidaire, le capital-risque ou dans des entreprises de taille intermédiaire</b><br>Prélèvement de 20% sur l'assurance vie<br><i>Bénéficiaires 2022 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2013 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 990 I - I bis</i> | €                       | €                     | €                       |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>  |  | <b>5 780</b>            | <b>6 291</b>          | <b>6 752</b>            |

## DEPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPOTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire |  | Chiffage définitif 2023 | Chiffage initial 2024 | Chiffage actualisé 2024 |
|---|--|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 120508  | <b>Imposition au taux forfaitaire des prestations de retraite versées sous forme de capital : 12,8 % pour la part correspondant aux produits provenant d'un plan d'épargne retraite ; 7,5 % pour les autres prestations de retraite servies sous forme de capital</b><br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br><i>Bénéficiaires 2022 : 78156 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2019 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 158-5-b quinquies-2° et 163 bis</i> | 285                     | 332                   | 264                     |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>   |  | <b>285</b>              | <b>332</b>            | <b>264</b>              |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                           |                           | Crédits de paiement                   |                           |                           |
|---|---------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *           | Total<br>y.c. FdC et AdP  | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *           | Total<br>y.c. FdC et AdP  |
| 01 – Épargne logement   |                                       | 70 766 322<br>106 277 693 | 70 766 322<br>106 277 693 |                                       | 70 766 322<br>105 895 178 | 70 766 322<br>105 895 178 |
| 02 – Instruments de financement du<br>logement  |                                       | 300 000<br>142 089        | 300 000<br>142 089        |                                       | 300 000<br>108 544        | 300 000<br>108 544        |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>71 066 322</b>         | <b>71 066 322</b>         | <b>0</b>                              | <b>71 066 322</b>         | <b>71 066 322</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +35 831 872               | +35 831 872               |                                       | +35 829 610               | +35 829 610               |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 106 898 194               | 106 898 194               | 0                                     | 106 895 932               | 106 895 932               |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>106 419 781</b>        | <b>106 419 781</b>        | <b>0</b>                              | <b>106 003 721</b>        | <b>106 003 721</b>        |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +478 413                  | +478 413                  |                                       | +892 211                  | +892 211                  |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF A LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                   |                   | Crédits de paiement |                   |                   |
|-------------|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres     | Total             | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| PLF         | 0                          | 71 066 322        | 71 066 322        | 0                   | 71 066 322        | 71 066 322        |
| Amendements | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>71 066 322</b> | <b>71 066 322</b> | <b>0</b>            | <b>71 066 322</b> | <b>71 066 322</b> |

#### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

Le programme 145 a bénéficié en 2024 de reports de crédits non consommés en 2023, à hauteur de 586 872 € en AE et de 584 610 € en CP via l'arrêté du 12 mars 2024 portant report de crédit

Une ouverture de crédits à hauteur de 35 245 000 € en AE et en CP est intervenue via le décret n° 2024-885 du 30 août 2024 portant ouverture et annulation de crédits, pris en application de l'article 11 de la LOLF (annulation sur la dotation « Dépenses accidentelles et imprévisibles » de la mission « Crédits non répartis » et ouverture sur le programme 145 de la mission « Engagements financiers de l'État »)

## RESERVE DE PRECAUTION ET FONGIBILITE

|  | Autorisations d'engagement |               |            | Crédits de paiement |               |            |
|--|----------------------------|---------------|------------|---------------------|---------------|------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total      | Titre 2             | Autres titres | Total      |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 3 908 648     | 3 908 648  | 0                   | 3 908 648     | 3 908 648  |
| Surgels  | 0                          | 0             | 0          | 0                   | 0             | 0          |
| Dégels   | 0                          | -3 908 648    | -3 908 648 | 0                   | -3 908 648    | -3 908 648 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>      | <b>0</b>   |

Une réserve de précaution de 3 908 648 € en AE et en CP a été constituée en début d'année, correspondant à 5,5 % des crédits ouverts en loi de finances initiale. Le dégel total de la réserve est intervenu en cours de gestion 2024.

### Dépenses pluriannuelles

#### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024  | CP 2024   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>106 898 194</b>                                  | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>106 895 932</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>106 419 781</b>                                    | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>106 003 721</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                          | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>100 020</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>478 413</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>105 903 702</b>                    |

#### RESTES A PAYER

|  |  |   |   |   |
|--|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>128 389</b>                 |  |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>  |  |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>128 389</b> | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>100 020</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>28 369</b>  |   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>106 419 781</b>  | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>105 903 702</b>                    | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>516 079</b>   |   |
|  |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>544 449</b> |   |
|  |  |   |   | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>544 449</b>   |
|  |  |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Épargne logement

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                           |   | Crédits de paiement |                           |   |
|---|----------------------------|---------------------------|---|---------------------|---------------------------|---|
|   | Titre 2                    | Autres titres             | Total                                   | Titre 2             | Autres titres             | Total                                   |
| 01 – Épargne logement   |                            | 70 766 322<br>106 277 693 | <b>70 766 322</b><br><b>106 277 693</b> |                     | 70 766 322<br>105 895 178 | <b>70 766 322</b><br><b>105 895 178</b> |

L'action 01 « Épargne logement » retrace essentiellement les primes d'épargne-logement payées, sous certaines conditions, par l'État aux détenteurs de comptes et plans d'épargne-logement (CEL et PEL). Le montant de la prime d'État est plafonné par CEL et PEL et calculé en fonction des intérêts acquis pendant la phase d'épargne. Depuis 2002, le versement de la prime est conditionné à la clôture du PEL ou à la mobilisation du CEL et à la souscription d'un prêt d'épargne-logement. Les PEL ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 n'ouvrent plus droit à la prime d'épargne-logement.

Depuis 2021, la Société de Gestion des Financements et de la Garantie de l'Accession Sociale à la propriété (SGFGAS) gère, pour le compte de l'État, les primes d'épargne-logement et bénéficie donc à ce titre d'une rémunération financée également sur cette action. Par ailleurs, elle perçoit une compensation pour sa mission d'animation réglementaire, de reporting statistique et de contrôle des opérations d'épargne-logement.

#### ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 900 000                          | 1 277 693          | 900 000                          | 895 178            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 900 000                          | 1 277 693          | 900 000                          | 895 178            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 69 866 322                       | 105 000 000        | 69 866 322                       | 105 000 000        |
| Transferts aux ménages                                    | 69 866 322                       | 105 000 000        | 69 866 322                       | 105 000 000        |
| <b>Total</b>  | <b>70 766 322</b>                | <b>106 277 693</b> | <b>70 766 322</b>                | <b>105 895 178</b> |

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de l'action 01 concernent les frais de gestion liés aux opérations d'épargne-logement ; elles se sont élevées à 0,89 M€ en 2024 en CP et couvrent à hauteur de :

- 0,40 M€ la rémunération, dans le cadre d'un marché public, de la prestation de la SGFGAS chargée de verser les primes d'épargne-logement aux établissements bancaires et de centraliser l'information portant notamment sur la répartition en nombre et en montant des primes d'épargne-logement demandées, versées et restituées au titre des PEL et des CEL. Cette dépense est corrélée au niveau de primes versées aux établissements bancaires. Elle englobe les frais du dernier trimestre de l'année 2023 ainsi que ceux des trois premiers trimestres 2024 et générés par la gestion quotidienne des primes d'épargne-logement (dépenses courantes de personnel, dépenses informatiques, dépenses de matériel ainsi que dépenses liées

aux charges fixes supportées par la SGFGAS et dont une quote-part est imputée sur la gestion des primes d'épargne-logement) ;

- 0,49 M€ les frais de gestion de la SGFGAS au titre de son rôle dans l'animation réglementaire, les traitements statistiques et le contrôle des opérations de l'épargne logement. Ces frais ont augmenté par rapport à 2023 (0,32 M€), dans un contexte de regain d'intérêt des épargnants dans la mobilisation de leurs produits d'épargne-logement engendrant une mobilisation accrue des personnels de la SGFGAS pour répondre aux questions des établissements de crédit et nécessitant un renforcement des contrôles opérés. .

## DEPENSES D'INTERVENTION

Les crédits ouverts en LFI 2024 pour le paiement des primes d'épargne-logement stricto sensu s'élèvent à 69,8 M€ et représentent la quasi-totalité des dépenses du programme (environ 98 %). Le montant exécuté en 2024 est de 105 M€.

Par rapport à 2023 (72 M€ d'avances versées), le montant 2024 d'avances au titre des primes d'épargne-logement versées à la SGFGAS (105 M€) a nettement augmenté (+45 %).

Dans la continuité de hausse des primes payées mensuellement constatée en 2023 (6,2 M€ par mois), l'année 2024 a connu une amplification des niveaux mensuels payés, avec une moyenne établie à 7,8 M€ par mois. Au global, les paiements de primes pour 2024 s'élèvent à près de 95 M€ (contre 75 M€ en 2023). Cette dynamique haussière peut trouver des éléments de réponse à travers plusieurs facteurs, pris ensemble ou isolément selon la situation du ménage et la génération de PEL.

Même si l'essentiel des primes accordées porte sur des PEL de générations antérieures à 2002 (pour lesquelles la seule clôture du PEL ouvre sans conditions la perception de la prime), l'évolution des taux de marché comparativement aux taux d'intérêt générationnels de certains prêts d'épargne-logement a sans aucun doute eu une influence directe sur le comportement des ménages, comme en témoigne la hausse significative du nombre de primes versées en 2024 suite à la réalisation d'un prêt d'épargne-logement (près de 36 000 primes PEL / CEL versées à ce titre en 2024 contre environ 14 000 en 2023). Le corollaire de ce constat est celui d'une augmentation du flux constaté de prêts d'épargne-logement nouveaux versés. Dans le même ordre d'idée, alors que dans une période récente le nombre de prêts d'épargne-logement accordés supérieurs à 50 k€ était nul, près de 4 100 primes ont été payées suite à la réalisation d'un prêt supérieur à 50 k€ (un millier de prêts d'au minimum ce montant avait été octroyé en 2023). Ce constat peut s'interpréter comme un retour vers une utilisation de ce produit d'épargne conformément à sa vocation historique alors que depuis quelques années, dans un contexte de taux bas, les prêts PEL étaient peu compétitifs par rapport au taux des crédits immobiliers bancaires expliquant le désintérêt des épargnants pour les prêts d'épargne-logement au profit d'autres types de prêts. Par ailleurs, bien qu'elle soit difficilement appréhendable, la proximité de la durée de vie maximale des générations de PEL les plus récentes (les PEL ouverts entre le 1<sup>er</sup> mars 2011 et le 31 décembre 2017 ont une durée de détention limitée à 15 ans) peut conduire certains ménages à anticiper la clôture de leur PEL.

Avec un encours global d'épargne-logement de 264 Md€, 2024 confirme la baisse constatée depuis 2022 sur cet encours. Dans le détail des deux produits, les variations dégagées s'exercent toutefois de manière différenciée :

- pour les CEL : une hausse continue de l'encours depuis plusieurs années (32 Md€ en 2021 et 36 Md€ en 2024) ;
- pour les PEL : une baisse régulière de l'encours sur la même période (296 Md€ en 2021 et 228 Md€ en 2024).

**ACTION****02 – Instruments de financement du logement**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| 02 – Instruments de financement du logement                                 |                            | 300 000<br>142 089 | 300 000<br>142 089 |                     | 300 000<br>108 544 | 300 000<br>108 544 |

L'action 02 retrace l'intervention de l'État concernant des prêts conventionnés contrôlés par la SGFGAS et concourant à l'amélioration de l'accès à la propriété des ménages.

Cette action finance les frais de gestion et de contrôle engagés par la SGFGAS au titre des prêts conventionnés qui font l'objet d'une garantie de l'État (rattachée au programme 114 « Appels en garantie de l'État ») et les commissions de gestion rémunérant, dans le cadre d'un marché public, la prestation de la SGFGAS chargée de verser les primes d'épargne-logement.

L'exécution 2024 se traduit par une dépense globale de 0,1 M€ en CP.

**ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                | Crédits de paiement           |                |
|---|-------------------------------|----------------|-------------------------------|----------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation    | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation    |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 300 000                       | 142 089        | 300 000                       | 108 544        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 300 000                       | 142 089        | 300 000                       | 108 544        |
| <b>Total</b>  | <b>300 000</b>                | <b>142 089</b> | <b>300 000</b>                | <b>108 544</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les dépenses du titre 3 regroupent :

- le remboursement des frais de gestion à la SGFGAS pour le contrôle des prêts conventionnés ;
- les commissions de gestion dues à la SGFGAS dans le cadre du marché qui lui a été attribué pour la gestion des primes d'épargne-logement.

La dépense imputée sur cette action en 2024 correspond aux frais de gestion de la SGFGAS relatifs aux contrôles des prêts conventionnés (48,7 k€ en CP) et aux commissions de gestion versées (59,8 k€ en CP) à la SGFGAS dans le cadre de sa prestation liée à la gestion des primes d'épargne-logement. Dans les deux cas elle concerne les frais du dernier trimestre de l'année 2023 ainsi que ceux des trois premiers trimestres 2024.



**PROGRAMME 355**  
**Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État**  
**(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)

La réforme du système ferroviaire actée en 2018 s'était accompagnée de la décision de l'État de reprendre 35 milliards d'euros de dette de SNCF Réseau (sur un total de 48,2 milliards d'euros à fin 2018 en valeur de remboursement), dont 25 milliards d'euros en 2020 et 10 milliards d'euros en 2022. Cette décision a été mise en œuvre en loi de finances initiale pour 2020 et en loi de finances initiale pour 2022. Cet engagement sans précédent de l'État répond à celui de la SNCF de mener une profonde transformation qui devra permettre de retrouver l'équilibre dans les années à venir. Elle inclut également le renforcement de la règle d'or, visant à s'assurer qu'à l'avenir la trajectoire d'endettement de la SNCF au titre du développement du réseau restera maîtrisée.

Les crédits du programme correspondent aux charges d'intérêt résultant de la reprise de dette. Le programme permet ainsi de suivre la charge induite par cette dette sur le budget de l'État. Pour mémoire, les remboursements d'échéances en principal constituent des opérations de trésorerie et ne donnent pas lieu à consommation de crédits budgétaires ; les montants correspondants sont néanmoins présentés dans ce présent document afin de disposer d'une vision complète du besoin de financement induit pour l'État par la reprise de cette dette.

Le responsable du programme est le directeur général du Trésor, auquel est rattachée l'Agence France Trésor (AFT), service à compétence nationale chargé de la gestion des emprunts et de la trésorerie de l'État. L'AFT assure la mise en paiement des échéances de la dette reprise de SNCF Réseau. Les crédits de ce programme sont évaluatifs, comme pour la charge sur la dette d'État, car une partie des emprunts est à taux variables ou indexée sur l'inflation. La charge budgétaire sur ces emprunts dépend de l'évolution des taux d'intérêt ou de l'inflation, qui ne sont pas sous le contrôle de l'administration.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 4                                 | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|--|---|
|   | Charges de la dette de<br>l'État        |  |   |
|   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 |  |   |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État | 807 000 000<br>817 130 418              | <b>807 000 000</b><br><b>817 130 418</b> | 807 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                        | <b>807 000 000</b>                      | <b>807 000 000</b>                       | <b>807 000 000</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                   |   |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                  | +9 000 000                              | +9 000 000                               |   |
| Total des AE ouvertes                                     | 816 000 000                             | 816 000 000                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                            | <b>817 130 418</b>                      | <b>817 130 418</b>                       |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 4                                 | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|--|---|
|   | Charges de la dette de<br>l'État        |  |   |
|   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 |  |   |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État | 807 000 000<br>817 130 418              | <b>807 000 000</b><br><b>817 130 418</b> | 807 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                         | <b>807 000 000</b>                      | <b>807 000 000</b>                       | <b>807 000 000</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                   |   |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                  | +9 000 000                              | +9 000 000                               |   |
| Total des CP ouverts                                      | 816 000 000                             | 816 000 000                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                             | <b>817 130 418</b>                      | <b>817 130 418</b>                       |   |

## 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

## 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 4<br>Charges de la dette de<br>l'État |                    | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|--------------------|---|--------------------------|
|   | Prévision LFI 2023                          | Consommation 2023  |   |                          |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État | 900 000 000                                 | 905 411 106        | 900 000 000                               | 900 000 000              |
|   |   |                    |   | 905 411 106              |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                        | <b>900 000 000</b>                          |                    | <b>900 000 000</b>                        | <b>900 000 000</b>       |
| <b>Total des AE consommées</b>                            |   | <b>905 411 106</b> |   | <b>905 411 106</b>       |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action       | Titre 4<br>Charges de la dette de<br>l'État |                    | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|--------------------|---|--------------------------|
|   | Prévision LFI 2023                          | Consommation 2023  |   |                          |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État | 900 000 000                                 | 905 411 106        | 900 000 000                               | 900 000 000              |
|   |   |                    |   | 905 411 106              |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                         | <b>900 000 000</b>                          |                    | <b>900 000 000</b>                        | <b>900 000 000</b>       |
| <b>Total des CP consommés</b>                             |   | <b>905 411 106</b> |   | <b>905 411 106</b>       |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie                      | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2024 |
| Titre 4 – Charges de la dette de l'État | 905 411 106                | 807 000 000         | 817 130 418            | 905 411 106           | 807 000 000        | 817 130 418           |
| Charges financières diverses            | 905 411 106                | 807 000 000         | 817 130 418            | 905 411 106           | 807 000 000        | 817 130 418           |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>            |                            | <b>807 000 000</b>  |                        |                       | <b>807 000 000</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 |                            | +9 000 000          |                        |                       | +9 000 000         |                       |
| <b>Total*</b>                           | <b>905 411 106</b>         | <b>816 000 000</b>  | <b>817 130 418</b>     | <b>905 411 106</b>    | <b>816 000 000</b> | <b>817 130 418</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 07/12/2024        |                            | 9 000 000        |                     | 9 000 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>9 000 000</b> |                     | <b>9 000 000</b> |                            |               |                     |               |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>9 000 000</b> |                     | <b>9 000 000</b> |                            |               |                     |               |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau<br>reprise par l'État  |                                       | 807 000 000<br>817 130 418 | 807 000 000<br>817 130 418 |                                       | 807 000 000<br>817 130 418 | 807 000 000<br>817 130 418 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>807 000 000</b>         | <b>807 000 000</b>         | <b>0</b>                              | <b>807 000 000</b>         | <b>807 000 000</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +9 000 000                 | +9 000 000                 |                                       | +9 000 000                 | +9 000 000                 |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 816 000 000                | 816 000 000                | 0                                     | 816 000 000                | 816 000 000                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>817 130 418</b>         | <b>817 130 418</b>         | <b>0</b>                              | <b>817 130 418</b>         | <b>817 130 418</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | -1 130 418                 | -1 130 418                 |                                       | -1 130 418                 | -1 130 418                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Le programme 355 « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » fonctionne en miroir avec la première section du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État ». Les dépenses du programme 355 constituent une recette pour la première section du compte de commerce dont elles contribuent à l'équilibre, au côté des crédits du programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » également versés à ce compte de commerce.

Les crédits portés par ce programme visent à enregistrer la charge de la dette de SNCF Réseau, correspondant aux intérêts sur la dette reprise par l'État, selon le même échéancier de paiement. À cet effet, les engagements contractés par l'État envers SNCF Réseau reproduisent les caractéristiques des engagements de SNCF Réseau vis-à-vis de ses créanciers, au moment de la reprise de dette, avec une proportion identique en principal de chacun des emprunts de SNCF Réseau, de sorte que le total de dette représente 35 milliards d'euros de principal à l'issue des deux reprises (25 milliards de principal en 2020 et 10 milliards de principal en 2022).

À des fins de simplification, les emprunts en devises de SNCF Réseau et leurs couvertures contre le risque de change, au moyen de contrats à terme d'échange de devises contre euros, sont synthétisés en engagements en euros. Les flux de paiement sur ces derniers sont identiques aux flux de paiement nets résultant de la somme des emprunts en devises et de leur couverture.

Les crédits exécutés sont un peu supérieurs aux crédits évaluatifs ouverts en loi de finances en raison de prêts à taux variables dans la dette SNCF Réseau reprise par l'État. Les crédits du programme étant évaluatifs et non limitatifs, ce dépassement n'a pas empêché l'engagement des dépenses dues. En tout état de cause, l'écart sur ces crédits évaluatifs est très faible.

**PASSAGE DU PLF A LA LFI**

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 807 000 000        | 807 000 000        | 0                   | 807 000 000        | 807 000 000        |
| Amendements | 0                          | 0                  | 0                  | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>807 000 000</b> | <b>807 000 000</b> | <b>0</b>            | <b>807 000 000</b> | <b>807 000 000</b> |

### Dépenses pluriannuelles

#### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024  | CP 2024   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>816 000 000</b>                            | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>816 000 000</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>817 130 418</b>                              | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>817 130 418</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>817 130 418</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                  |

#### RESTES A PAYER

|  |  |   |  |   |
|--|--|---|--|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                 |  |   |  |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                                    |  |   |  |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>0</b> | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>817 130 418</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>-817 130 418</b> |   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>817 130 418</b>  | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                  | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>817 130 418</b>    |   |
|  |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>0</b>            |   |
|  |  |   |  | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |  |   |  | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| 01 – Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État                   |                            | 807 000 000   | <b>807 000 000</b> |                     | 807 000 000   | <b>807 000 000</b> |
|   |                            | 817 130 418   | <b>817 130 418</b> |                     | 817 130 418   | <b>817 130 418</b> |

#### ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                      | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 4 : Charges de la dette de l'État | 807 000 000                   | 817 130 418        | 807 000 000                   | 817 130 418        |
| Charges financières diverses            | 807 000 000                   | 817 130 418        | 807 000 000                   | 817 130 418        |
| <b>Total</b>                            | <b>807 000 000</b>            | <b>817 130 418</b> | <b>807 000 000</b>            | <b>817 130 418</b> |

Le taux d'intérêt moyen de la dette de la SNCF arrivée à échéance en 2024 a été de 4,47 % pour les emprunts à taux fixe.

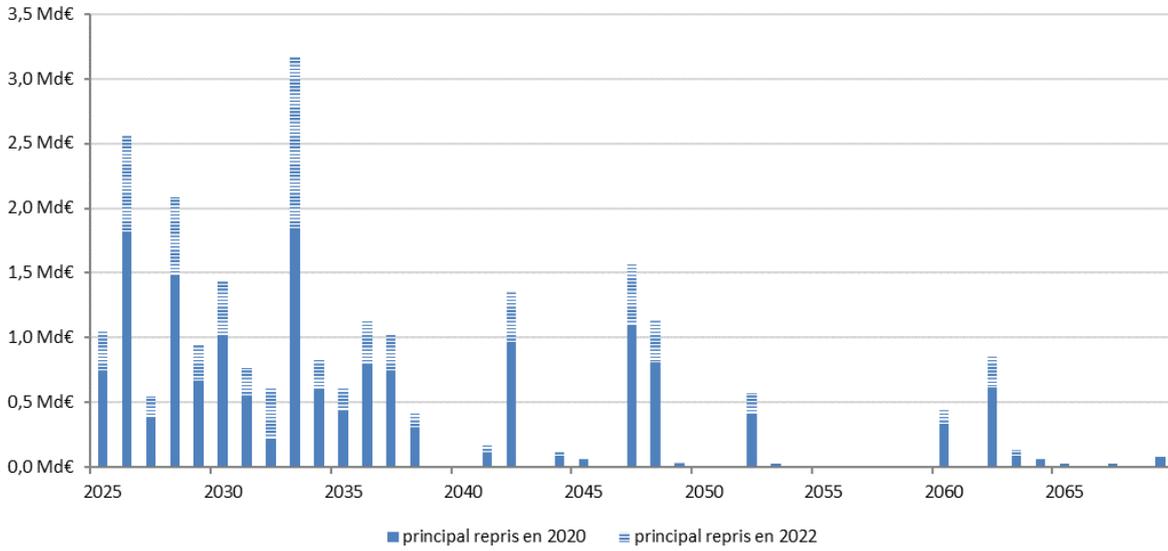
Le coût total pour l'État lié à la reprise de la dette SNCF s'est élevé en 2024 à environ 3,5 Md€, dont 0,8 Md€ de charge d'intérêts et 2,7 Md€ de remboursement de principal.

La structure à fin 2024 des engagements est présentée ci-après, par type d'emprunt (tableau) et par année d'amortissement du principal (graphique).

#### Ventilation par catégorie d'emprunts de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État en 2024 (situation à fin 2024)

|                                  | en Md€ | en %   |
|----------------------------------|--------|--------|
| Emprunts à taux fixes            | 22,9   | 94,4 % |
| Emprunts à taux variables        | 0,7    | 3,1 %  |
| Emprunts indexés sur l'inflation | 0,6    | 2,5 %  |
| Total                            | 24,2   |        |

**Ventilation par année d'échéance du principal de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État**



Source : AFT - dette de SNCF Réseau reprise par l'État

PROGRAMME 336  
**Dotation du Mécanisme européen de stabilité**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 336 : Dotation du Mécanisme européen de stabilité

Ce programme, créé par la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, constitue le support de la contribution française au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES), organisation internationale qui a son siège à Luxembourg.

### CONTEXTE DE LA MISE EN PLACE DU MES

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF), régi par un accord-cadre signé le 7 juin 2010 par les États membres de la zone euro (modifié par un avenant à l'accord-cadre en date du 18 octobre 2011), a été mobilisé dans le cadre de trois programmes d'assistance financière, au bénéfice de trois pays :

- L'Irlande depuis novembre 2010 (17,7 Md€) ;
- Le Portugal depuis mai 2011 (26 Md€) ;
- La Grèce depuis mars 2012 (130,9 Md€).

Le FESF a été créé en tant qu'institution temporaire. Le Conseil européen des 16 et 17 décembre 2010 a acté l'instauration d'un mécanisme permanent : le Mécanisme européen de stabilité (MES). Le traité instituant le MES est entré en vigueur le 27 septembre 2012 et le MES a été inauguré officiellement le 8 octobre 2012.

Le MES a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir un soutien à la stabilité de ses membres qui connaissent, ou risquent de connaître, de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble ou de ses États membres.

L'assistance financière apportée par le MES fait l'objet d'un protocole d'accord entre le MES et l'État membre concerné. Ce protocole d'accord peut être actualisé au vu de l'évolution de la situation macroéconomique, financière et budgétaire.

Les interventions du MES sont subordonnées à une stricte conditionnalité, adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi. La Commission européenne – avec la Banque centrale européenne (BCE) et, lorsque cela est possible, conjointement avec le Fonds monétaire international (FMI) – est chargée de veiller au respect de cette conditionnalité, au travers des revues (généralement trimestrielles) des programmes d'assistance financière. Ces revues déterminent le déboursement des tranches successives de l'assistance financière. Les interventions du MES ayant déjà eu lieu sont détaillées ci-après.

### CAPITAL ET CAPACITÉ D'INTERVENTION

Le MES repose sur un capital souscrit par les États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro, selon une clé de contribution fixée à l'annexe I du traité instituant le MES. Pour la France, cette clé est légèrement supérieure à 20 % et diminuera marginalement lors du paiement complémentaire de la souscription au capital du MES par la Lettonie (1<sup>er</sup> janvier 2026) puis la Lituanie (1<sup>er</sup> janvier 2027) qui bénéficient, comme prévu par le Traité instituant le MES, d'une période temporaire de correction pour douze ans à compter de leur adhésion au MES. En cas d'adhésion de la Bulgarie à la zone euro et par la même occasion au Mécanisme européen de stabilité (date cible à fin 2024 : 1<sup>er</sup> janvier 2026), la part de la France au capital du MES sera là-aussi conduite à diminuer, par effet de hausse du capital total du MES au dénominateur. Le capital autorisé du MES s'élève actuellement à 704,8 Md€,

et se compose de parts libérées (80,5 Md€) et de parts appelables (624,3 Md€). La souscription de la France au capital autorisé est ainsi de 142,3 Md€, dont 16,3 Md€ de parts libérées.

Le MES dispose d'une capacité d'engagement de 500 Md€, dont 77,9 Md€ déjà utilisés en tenant compte des remboursements ayant eu lieu sur l'ensemble de l'année 2024.

Les instruments d'assistance du MES disponibles sont :

- une assistance financière à titre de précaution, pouvant prendre la forme d'une ligne de crédit de précaution assortie de conditions (« Precautionary Conditioned Credit Line », PCCL) ou de conditions renforcées (« Enhanced Conditions Credit Line », ECCL) ;
- une assistance financière pour la recapitalisation d'institutions financières, sous forme de prêts à un État membre du MES, dans le but spécifique de recapitaliser des institutions financières de cet État membre ;
- des prêts octroyés dans le cadre d'une procédure de soutien à la stabilité, assortis de conditions définies dans un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*, MoU) ;
- un soutien sur le marché primaire, via des achats sur ce marché de titres émis par un État membre du MES, en vue d'optimiser le rapport coût-efficacité de l'assistance financière ;
- un soutien sur le marché secondaire, via des achats sur ce marché de titres de dette d'un État membre du MES, sur la base d'une analyse de la BCE reconnaissant l'existence de circonstances exceptionnelles sur les marchés financiers et de risques pour la stabilité financière ;
- un instrument de recapitalisation directe d'institutions financières qui vise à mettre un terme au cercle vicieux entre risques bancaires et souverains, en permettant une recapitalisation directe d'un bilan bancaire si le secteur privé ne parvenait pas à y parvenir et si sa prise en charge par l'État membre concerné constituait un risque pour la stabilité de ses finances publiques.

## RÉVISION DU TRAITÉ INSTAURANT LE MES

L'accord intergouvernemental signé les 27 janvier et 8 février 2021 acte principalement l'engagement de deux réformes :

- le renforcement de l'efficacité des lignes de crédit du MES à destination des États membres : une ligne de crédit plus souple et attractive, sans *Memorandum of Understanding* (MoU), est mise en place pour les États aux fondamentaux économiques solides. Pour les États qui ne répondent pas aux critères, l'accès à la ligne de précaution du MES est inchangé, restant conditionné à un MoU ;
- la création du filet de sécurité au Fonds de résolution unique (dit « *common backstop* ») : ce nouvel instrument de gestion de crise doit permettre au MES de prêter jusqu'à 68 Md€ au Conseil de résolution unique (CRU), l'agence européenne en charge de la résolution des établissements bancaires défaillants. Cet instrument a pour objectif d'augmenter la capacité financière du CRU et ainsi d'augmenter la résilience et la crédibilité du cadre de résolution bancaire. Le filet de sécurité au Fonds de résolution unique a été conçu pour être neutre budgétairement à moyen terme. Par ailleurs, cet instrument vient en remplacement de l'instrument de recapitalisation directe des banques.

Le traité ainsi révisé est soumis aux procédures nationales de ratification, qui ont été finalisées dans 19 des 20 États membres (à l'exception de l'Italie).

## VERSEMENT PAR LA FRANCE DE SA SOUSCRIPTION AU CAPITAL APPELÉ DU MES

La souscription de la France aux parts libérées du capital autorisé du MES, d'un montant total de 16,3 Md€, a été versée en cinq tranches de 3,3 Md€ chacune. Les deux premières tranches ont été versées le 11 octobre 2012, la troisième tranche le 29 avril 2013, la quatrième le 31 octobre 2013 et la cinquième le 29 avril 2014. Le capital libéré versé par la France a également varié de manière marginale à la suite de la fin de la période de transition de certains États membres fondateurs du MES qui avaient bénéficié, en raison de critères économiques, d'une correction temporaire de leur contribution au capital du MES durant douze ans à compter de la date d'adoption de l'euro. Afin de doter rapidement le MES de l'ensemble de son capital, les autres États membres (dont la France) ont alors contribué temporairement davantage au capital du MES. Le remboursement des avances a été effectué à la fin des

périodes de transition, soit en janvier 2019 pour la Slovénie (avec un versement reçu par la France de 7,2 M€), en janvier 2020 pour Malte (versement reçu de 2,9 M€), en janvier 2021 pour la Slovaquie (versement reçu de 27,6 M€) et en janvier 2023 pour l'Estonie (versement reçu de 11,4 M€).

Les périodes de transition accordées à la Lettonie (2014-2026), à la Lituanie (2015-2027) et à la Croatie (2023-2035) n'ont pas donné lieu à de telles avances en capital de la part des autres États membres. Elles donneront toutefois lieu à une diminution marginale de la clef de contribution au capital des autres États membres par simple effet de hausse du capital total du MES au dénominateur.

#### AUTRES VERSEMENTS PAR LA FRANCE

En 2017, la dérogation permettant au MES de ne pas payer les intérêts négatifs sur les facilités de dépôt placées auprès de l'Eurosystème a été levée. Le MES a donc commencé à verser des intérêts sur ses dépôts placés auprès de l'Eurosystème.

Au cours de l'année 2017, le MES a transféré 31 Md€ de dépôts de la Bundesbank à la Banque de France. Afin d'assurer la neutralité de ce placement sur le capital du MES, dont la préservation est essentielle pour la stabilité financière de la zone euro, le Gouvernement français s'est engagé à procéder à la rétrocession au MES des intérêts perçus par la Banque de France tant que ceux-ci resteraient négatifs et sous réserve que d'autres États membres prennent un engagement similaire. Le processus de remboursement a été prolongé à la suite de l'ouverture d'un compte du MES auprès de l'Italie, en novembre 2019, puis des Pays-Bas, en février 2020, qui ont pris un engagement similaire à celui pris par la France et l'Allemagne.

Les intérêts rétrocédés par la France au MES se sont ainsi établis à 86,71 M€ au titre de l'exercice financier 2017, à 102,5 M€ au titre de l'exercice 2018, à 98 M€ au titre de l'exercice 2019 et à 62,4 M€ au titre de l'exercice 2020. À noter que de telles rétrocessions n'ont pas le caractère d'une dotation en capital accroissant la quote-part de la France au MES. Aucune rétrocession n'est intervenue au titre de l'exercice financier 2021 (54,3 M€ notifiés par le MES en 2022), en raison de l'application de la clause de réciprocité à la suite de la non-rétrocession par l'Allemagne.

Durant l'année 2022, le resserrement de la politique monétaire de la BCE s'est notamment traduit par la remontée des taux directeurs – en particulier le taux de facilité de dépôt, ramené à zéro à compter du 27 juillet 2022 puis strictement positif à compter du 14 septembre 2022. Il en est résulté une diminution des intérêts négatifs versés par le MES : ainsi, 31,7 M€ ont été versés par ce dernier à la Banque de France sur les 9 premiers mois de l'année. La procédure de rétrocession continuait par ailleurs d'être appréciée au regard des conditions de réciprocité prévues vis-à-vis de l'Allemagne.

À compter de 2023, le principe de rétrocession n'avait plus de raison d'être compte tenu de l'évolution du taux de facilité de dépôt, devenu durablement positif. Ainsi, aucune prévision de dépense n'a été retenue sur le programme 336 pour 2024 (au titre de l'exercice financier 2023) et les années suivantes.

#### INTERVENTIONS DU MES

Le MES demeure engagé dans le financement de trois programmes d'assistance financière, au bénéfice de l'Espagne (programme terminé en 2013 ; montant de 41,3 Md€ déboursé, dont 11,7 Md€ d'encours à fin 2024), de Chypre (programme terminé en 2016 ; montant de 6,3 Md€ déboursé) et de la Grèce (programme terminé en 2018 ; montant de 61,9 Md€ déboursé, dont 59,8 Md€ d'encours à fin 2024).

L'encours de prêt total du MES au 31 décembre 2024 est de 77,9 Md€.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|----------|---|
|   |   |          |   |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité    |   | 0        | 0   |
|   |   | 0        |   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  |   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            |   |          |   |
| Total des AE ouvertes                               |   | 0        |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                      |   | <b>0</b> |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|----------|---|
|   |   |          |   |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité    |   | 0        | 0   |
|   |   | 0        |   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   |   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            |   |          |   |
| Total des CP ouverts                                |   | 0        |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                       |   | <b>0</b> |   |

### 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6<br>Dépenses d'intervention      | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|--------------------------|
|   |   |   |                          |
|   | Prévision LFI 2023<br>Consommation 2023 |   |                          |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité    | 50 000 000                              | 50 000 000                                | 50 000 000               |
|   |   |   | 0                        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                  | <b>50 000 000</b>                       | <b>50 000 000</b>                         | <b>50 000 000</b>        |
| <b>Total des AE consommées</b>                      | <b>0</b>                                |   | <b>0</b>                 |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|------------------------------------|---|--------------------------|
|   |                                    |   |                          |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité    | 50 000 000                         | 50 000 000                                | 50 000 000<br>0          |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>50 000 000</b>                  | <b>50 000 000</b>                         | <b>50 000 000</b>        |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>0</b>                           |   | <b>0</b>                 |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie           | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|------------------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|                              | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2024 |
| <b>Total hors FdC et AdP</b> |                            | 0                   |                        |                       | 0                  |                       |
| <b>Total*</b>                | 0                          | 0                   | 0                      | 0                     | 0                  | 0                     |

\* y.c. FdC et AdP



## Dépenses pluriannuelles

### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024   | CP 2024   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>0</b>   | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>0</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>   | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>0</b>  |
| AE affectées non engagées<br>au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en<br>2024 sur engagements<br>antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées non engagées<br>au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés<br>en 2024 sur<br>engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                        |

### RESTES A PAYER

|  |  |   |  |   |  |
|--|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2023 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>1</b> |  |   |  |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                       |  |   |  |   |  |
|  | <b>Engagements ≤ 2023 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2023 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>1</b></b> | - | CP consommés en 2024<br>sur engagements<br>antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2023 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>1</b>  |
|  | AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>  | - | CP consommés en 2024<br>sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                           | = | Engagements 2024 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>  |
|  |  |   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2024<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>1</b></b>  |
|  |  |   |  |   | Estimation des CP 2025<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>  |
|  |  |   |  |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2025<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>1</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

*Justification par action***ACTION****01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |        | Crédits de paiement |               |        |
|---|----------------------------|---------------|--------|---------------------|---------------|--------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total  | Titre 2             | Autres titres | Total  |
| 01 – Dotation du Mécanisme européen de stabilité                            |                            |               | 0<br>0 |                     |               | 0<br>0 |

## ÉLEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|--------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|                    | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |

Aucune dépense n'est intervenue en 2024.



PROGRAMME 338  
**Augmentation de capital de la Banque européenne  
d'investissement**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Bertrand DUMONT

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 338 : Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement

Le programme 338 a été créé en loi de finances pour 2013 pour porter la participation de la France à l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) décidée lors du conseil d'administration du 24 juillet 2012. Cette augmentation a alors porté le capital souscrit de la BEI de 232,39 Md€ à 242,39 Md€. Elle a été entièrement libérée et ne comportait pas de capital appelable en cas de modification adverse des ratios de la BEI. De ce fait, la part du capital versé a été portée de 5 % à 8,919 % du capital souscrit.

Depuis l'année 2020, marquée d'une part par la sortie du Royaume-Uni de l'actionnariat de la BEI, conséquence de sa sortie de l'Union européenne conformément aux statuts de la Banque, et d'autre part par la montée au capital asymétrique de la Pologne et de la Roumanie, le capital appelé de la France est de 4,2 Md€ et son capital appelable de 42,6 Md€ (soit un montant total de capital souscrit de 46,8 Md€). Le capital souscrit de la BEI ayant été porté à 248,8 Md€, la quote-part de la France au capital souscrit s'établit à 18,78 %. La hausse de capital appelable de la France n'a pas nécessité l'ouverture de crédits au titre du programme 338. Cette opération n'a donc entraîné aucun versement et n'a pas eu de conséquences sur le déficit ni sur la dette maastrichtiens.

En 2024, aucune dépense n'est intervenue sur le programme 338.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|----------|---|
|   |   |          |   |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement |   | 0<br>0   | 0   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                    |   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                               |   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                              |   |          |   |
| Total des AE ouvertes   |   | 0        |   |
| <b>Total des AE consommées</b>  |   | <b>0</b> |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                   | Prévision LFI 2024<br>Consommation 2024 | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|---|----------|---|
|   |   |          |   |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement |   | 0<br>0   | 0   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                     |   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                               |   |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                              |   |          |   |
| Total des CP ouverts  |   | 0        |   |
| <b>Total des CP consommés</b>   |   | <b>0</b> |   |

### 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                   | Prévision LFI 2023<br>Consommation 2023 | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|--------------------------|
|   |   |   |                          |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement |   | 0   | 0<br>0                   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                                    |   | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des AE consommées</b>  |   |   | <b>0</b>                 |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                   | Prévision LFI 2023<br>Consommation 2023 | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|--------------------------|
|   |   |   |                          |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement |   | 0   | 0                        |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                                     |   | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des CP consommés</b>   |   |   | <b>0</b>                 |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie           | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|------------------------------|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|                              | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2024 |
| <b>Total hors FdC et AdP</b> |                            | 0                   |                        |                       | 0                  |                       |
| <b>Total*</b>                | 0                          | 0                   | 0                      | 0                     | 0                  | 0                     |

\* y.c. FdC et AdP



### Dépenses pluriannuelles

#### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024  | CP 2024   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>0</b>                                      | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>0</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>  | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>0</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                        |

#### RESTES A PAYER

|  |   |  |   |   |   |
|--|---|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>0</b>                 |   |  |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                                    |   |  |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>0</b> | – | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b> |   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>  | – | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                        | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>   |   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>0</b> |   |
|  |   |  |   |   | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>0</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

*Justification par action***ACTION****01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |        | Crédits de paiement |               |        |
|---|----------------------------|---------------|--------|---------------------|---------------|--------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total  | Titre 2             | Autres titres | Total  |
| 01 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement       |                            |               | 0<br>0 |                     |               | 0<br>0 |

## ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|--------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|                    | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
|                    |                               |             |                               |             |

Aucune dépense n'est intervenue en 2024.



**PROGRAMME 344**  
**Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers**  
**structurés à risque**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Amélie VERDIER

*Directrice générale des finances publiques*

Responsable du programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque

### La mise en œuvre du fonds et les évolutions de son cadre juridique, financier et opérationnel

Abondé initialement à hauteur de 1,5 Md€ en autorisations d'engagement dès 2015 pour la durée de vie du fonds et de 100 M€ en crédits de paiement par an pendant une durée maximale de 15 ans, le fonds de soutien créé par la loi de finances pour 2014 a vocation à apporter une aide financière aux organismes publics locaux ayant souscrit avant l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2014 des emprunts structurés et des instruments financiers à risque, en facilitant le remboursement de ces emprunts par anticipation ou en allégeant la charge d'intérêt qu'ils représentent.

Le fonds de soutien est devenu pleinement opérationnel fin novembre 2014 après validation le 13 novembre 2014 de la doctrine d'emploi du fonds par le Comité national d'orientation et de suivi (CNOS) et adoption de l'ensemble des textes réglementaires encadrant juridiquement les modalités d'intervention du fonds de soutien et d'attribution des aides (décret n° 2014-44 du 29 avril 2014 et son arrêté d'application du 4 novembre 2014, décret n° 2014-810 du 16 juillet 2014). Toutefois, la décision de la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 de laisser s'apprécier la devise helvétique par rapport à l'euro a rendu nécessaire un ajustement à la fois des moyens budgétaires du fonds de soutien et des conditions d'octroi des aides afin de prendre en charge la grande majorité, voire la totalité pour les situations les plus difficiles, des surcoûts d'indemnités de remboursement anticipé des emprunts à risque adossés à la parité euro-franc suisse.

C'est ainsi qu'au-delà du doublement des capacités d'intervention du fonds, portées à 3 Md€ par la loi de finances rectificative pour 2015, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires ont permis de sécuriser juridiquement les nouvelles modalités d'intervention du fonds de soutien suite à la réévaluation du franc suisse :

- la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, qui permet le rehaussement du taux maximal d'aide à 75 % du montant des indemnités de remboursement anticipé (IRA) ;
- le décret n° 2015-619 du 4 juin 2015, qui limite les possibilités de refinancements des emprunts à risque en subordonnant l'aide du fonds au choix d'un refinancement sous forme de prêt à taux fixe ou variable simple, qui instaure un nouveau barème de calcul des aides, et qui autorise au cas par cas une majoration du taux d'aide tel qu'il résulte de l'application du barème ;
- la nouvelle doctrine d'emploi du fonds adoptée le 2 avril 2015 ;
- l'arrêté du 22 juillet 2015, qui différencie les barèmes selon la nature juridique du bénéficiaire ;
- l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015, qui complète le cadre juridique, d'une part, en posant les conditions de renouvellement au-delà d'une durée initiale de trois ans du dispositif dérogatoire conformément aux décisions prises par le CNOS le 28 janvier et le 26 avril 2017<sup>1</sup>, d'autre part, en ouvrant la possibilité pour le service en charge de la gestion du fonds de soutien de verser en une seule fois des aides dites de petit montant, dans la limite des crédits disponibles.

L'instruction de l'ensemble des dossiers étant achevée, le fonds de soutien est entré en 2017 dans une nouvelle phase consistant à assurer la poursuite de l'activité du fonds jusqu'en 2028, date de fin du dispositif. La gestion du fonds de soutien, initialement confiée au service à compétence nationale de pilotage du dispositif des emprunts à risque (SPDSER)<sup>2</sup> a été transférée à la Direction générale des finances publiques (DGFIP), chargée d'assurer l'exécution des conventions d'aides signées entre l'État et les bénéficiaires (suivi des paiements des aides jusqu'en 2028 en lien avec l'Agence de services et de paiement, gestion des dossiers relevant du dispositif dérogatoire...).

Ce transfert a été juridiquement acté par une délégation de gestion signée le 13 novembre 2017 (publication au journal officiel du 18 novembre 2017) entre le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Action et des Comptes publics.

### **Constats et évolutions au 31 décembre 2024**

À la date butoir du 30 avril 2015, 676 collectivités ou établissements ont déposé un dossier de demande d'aide pour au moins un prêt structuré éligible à l'aide du fonds de soutien (sur un total évalué à 850 entités concernées par un remboursement d'emprunts à risque).

Outre les aides à la gestion, l'ensemble des dossiers éligibles représente un total de 1 164 prêts pour un encours global de 6,3 Md€, étant précisé que l'encours total des emprunts structurés potentiellement concernés par l'intervention du fonds au 31 décembre 2013 avait été évalué à un maximum de 8 Md€.

38 % des prêts déposés étaient des produits de pente, 25 % étaient indexés sur la parité euro/franc suisse et 12 % sur la parité dollar/franc suisse.

Parmi les dossiers éligibles, 115 entités n'ont pas bénéficié de l'aide du fonds de soutien au titre de 166 prêts (soit 14 % des prêts) : ces dernières ont refusé la proposition d'aide ou se sont vu opposer une décision de refus ou de forclusion par le service à compétence nationale de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque (SPDSER), pour un montant global de proposition d'aide de près de 125 M€.

Ainsi, 579 collectivités locales et autres entités distinctes ont été admises à bénéficier de l'aide du fonds de soutien au titre de 998 prêts (soit plus de 85 % des entités ayant déposé au moins un dossier).

Toutefois, certaines évolutions législatives et réglementaires ont fait évoluer le périmètre des bénéficiaires du fonds de soutien :

- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « Notré », a prévu le transfert des compétences eau et assainissement des communes aux communautés de communes : 7 prêts ont donc fait l'objet de scissions entre 10 collectivités ;

- l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 a exclu les prêts indexés sur la parité euro/franc suisse de la possibilité de bénéficier du renouvellement du dispositif de prise en charge des intérêts dégradés au-delà de la période initiale de trois ans : 5 collectivités ont donc refusé de refinancer 5 de leurs emprunts et ont perdu l'aide du fonds ;

- l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 a également offert aux collectivités la possibilité de proroger le bénéfice du dispositif de prise en charge des intérêts dégradés par période de trois ans jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du Fonds de soutien : 1 collectivité détenant 1 prêt n'a toutefois pas souhaité bénéficier du renouvellement et a perdu l'aide du fonds.

Ainsi, au 31 décembre 2024, le fonds de soutien assure la gestion de 999 prêts détenus par 578 collectivités et est engagé à hauteur d'un montant définitif d'aides notifiées de 2 510 M€ (hors aides à la gestion à hauteur de 0,097 M€) :

- 915 prêts détenus par 558 collectivités relèvent du dispositif d'aide au titre du remboursement anticipé pour un montant d'aide global définitif de 2 413,78 M€. A noter que parmi ces prêts bénéficiaires de ce régime d'aide :

- 11 prêts ont bénéficié en 2015 d'un versement d'aide en une seule fois à hauteur de 47,92 M€ ;

- 277 prêts ont été soldés à hauteur de 15,8 M€ entre octobre 2018 et octobre 2019 suite à la mise en œuvre de la première campagne de versements en une fois du solde des aides de « petits montants » ;

- 97 prêts ont été soldés à hauteur de 9,90 M€ entre février 2022 et juillet 2023 à l'issue de la seconde campagne d'aides de « petits montants ».

- 84 prêts détenus par 52 collectivités relèvent du dispositif de prise en charge des intérêts dégradés pour un montant d'aide plafond de 95,75 M€ (35 prêts ont bénéficié en 2024 d'une prise en charge de dégradation de taux à hauteur de 1 272 859,02 €).

- A noter que parmi les prêts relevant du dispositif d'aide dérogatoire, 13 prêts détenus par 13 collectivités ont été totalement remboursés.

Depuis l'ouverture du fonds, le montant d'aide global versé aux bénéficiaires s'élève à 1 711,18 M€ dont 47,95 M€ en 2015, 210,78 M€ en 2016, 174,25 M€ en 2017, 194,82 M€ en 2018, 182,24 M€ en 2019, 177,81 M€ en 2020, 179,17 M€ en 2021, 186,17 M€ en 2022, 179,59 M€ en 2023 et 178,40 M€ en 2024.

### **Impacts sur la gestion 2025 et orientations stratégiques pour 2026**

Les axes principaux de travail seront, pour les années à venir :

- la poursuite du versement des échéances dans le cadre du dispositif d'aide au titre du remboursement anticipé ;
- la surveillance des prêts demeurant dans le cadre du dispositif dérogatoire et susceptibles d'évoluer en remboursement anticipé.

1 Dispositif prévu à l'article 6 du décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 consistant en la prise en charge d'une partie des intérêts dus sur les échéances dégradées au-delà du taux de l'usure.

2 Créé par le décret 2014-810 du 16 juillet 2014.

#### RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

**OBJECTIF 1 : Assurer un versement efficient des aides aux collectivités territoriales, groupements, établissements publics locaux et services départementaux d'incendie et de secours dans le cadre de la sortie des emprunts à risque**

INDICATEUR 1.1 : Part (en nombre) des rejets de virement

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Assurer un versement efficient des aides aux collectivités territoriales, groupements, établissements publics locaux et services départementaux d'incendie et de secours dans le cadre de la sortie des emprunts à risque

### INDICATEUR

#### 1.1 – Part (en nombre) des rejets de virement

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Pourcentage des rejets de virement lors de la mise en paiement par l'Agence de Services et de Paiement de l'ensemble des aides | %     | 0                   | 0                   | 0             | 0                   | cible atteinte          | 0             |

#### Commentaires techniques

Source des données : Agence de services et de paiement (ASP).

Mode de calcul : rapport entre le nombre de rejets de virement constatés sur une année et le nombre annuel de virements effectués auprès des comptables publics des bénéficiaires.

La notion de rejet de virement fait référence à deux notions :

- soit un rejet du virement à l'initiative de la Banque de France lors du virement sur le compte du comptable public du bénéficiaire, au vu du fichier de virement initié par l'ASP et que celle-ci lui a adressé ;
- soit un rejet du virement à l'initiative du comptable dans l'impossibilité d'imputer le montant du virement sur le compte de la collectivité ou de toute autre entité bénéficiaire (notamment lorsque le comptable n'est plus le teneur de compte de la collectivité et que le bénéficiaire n'a pas communiqué à l'ASP ses nouvelles coordonnées bancaires).

#### ANALYSE DES RESULTATS

Comme attendu dans les prévisions et conformément à l'objectif fixé à l'Agence de services et de paiement, aucun rejet de virement n'a été enregistré au cours de la gestion 2024 pour les 567 virements effectués.

Cet indicateur permet ainsi d'attester de la qualité du service rendu aux entités bénéficiaires et de l'efficacité de la gestion.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total         | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|---------------|---|
|  |  |                                       |               |   |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque | 30 000                                   | -38 335                               | 0<br>-8 335   | 11 500 000                                |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>0</b>                                 | <b>0</b>                              | <b>0</b>      | <b>11 500 000</b>                         |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  | +13 000 000 (hors titre 2)               |                                       | +13 000 000   |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   | +461 250 (hors titre 2)                  |                                       | +461 250      |   |
| Total des AE ouvertes  | 13 461 250 (hors titre 2)                |                                       | 13 461 250    |   |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>30 000</b>                            | <b>-38 335</b>                        | <b>-8 335</b> |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                      | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|----------------------------|---|
|  |  |                                       |                            |   |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque | 90 000<br>38 335                         | 187 579 310<br>177 372 484            | 187 669 310<br>177 410 819 | 199 169 310                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>90 000</b>                            | <b>187 579 310</b>                    | <b>187 669 310</b>         | <b>199 169 310</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  | +13 000 000 (hors titre 2)               |                                       | +13 000 000                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   | -21 758 491 (hors titre 2)               |                                       | -21 758 491                |   |
| Total des CP ouverts   | 178 910 819 (hors titre 2)               |                                       | 178 910 819                |   |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>38 335</b>                            | <b>177 372 484</b>                    | <b>177 410 819</b>         |   |

### 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|--|--|---------------------------------------|---|--------------------------|
|  |  |                                       |   |                          |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque | 30 050                                   |                                       | 0   | 11 500 000<br>30 050     |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>0</b>                                 | <b>0</b>                              | <b>0</b>                                  | <b>11 500 000</b>        |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>30 050</b>                            | <b>0</b>                              |   | <b>30 050</b>            |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                                | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement       | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|--|--|---------------------------------------|---|----------------------------|
|  | <i>Prévision LFI 2023</i><br>Consommation 2023 |                                       |   |                            |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque | 90 000<br>37 942                               | 185 760 311<br>178 396 802            | 185 850 311                               | 197 350 311<br>178 434 745 |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>90 000</b>                                  | <b>185 760 311</b>                    | <b>185 850 311</b>                        | <b>197 350 311</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>37 942</b>                                  | <b>178 396 802</b>                    |   | <b>178 434 745</b>         |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2024 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 30 050                     | 0                   | 30 000                 | 37 942                | 90 000             | 38 335                |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 30 050                     | 0                   | 30 000                 | 37 942                | 90 000             | 38 335                |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 0                          | 0                   | -38 335                | 178 396 802           | 187 579 310        | 177 372 484           |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 0                          | 0                   | -38 335                | 178 396 802           | 0                  | 177 372 484           |
| Transferts aux autres collectivités                       | 0                          | 0                   | 0                      | 0                     | 187 579 310        | 0                     |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>0</b>            |                        |                       | <b>187 669 310</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +13 461 250         |                        |                       | -8 758 491         |                       |
| <b>Total*</b>   | <b>30 050</b>              | <b>13 461 250</b>   | <b>-8 335</b>          | <b>178 434 745</b>    | <b>178 910 819</b> | <b>177 410 819</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                             |                     | Crédits de paiement |                             |                    |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------|
|                            | Ouvertes<br>en 2023        | Prévues en LFI<br>pour 2024 | Ouvertes<br>en 2024 | Ouverts<br>en 2023  | Prévues en LFI<br>pour 2024 | Ouverts<br>en 2024 |
| Dépenses de personnel      |                            |                             |                     |                     |                             |                    |
| Autres natures de dépenses | 11 500 000                 | 11 500 000                  | 13 000 000          | 11 500 000          | 11 500 000                  | 13 000 000         |
| <b>Total</b>               | <b>11 500 000</b>          | <b>11 500 000</b>           | <b>13 000 000</b>   | <b>11 500 000</b>   | <b>11 500 000</b>           | <b>13 000 000</b>  |

## RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

## ARRETES DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/2024           |                            | 11 500 000        |                     | 11 500 000        |                            |               |                     |               |
| 12/2024           |                            | 1 500 000         |                     | 1 500 000         |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>13 000 000</b> |                     | <b>13 000 000</b> |                            |               |                     |               |

## ARRETES DE REPORT GENERAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 12/03/2024        |                            | 461 250        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>461 250</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

## LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |                   |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |                   |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres     |
| 07/12/2024        |                            |               |                     |               |                            |               |                     | 21 758 491        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            |               |                     | <b>21 758 491</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| Total général | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |                   |
|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|
|               | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |                   |
|               | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres     |
|               |                            | <b>13 461 250</b> |                     | <b>13 000 000</b> |                            |               |                     | <b>21 758 491</b> |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                 |                          | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres * | Total<br>y.c. FdC et AdP | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et<br>contrats financiers structurés à risque               |                                       | -8 335          | 11 500 000<br>-8 335     |                                       | 187 669 310<br>177 410 819 | 199 169 310<br>177 410 819 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>187 669 310</b>         | <b>187 669 310</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +13 461 250     | +13 461 250              |                                       | -8 758 491                 | -8 758 491                 |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 13 461 250      | 13 461 250               | 0                                     | 178 910 819                | 178 910 819                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>-8 335</b>   | <b>-8 335</b>            | <b>0</b>                              | <b>177 410 819</b>         | <b>177 410 819</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +13 469 585     | +13 469 585              |                                       | +1 500 000                 | +1 500 000                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Concernant les autorisations d'engagement (AE), le programme 344 a bénéficié au titre de la gestion 2024 d'un report d'AE à hauteur de 461 250 € ainsi que, comme chaque année, de l'ouverture de fonds de concours à hauteur de 11,5 M€ fléchés sur le versement des aides aux collectivités<sup>1</sup>.

La consommation d'AE intervenue au cours de la gestion 2024 s'est élevée à 30 000 € en octobre 2024 afin de couvrir l'engagement au titre de la reconduction annuelle de la convention signée avec la Banque de France pour la période 2024-2025.

Le montant des autorisations d'engagement non consommées au titre de la gestion 2024 s'élève donc à 431 250 €.

Le montant de 13 461 250 € indiqué ci-dessus dans le tableau synthétique au titre des crédits ouverts en autorisations d'engagement correspond :

- à l'ouverture des fonds de concours au titre de l'année 2024 pour un montant de 11 500 000 € ;
- au report des autorisations d'engagement à hauteur de 461 250 € (AE disponibles au 01/01/2024) ;
- au versement partiel des fonds de concours intervenu en décembre 2024 à hauteur de 1 500 000 €. Le paiement de cette contribution par Dexia concerne la gestion 2025 et fera l'objet d'un report en AE et en CP lors de l'ouverture de la gestion 2025.

Concernant les crédits de paiement (CP), un montant de 187,669 M€ a été ouvert au titre de la gestion 2024, auquel s'ajoutent les fonds de concours à hauteur de 11,5 M€.

À noter : 11,5 M€ d'AE initialement non affectées ont été techniquement désengagées en 2024 pour permettre l'engagement de ces AE « fléchées » fonds de concours. L'opération est donc neutre budgétairement sur le montant total des AE dont a bénéficié le programme.

## PASSAGE DU PLF A LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |               |          | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|---------------|----------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres | Total    | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 187 669 310        | 187 669 310        |
| Amendements | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 0                  | 0                  |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>187 669 310</b> | <b>187 669 310</b> |

Au-delà des crédits de paiement votés en loi de finances initiale pour 2024 à hauteur de 187,669 M€, rendus disponibles à hauteur de 177,411 M€ après prise en compte de la réserve de précaution de 11,237 M€, de 3 surgels pour un montant total de 10,522 M€ et de l'ouverture de fonds de concours à hauteur de 11,5 M€, le fonds de soutien a également bénéficié du report de crédits 2023 sur la gestion 2024 à hauteur de 461 250 M€ en autorisations d'engagement par arrêté du 12 mars 2024.

Les crédits de paiement restant disponibles ont permis d'honorer l'ensemble des aides dues aux collectivités locales, conformément aux échéanciers de paiement annexés aux conventions signées avec l'État.

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les modalités de versement des fonds de concours à hauteur de 11,5 M€ par an sur 15 ans sont organisées au travers de deux conventions signées en novembre 2014, d'une part, avec la Caisse française de financement local (CAFFIL, filiale de la Société de financement local) contributrice au fonds de soutien à hauteur de 10 M€ par an, et d'autre part, avec la banque Dexia Crédit Local, contributrice au fonds de soutien à hauteur de 1,5 M€ par an.

Les contributions respectives ont été versées le 6 février 2024 à hauteur de 10 M€ et le 25 janvier 2024 à hauteur de 1,5 M€.

Les fonds de concours ont été engagés et consommés en 2024 au titre des aides versées aux collectivités territoriales et établissements publics bénéficiaires.

*Remarque : un versement partiel des fonds de concours au titre de la gestion 2025 est intervenu en décembre 2024 à hauteur de 1 500 000 € (contribution par Dexia) et fera l'objet d'un report en AE et en CP lors de l'ouverture de la gestion 2025.*

## RESERVE DE PRECAUTION ET FONGIBILITE

|  | Autorisations d'engagement |                |                | Crédits de paiement |                   |                   |
|--|----------------------------|----------------|----------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres  | Total          | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 0              | 0              | 0                   | 11 236 750        | 11 236 750        |
| Surgels  | 0                          | 431 250        | 431 250        | 0                   | 10 521 741        | 10 521 741        |
| Dégels   | 0                          | 0              | 0              | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>431 250</b> | <b>431 250</b> | <b>0</b>            | <b>21 758 491</b> | <b>21 758 491</b> |

Outre la réserve de précaution d'un montant de 11,237 M€ en CP, le programme 344 a fait l'objet de gels de crédits au cours de l'année 2024 à hauteur respectivement de 3,371 M€ en début de gestion, 6,621 M€ en juillet et 0,529 M€ en novembre.

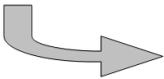
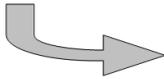
Suite à l'annulation en décembre 2024 des crédits mis en réserve, la réserve disponible en fin de gestion était donc nulle.

## Dépenses pluriannuelles

### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024   | CP 2024   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>13 461 250</b>  | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>178 910 819</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>-8 335</b>  | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>177 410 819</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en<br>2024 sur engagements<br>antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>177 410 819</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>13 469 585</b> | dont CP consommés<br>en 2024 sur<br>engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                  |

### RESTES A PAYER

|  |  |   |   |  |
|--|--|---|---|--|
| Engagements ≤ 2023 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>1 042 886 686</b> |  |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>                                   |  |   |   |  |
|                         | <b>Engagements ≤ 2023 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2023 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>1 042 886 686</b></b> | - | <b>CP consommés en 2024<br/>sur engagements<br/>antérieurs à 2024<br/>(P3 = P2 - P4)<br/><b>177 410 819</b></b> | =  |
|  | AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>-8 335</b>   | - | CP consommés en 2024<br>sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>  | =  |
|  |  |   |   | <b>Engagements ≤ 2023 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2024<br/>(R4 = R3 - P3)<br/><b>865 475 867</b></b>   |
|  |  |   |   | Engagements 2024 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>-8 335</b>   |
|  |  |   |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2024<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>865 467 532</b></b>  |
|  |  |   |   |   |
|  |  |   |   | Estimation des CP 2025<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>173 680 209</b>  |
|  |  |   |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2025<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>691 787 323</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Au global, ce sont 3 milliards d'euros d'engagements qui ont été ouverts sur le fonds de soutien, dont 50 M€ ouverts en loi de finances initiale 2014, 1,427 Md€ en loi de finances initiale pour 2015 et 1,5 milliard d'euros en loi de finances rectificative pour 2015, le reste provenant d'attributions de fonds de concours à hauteur 11,5 M€ par année depuis 2014 (soit au total 126,50 M€). Ces engagements sont suffisants pour couvrir, sur la durée de vie du fonds jusqu'en 2028, le versement de l'ensemble des aides notifiées.

Concernant le montant d'autorisations d'engagement engagées en 2015 et qui restent à couvrir par des crédits de paiements sur la durée du dispositif, soit 1 042,887 M€ à fin 2023, celui-ci se décompose comme suit :

- a) 1 042,857 M€ au titre de la convention signée entre le SPDSER et l'Agence de services et de paiement le 31 juillet 2015, laquelle a été modifiée par avenant à deux reprises ;
- b) 0,030 M€ par an au titre de la convention signée avec la Banque de France le 29 juin 2018 (reconduite tacitement d'année en année jusqu'en 2028).

Au cours de la gestion 2024, aucune autorisation d'engagement n'a été mouvementée :

Compte tenu de ces éléments, le montant des engagements antérieurs à 2023 non couverts par des paiements à fin 2023 reste donc de 1,043 Md€ fin 2024.

Concernant la consommation de crédits de paiement d'un montant global de 177,449 M€ en 2024, celle-ci intervient au titre de deux engagements juridiques distincts, tous deux rattachés à la gestion antérieure à 2024 :

- a) 177,411 M€ ont été consommés au titre de la convention signée avec l'Agence de services et de paiement le 31 juillet 2015 ;
- b) 30 000,00 € ont été consommés au titre de la reconduction de la convention signée avec la Banque de France pour la période 2023-2024 ;
- c) 8 335,38 € ont été consommés au titre de la convention signée avec l'Agence de services et de paiement pour l'année 2024.

Au total, le montant d'engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2024 s'élève à 865,43 M€. Ce reliquat permettra de couvrir les crédits de paiements nécessaires aux versements des aides au titre des années 2025 à 2028.

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |                      |                                    | Crédits de paiement |                            |  |
|--|----------------------------|----------------------|------------------------------------|---------------------|----------------------------|--|
|  | Titre 2                    | Autres titres        | Total                              | Titre 2             | Autres titres              | Total                                    |
| 01 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque |                            | 11 500 000<br>-8 335 | <b>11 500 000</b><br><b>-8 335</b> |                     | 199 169 310<br>177 410 819 | <b>199 169 310</b><br><b>177 410 819</b> |

Aucune autorisation d'engagement n'a été ouverte en loi de finances initiale pour 2024, l'intégralité des AE l'ayant été pour la durée du fonds de soutien en loi de finances initiale pour 2014 et loi de finances rectificative pour 2015. Les AE indiquées dans le tableau supra correspondent aux AE des fonds de concours.

Concernant les crédits de paiement, le fonds de soutien a bénéficié de l'ouverture de crédits à hauteur de 187,669 M€ en loi de finances initiale et de fonds de concours à hauteur de 11,5 M€, permettant ainsi de verser aux collectivités territoriales et établissements éligibles plus de 178 M€ au titre des aides du fonds de soutien.

### ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |               | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|---------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 30 000        | 90 000                        | 38 335             |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 30 000        | 90 000                        | 38 335             |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 11 500 000                    | -38 335       | 199 079 310                   | 177 372 484        |
| Transferts aux ménages                                    | 11 500 000                    |               | 11 500 000                    |                    |
| Transferts aux collectivités territoriales                |                               | -38 335       |                               | 177 372 484        |
| Transferts aux autres collectivités                       |                               |               | 187 579 310                   |                    |
| <b>Total</b>  | <b>11 500 000</b>             | <b>-8 335</b> | <b>199 169 310</b>            | <b>177 410 819</b> |

#### Au titre des dépenses de fonctionnement :

Pour la gestion 2024, le fonds de soutien disposait au titre des frais de fonctionnement d'un report d'AE de 461 250 €.

En matière d'autorisations d'engagements : une consommation d'AE à hauteur de 30 000 € est intervenue le 30 octobre 2024 au titre de la reconduction annuelle de la convention signée avec la Banque de France pour la période 2024-2025.

Compte tenu du niveau des engagements en 2024, le programme 344 pourra bénéficier d'un montant de report d'AE de 431 250 € nécessaires pour faire face en 2025 et les années suivantes aux besoins de fonctionnement du fonds de soutien.

En matière de crédits de paiement : la consommation de CP s'élève à 38 335,38 €, répartis comme suit :

- règlement des prestations réalisées par la Banque de France à hauteur de 30 000,00 € au titre de la période 2023-2024 ;
- règlement des frais de gestion de l'Agence de services et de paiement au titre de l'année 2024 à hauteur de 8 335,38 €.

Au titre des dépenses d'intervention :

En matière d'autorisations d'engagements : en fin de gestion 2024, le dernier surgel de crédits de paiement appliqué au programme 344 à hauteur de 529 275 € dans le cadre du projet de loi de finances de fin de gestion (PLFFG) pour 2024 a nécessité un prélèvement sur le solde de trésorerie de l'ASP à hauteur de 38 335 €.

Les CP disponibles étant insuffisants (490 940 €) à la fin du mois de novembre, l'ASP a ainsi effectué un reversement des crédits manquants le 6 décembre 2024 sur le compte du contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM).

Une note du 2 décembre 2024 signée conjointement par le CBCM et la DGFIP avait permis d'acter cette demande de reversement auprès de l'ASP.

Cette recette au comptant avec rétablissement de crédits a engendré mécaniquement un retrait d'engagement d'années antérieures (REJB) s'élevant à 38 335 € au titre des dépenses d'intervention.

Compte tenu de la consommation réelle des AE sur l'année 2024 à hauteur de 30 000 €, le solde de la consommation des AE devient négatif (-8 335 €).

En matière de crédits de paiement : il convient de distinguer :

- le solde de trésorerie dont disposait l'Agence de services et de paiement (ASP) en début de gestion ;
- le niveau de crédits effectivement consommés budgétairement lors des virements de crédits au profit de l'ASP ;
- enfin, le montant d'aide effectivement octroyé aux entités bénéficiaires.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'ASP bénéficiait d'un solde de trésorerie de 3,426 M€.

Au cours de la gestion 2024, les crédits de paiement versés à l'ASP – et donc consommés budgétairement – au titre des aides à verser aux entités bénéficiaires se sont élevés à 177,411 M€.

Le niveau des aides effectivement versées en 2024 s'est élevé à 178,402 M€ financées, en priorité, à partir du solde de trésorerie de l'ASP disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

En conséquence, l'ASP disposera au 1<sup>er</sup> janvier 2025 d'un solde de trésorerie à hauteur de 2,397 M€ pour le règlement des échéances d'aide en début d'année 2025.

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

### RECAPITULATION DES CREDITS ALLOUES PAR LE PROGRAMME AUX OPERATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense | Réalisation 2023              |                        | Prévision LFI 2024            |                        | Réalisation 2024              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>ASP - Agence de services et de paiement (P149)</b>              |                               | <b>178 396 802</b>     |                               |                        |                               | <b>177 410 819</b>     |
| Transferts   |                               | 178 396 802            |                               |                        |                               | 177 410 819            |
| <b>Total</b>   |                               | <b>178 396 802</b>     |                               |                        |                               | <b>177 410 819</b>     |
| Total des transferts   |                               | 178 396 802            |                               |                        |                               | 177 410 819            |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2024, leur réalisation 2023 est sans objet.

PROGRAMME 369

**Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

**Bertrand DUMONT**

*Directeur général du Trésor*

Responsable du programme n° 369 : Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19

L'objectif du programme est de retracer l'amortissement du surcroît de dette de l'État en 2020 et 2021 né de la crise sanitaire, le surcroît de dette sociale lié à la crise en 2020 et 2021 étant repris par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), conformément aux lois organique n° 2020-991 et ordinaire n° 2020-992 du 7 août 2020, relatives à la dette sociale et l'autonomie.

Le quantum retenu correspond aux écarts de déficits constatés sur la période 2020-2021 par rapport à ceux qui étaient anticipés à la fin 2019, retraités du plan de relance.

L'amortissement est financé par les fruits de la croissance, c'est-à-dire par une part de la hausse des prélèvements enregistrée grâce à la croissance (recettes fiscales nettes de l'État) entre l'année de référence et 2020. Cette part est affectée à la Caisse de la dette publique (CDP) et utilisée chaque année pour rembourser à due concurrence la dette publique, jusqu'à l'atteinte du montant correspondant à la dette due à la crise en 2020-2021, estimé à 165 Md€.

Les crédits du programme correspondent à la dotation annuelle de la CDP qui permet l'amortissement progressif de dette année après année. Un contrat conclu entre la CDP et l'État détaille le circuit opérationnel du remboursement. Le schéma comptable repose sur trois étapes : (1) engagement et versement des crédits du programme 369 pour abonder en recettes le CAS Participations financières de l'État (CAS PFE), (2) versement de la dotation à la Caisse de la dette publique (CDP) via le CAS PFE (Programme 732), (3) utilisation de la dotation par la CDP pour amortir la dette.

La CDP, établissement public administratif créé par l'article 32 de la loi de finances rectificative pour 1986, modifié par l'article 125 de la loi de finances pour 2003, est susceptible d'intervenir sur le marché secondaire pour en assurer la liquidité et pour amortir des titres de dette publique, concourant ainsi à la qualité de la signature de l'État. L'Agence France Trésor (AFT) est mise à disposition de la CDP, autant que de besoin ; les dépenses de fonctionnement de l'AFT ne sont pas retranscrites dans ce programme.

Le responsable du programme est le directeur général du Trésor. L'AFT, service à compétence nationale rattaché à la direction générale du Trésor, est chargée de la mise en œuvre du programme.

### RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

#### **OBJECTIF 1 : Retracer l'amortissement de la dette de l'Etat en 2020 et 2021 liée à la covid-19**

INDICATEUR 1.1 : Taux de réalisation de l'objectif annuel inscrit dans l'échéancier

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Retracer l'amortissement de la dette de l'Etat en 2020 et 2021 liée à la covid-19

### INDICATEUR

1.1 – Taux de réalisation de l'objectif annuel inscrit dans l'échéancier

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Réalisation | 2024<br>Cible | 2024<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2025<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de réalisation de l'objectif annuel inscrit dans l'échéancier | %     | 100                 | 100                 | 100           | 100                 | cible atteinte          | 100           |

#### Commentaires techniques

##### Précisions méthodologiques

L'atteinte de l'indicateur permet de vérifier que le montant des crédits de paiement transférés à la CDP par l'État correspond au montant inscrit dans l'échéancier prévisionnel présenté dans le projet annuel de performance du programme 369 pour l'année à venir.

### ANALYSE DES RESULTATS

L'échéance prévue pour 2024, de 6,5 Mds€, a été versée à la CDP qui a procédé aux amortissements de dette de même montant.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|--|----------|---|
|   |  |  |          |   |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 |  |  | 0<br>0   | 0   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                          | <b>0</b>                                 | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b>                                  |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                     |  |  |          |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                    |  |  |          |   |
| Total des AE ouvertes                                       |  |  | 0        |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                              | <b>0</b>                                 | <b>0</b>   | <b>0</b> |   |

#### 2024 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|--|--------------------------------|---|
|   |  |  |                                |   |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 | 6 474 951 599                            | 6 474 951 599                                      | 6 474 951 599<br>6 474 951 599 | 6 474 951 599                             |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                           | <b>0</b>                                 | <b>6 474 951 599</b>                               | <b>6 474 951 599</b>           | <b>6 474 951 599</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                     |  |  |                                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                    |  |  |                                |   |
| Total des CP ouverts  | 6 474 951 599 (hors titre 2)             |  | 6 474 951 599                  |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                               | <b>6 474 951 599</b>                     | <b>0</b>   | <b>6 474 951 599</b>           |   |

### 2023 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS VOTES (LFI) ET DES CREDITS CONSOMMES

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|--|--|---|--------------------------|
|   |  |  |   |                          |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 |  |  | 0   | 0<br>0                   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                          | <b>0</b>                                 | <b>0</b>   | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des AE consommées</b>                              | <b>0</b>                                 | <b>0</b>   |   | <b>0</b>                 |

## 2023 / CREDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action         | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|--|--|---|--------------------------|
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19 | 6 586 486 312                            | 6 586 486 312                                      | 6 586 486 312                             | 6 586 486 312            |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                           | <b>0</b>                                 | <b>6 586 486 312</b>                               | <b>6 586 486 312</b>                      | <b>6 586 486 312</b>     |
| <b>Total des CP consommés</b>                               | <b>6 586 486 312</b>                     | <b>0</b>   |   | <b>6 586 486 312</b>     |

## PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

| Titre et catégorie   | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                      |                       |
|--|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|  | Consommées*<br>en 2023     | Ouvertes<br>en 2024 | Consommées*<br>en 2024 | Consommés*<br>en 2023 | Ouverts<br>en 2024   | Consommés*<br>en 2024 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                         | 0                          | 0                   | 0                      | 6 586 486 312         | 0                    | 6 474 951 599         |
| Dépenses de fonctionnement autres que<br>celles de personnel | 0                          | 0                   | 0                      | 6 586 486 312         | 0                    | 6 474 951 599         |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières                  | 0                          | 0                   | 0                      | 0                     | 6 474 951 599        | 0                     |
| Dotations en fonds propres                                   | 0                          | 0                   | 0                      | 0                     | 6 474 951 599        | 0                     |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                                 |                            | <b>0</b>            |                        |                       | <b>6 474 951 599</b> |                       |
| <b>Total*</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>               | <b>6 586 486 312</b>  | <b>6 474 951 599</b> | <b>6 474 951 599</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                 |                          | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres * | Total<br>y.c. FdC et AdP | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État<br>liée à la covid-19                                      |                                       |                 | 0<br>0                   |                                       | 6 474 951 599<br>6 474 951 599 | 6 474 951 599<br>6 474 951 599 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>6 474 951 599</b>           | <b>6 474 951 599</b>           |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       |                 |                          |                                       |                                |                                |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 0               | 0                        | 0                                     | 6 474 951 599                  | 6 474 951 599                  |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>0</b>        | <b>0</b>                 | <b>0</b>                              | <b>6 474 951 599</b>           | <b>6 474 951 599</b>           |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       |                 |                          |                                       |                                |                                |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Les crédits du programme 369 « Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19 » correspondent à l'amortissement de 165 Md€ de dette prévu entre 2022 et 2042. Les autorisations d'engagement ont été inscrites en 2022.

Le montant de dette de 165 Md€ correspond au surcroît de dette issu de la crise en 2020 et 2021 par rapport aux estimations de fin 2019. Ce chiffre résulte d'une comparaison entre la trajectoire observée du déficit de la dette de l'État (hors plan de relance) et celle envisagée avant crise.

#### PASSAGE DU PLF A LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |               |          | Crédits de paiement |                      |                      |
|-------------|----------------------------|---------------|----------|---------------------|----------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres | Total    | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| PLF         | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 6 474 951 599        | 6 474 951 599        |
| Amendements | 0                          | 0             | 0        | 0                   | 0                    | 0                    |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>      | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>6 474 951 599</b> | <b>6 474 951 599</b> |

### Dépenses pluriannuelles

#### SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2024  | CP 2024   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2024 *<br>(E1)<br><b>0</b>                                      | CP ouverts en 2024 *<br>(P1)<br><b>6 474 951 599</b>  |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>  | CP consommés en 2024<br>(P2)<br><b>6 474 951 599</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E3)<br><b>0</b>                    | dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>6 474 951 599</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2024<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>0</b> | dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                    |

#### RESTES A PAYER

|  |   |  |   |   |   |
|--|---|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut<br>(R1)<br><b>156 528 463 688</b>                 |   |  |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023<br>(R2)<br><b>0</b>  |   |  |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>156 528 463 688</b> | – | CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>6 474 951 599</b> | = | Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>150 053 512 089</b> |   |
| AE engagées en 2024<br>(E2)<br><b>0</b>  | – | CP consommés en 2024 sur engagements 2024<br>(P4)<br><b>0</b>                                    | = | Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>0</b>                 |   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>150 053 512 089</b> |   |
|  |   |  |   |   | Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P5)<br><b>0</b>   |
|  |   |  |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>150 053 512 089</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br><i>Réalisation</i> | Autorisations d'engagement |               |        | Crédits de paiement |                                |  |
|--|----------------------------|---------------|--------|---------------------|--------------------------------|--|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total  | Titre 2             | Autres titres                  | Total  |
| 01 – Amortissement de la dette de l'État liée à la covid-19                        |                            |               | 0<br>0 |                     | 6 474 951 599<br>6 474 951 599 | <b>6 474 951 599</b><br><b>6 474 951 599</b> |

Les crédits du programme 369 « Amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19 » correspondent à l'amortissement de 165 Md€ de dette entre 2022 et 2042. Ils sont employés à une dotation annuelle de la Caisse de la dette publique. Le montant de crédits de paiements est calculé chaque année en fonction d'une prévision de hausse de recettes entre l'année de référence et 2020. La Caisse de la dette publique les emploie pour amortir des titres en cours d'année, sur une ou plusieurs des échéances en principal de dette de l'État.

La dotation annuelle à la Caisse de la dette publique est fondée sur le niveau de recettes fiscales nettes (RFN, c'est-à-dire principalement l'IR, l'IS, la TICPE et la TVA) dont le montant dépend de la croissance. La dotation est réactive au niveau estimé de la croissance d'une année sur l'autre. Ainsi pour 2024, le montant de la dotation a été calculé à partir de la croissance anticipée en PLF 2024.

Un contrat conclu entre la CDP et l'État précise l'échéancier prévisionnel et le caractère réactif à la croissance du dispositif. Ce contrat définit les modalités de calcul de l'abondement annuel de l'État à la CDP. Par défaut, l'abondement annuel est égal à une fraction de 5,9 % de l'écart entre le montant prévu en PLF spontané des recettes fiscales nettes de l'État pour l'année à venir et celles de 2020.

La dotation est ajustée au fur et à mesure de l'amortissement, à la hausse ou à la baisse selon que la croissance du PIB est plus ou moins élevée par rapport à la trajectoire actuelle de prévision de croissance. L'échéancier est ainsi modulé selon la formule suivante :

- i) la dotation de la CDP sera de 5,9 % de la hausse spontanée de recettes fiscales nettes soit  $(RFN) \times ([\text{croissance prévue en PLF de l'année } n / \text{croissance prévisionnelle actuellement pour l'année dans la trajectoire de croissance}]^{1/N})$  ; N étant le nombre d'années depuis 2022.
- ii) si la croissance prévue en PLF de l'année n est négative : pas de dotation.

Le P369 abonde le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » (programme 732) à partir duquel est réalisé le versement à la CDP. Le P732 a ainsi vocation à abonder la CDP dans le cadre de l'amortissement de la dette Covid.

En 2024, 6,5 Md€ ont été versés à la CDP et employés par celle-ci pour amortir de la dette.

## ÉLÉMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |             | Crédits de paiement              |                      |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|----------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  |             |                                  | 6 474 951 599        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  |             |                                  | 6 474 951 599        |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               |                                  |             | 6 474 951 599                    |                      |
| Dotations en fonds propres                                |                                  |             | 6 474 951 599                    |                      |
| <b>Total</b>  |                                  |             | <b>6 474 951 599</b>             | <b>6 474 951 599</b> |